

N° 13-010-XIF au catalogue



# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Premier trimestre de 2007



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à: notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (téléphone: 613-951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-889-9734
Renseignements par courriel	<a href="mailto:infostats@statcan.ca">infostats@statcan.ca</a>
Site Web	<a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a>

## Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et de choisir la rubrique Publications.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir des services rapides, fiables et courtois et à faire preuve d'équité envers ses clients. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada  
Système de comptabilité nationale

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

**Juin 2007**

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 6, no 1

Périodicité : trimestrielle  
ISSN 1703-7573

**Ottawa**

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

---

## Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Produits et services connexes

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

### PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

### Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

### Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

### Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-203-XIF
Croissance de la productivité du travail au niveau provincial, 1997 à 2005	15-206-XIF

### Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

### Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

### Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

## Table des matières

<b>À propos de cette publication.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Politique de révision</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Révisions dans cette édition.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Section A</b>	
<b>Aperçu.</b> . . . . .	<b>6</b>
Les dépenses de consommation demeurent un point fort de l'économie . . . . .	8
L'investissement résidentiel rebondit, tandis que l'investissement en ouvrages non résidentiels et en équipement fléchit . . . . .	8
Le relâchement de la demande étrangère continue de se répercuter sur les exportations. . . . .	8
Les stocks s'accumulent en raison de la faiblesse de la demande intérieure et étrangère. . . . .	8
Les bénéfices des sociétés augmentent et le revenu personnel se raffermi . . . . .	8
PIB par industrie, mars 2007 . . . . .	9
<b>Section B</b>	
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b> . . . . .	<b>11</b>
Relance du logement après une pause prolongée . . . . .	11
Ralentissement de l'investissement en ouvrages non résidentiels . . . . .	11
Accumulation des stocks . . . . .	12
Légère hausse des exportations . . . . .	12
Les dépenses de consommation demeurent stables . . . . .	13
Forte progression du revenu personnel. . . . .	14
Forte hausse des bénéfices des sociétés . . . . .	14
<b>Section C</b>	
<b>PIB par industrie</b> . . . . .	<b>20</b>
Vigueur des commerces de gros et de détail . . . . .	20
Hausse dans le secteur de la construction . . . . .	21
Le secteur de la fabrication progresse . . . . .	21
Le secteur de l'énergie se replie . . . . .	22
Les activités bancaires et de courtage s'intensifient . . . . .	22
Autres industries . . . . .	22
Premier trimestre de 2007 . . . . .	22
<b>Section D</b>	
<b>Balance des paiements internationaux</b> . . . . .	<b>26</b>
Compte courant . . . . .	26
Hausse de l'excédent au chapitre des biens . . . . .	26
Diminution des bénéfices sur les investissements directs. . . . .	27
Léger recul du déficit des services . . . . .	28
Compte financier . . . . .	28
La demande de titres étrangers ne montre aucun signe de ralentissement . . . . .	28
Les investissements directs canadiens à l'étranger maintiennent la cadence récente . . . . .	29
Le secteur canadien des ressources naturelles continue d'attirer les investisseurs étrangers directs . . . . .	29
Les placements de portefeuille étrangers au Canada augmentent sous l'effet des placements en obligations . . . . .	30
Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves . . . . .	31
Révision de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis . . . . .	31

## Section E

<b>Comptes des flux financiers</b> .....	<b>34</b>
Secteur des ménages .....	34
Secteur des sociétés .....	35
Secteur des administrations publiques .....	35

## Section F

<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre</b> .....	<b>41</b>
Gains appréciables de la productivité dans le secteur des biens .....	42
Nette amélioration des coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le secteur des services .....	42
La meilleure performance de la productivité au Canada depuis plus d'un an .....	42
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont ralenti dans les deux pays .....	44
Les révisions récentes des chiffres de productivité au Canada ont eu peu d'impact sur l'écart Canada/États-Unis .....	44

## Section G

<b>Bilan des investissements internationaux du Canada</b> .....	<b>50</b>
Actif : forte hausse des avoirs canadiens en obligations étrangères .....	51
Passif : augmentation des investissements directs étrangers au Canada .....	51
Baisse du passif net étranger envers les États-Unis .....	52

## Section H

<b>Comptes du bilan national</b> .....	<b>54</b>
La valeur nette des ménages continue de progresser .....	54
La dette et le ratio d'endettement des entreprises augmentent légèrement .....	55
Le ratio de la dette nette des administrations publiques et du produit intérieur brut continue de diminuer .....	55

## Section I

<b>Révisions des Comptes des revenus et dépenses pour 2003 à 2006</b> .....	<b>59</b>
Introduction .....	59
Calendrier de révision .....	59
Révisions des comptes des revenus et dépenses .....	60
Changement d'année de référence pour les comptes économiques canadiens .....	60
Répercussion des révisions sur le produit intérieur brut (PIB) .....	61
Révisions des agrégats des revenus (tableau I.5) .....	63
Excédent .....	63
Révisions des agrégats des dépenses aux prix courants (tableau I.6) .....	64
Sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis .....	65

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### **PIB par industrie:**

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Révisions dans cette édition

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2003.

### **PIB par industrie:**

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2006.

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2002 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2006 au niveau industriel.

## Section A Aperçu

Premier trimestre de 2007 et mars 2007

L'économie a connu une accélération au premier trimestre de 2007, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant progressé de 0,9 %, soit à un rythme plus de deux fois supérieur à celui du trimestre précédent. Cette croissance tient à une légère accélération des dépenses de consommation et à une accumulation des stocks découlant d'une production vigoureuse. Il y a eu un ralentissement de l'investissement en capital fixe et des exportations.

La production économique a augmenté de 0,3 % en mars, comparativement à 0,4 % en février et à 0,1 % en janvier. Les industries productrices de services ont fait un bond en mars tandis que la production des industries productrices de biens a diminué.

**Tableau A.1**  
**Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)<sup>[1]</sup>**

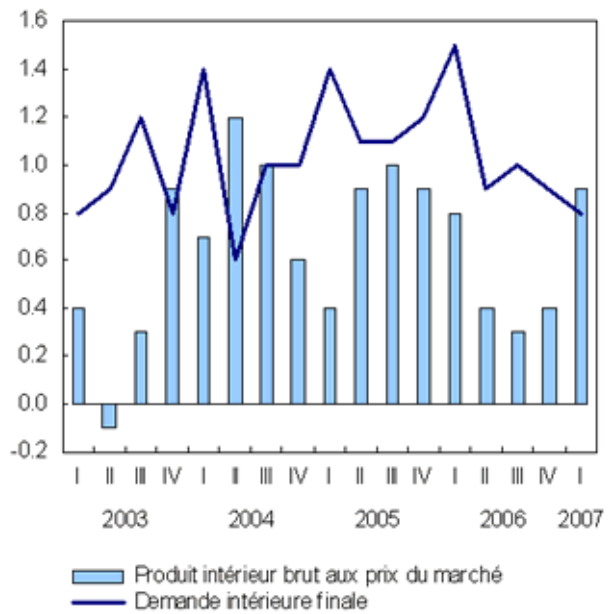
	Variation	Variation annualisée	Variation
			d'une année à l'autre
%			
Premier trimestre de 2006	0,8	3,4	3,6
Deuxième trimestre de 2006	0,4	1,5	3,1
Troisième trimestre de 2006	0,3	1,3	2,4
Quatrième trimestre de 2006	0,4	1,5	1,9
Premier trimestre de 2007	0,9	3,7	2,0

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

**Graphique A.1**

**La croissance du PIB surpasse celle de la demande intérieure finale**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Bien que la demande intérieure finale continue d'appuyer fermement l'économie, sa croissance (+0,8 %) a été inférieure à celle du PIB, et ce, pour la première fois en dix trimestres. Il y a eu un ralentissement des dépenses intérieures en raison de la diminution de l'investissement en ouvrages non résidentiels et matériel, ce qui a été contrebalancé en partie par l'accélération de l'investissement au chapitre du logement et par la hausse des dépenses de consommation, en particulier pour les vêtements, les accessoires d'ameublement et les articles de loisirs.

### Note aux lecteurs

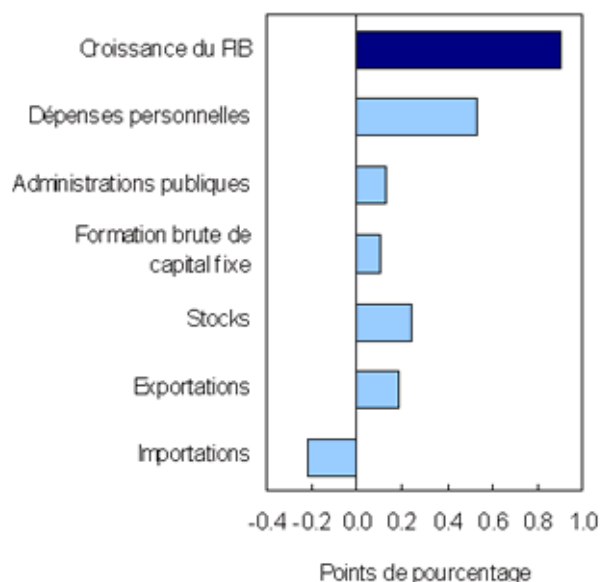
Les taux de variation des statistiques des comptes des dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir des mesures de volume, c'est-à-dire corrigées des effets de l'inflation. Les taux de variation des statistiques des comptes des revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculés à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées des effets de l'inflation.

Les Comptes des revenus et dépenses du premier trimestre de 2007 comprennent une révision des données remontant au premier trimestre de 2003. Pour obtenir plus d'information, consultez l'article *La révision 2003-2006 des Comptes des revenus et dépenses*.

À compter de la diffusion des comptes des revenus et dépenses du premier trimestre de 2007, le produit intérieur brut (PIB) en termes de dépenses et les éléments connexes sont convertis de l'année de référence 1997 à l'année de référence 2002 pour les estimations de volume et de prix. Veuillez consulter la note *Re-référencement des Comptes économiques canadiens* pour obtenir plus de renseignements sur l'exercice de re-référencement du PIB qui est publié le 31 mai 2007.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec un agent de renseignements de la Division des comptes des revenus et dépenses au 613-951-3640 ou par courriel à [iead-info-dcrd@statcan.ca](mailto:iead-info-dcrd@statcan.ca). On trouvera plus d'information sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à *Indices de volume en chaîne Fisher – Méthodologie* (numéro 13-605-XIF au catalogue).

**Graphique A.2**  
**Contributions à la variation en pourcentage du PIB,**  
**premier trimestre de 2007**



La croissance des exportations a été moins prononcée, en raison principalement du recul au chapitre des produits de la forêt et des biens et matériaux industriels. Les stocks se sont accumulés durant le trimestre en raison la hausse de la production et du ralentissement de la demande étrangère et des dépenses intérieures.

Tant le secteur des services (+1,0 %) que celui de la production de biens (+0,9 %) ont progressé au premier trimestre. La croissance de la production de biens faisait suite à trois trimestres de baisse. La croissance s'est située principalement dans les secteurs de l'énergie, des commerces de gros et de détail, de la finance et de la construction. On a aussi observé une progression dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des mines (à l'exclusion du pétrole et du gaz naturel), mais celle-ci a été annulée en partie par les reculs subis dans les secteurs des services d'hébergement et des arts et spectacles.

La fabrication est demeurée stable après avoir reculé pendant quatre trimestres consécutifs. Dans l'ensemble, 14 des 21 grands groupes, représentant 68 % de la valeur ajoutée manufacturière, ont progressé. La fabrication de biens durables a enregistré sa première augmentation trimestrielle depuis le premier trimestre de 2006. La production industrielle (c'est-à-dire la production des services publics, des mines et des fabricants) a enregistré une hausse de 0,7 %, le secteur des mines, du pétrole et du gaz et celui des services publics ayant connu une croissance substantielle. Aux États-Unis, la production industrielle s'est légèrement accrue (+0,2 %), la production des fabricants et dans les services publics ayant augmenté, tandis que celle du secteur de l'extraction minière s'est contractée.

L'économie canadienne a enregistré un taux de croissance annualisé de 3,7 %, une accélération marquée par rapport au taux du quatrième trimestre de 2006 (+1,5 %); elle a crû plus rapidement que celle des États-Unis, selon une estimation avancée publiée le 27 avril.

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 1,5 %. Si l'on exclut l'énergie, l'indice était en hausse de 0,9 %.

**Tableau A.2**  
**Produit intérieur brut mensuel par industrie au prix de base en dollars enchaînés de 1997**

	Octobre 2006 <sup>r</sup>	Novembre 2006 <sup>r</sup>	Décembre 2006 <sup>r</sup>	Janvier 2007 <sup>r</sup>	Février 2007 <sup>r</sup>	Mars 2007 <sup>p</sup>
	Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %					
<b>Ensemble des industries</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>
Industries productrices de biens	0,2	0,1	0,1	0,2	1,0	-0,2
Industries productrices de services	0,1	0,4	0,6	0,1	0,2	0,5
Production industrielle	0,2	-0,0	-0,2	0,1	1,2	-0,2
Fabrication	-0,6	1,2	0,6	-1,1	0,2	0,8
Commerce de détail	-0,4	-0,4	2,0	-0,1	-0,7	1,4
Secteur de l'énergie	0,9	-2,3	-1,7	2,4	3,1	-1,7

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

### **Les dépenses de consommation demeurent un point fort de l'économie**

Les dépenses personnelles en biens et services ont continué d'alimenter l'économie, ayant augmenté à un rythme soutenu (+1,0 %). Les achats de biens durables, qui ont enregistré une croissance trimestrielle moyenne de plus de 2 % en 2006, ont progressé de 1,6 % durant le premier trimestre. Les achats de biens semi-durables se sont accrus de 1,9 % après avoir enregistré une hausse de seulement 0,5 % le trimestre précédent. Plus particulièrement, les ventes en vêtements et chaussures ont grimpé de 2,4 % durant le trimestre. Les ventes au détail ont connu une hausse vigoureuse dans de nombreux secteurs durant le trimestre.

### **L'investissement résidentiel rebondit, tandis que l'investissement en ouvrages non résidentiels et en équipement fléchit**

L'investissement des entreprises en construction résidentielle a connu un regain au premier trimestre. Il s'agissait d'une première hausse (+1,8 %) enregistrée depuis le premier trimestre de 2006. La valeur de la construction résidentielle neuve est demeurée à peu près inchangée (-0,1 %), faisant suite à trois trimestres où l'on avait enregistré un net recul. Par contre, les activités de revente de biens immobiliers résidentiels ont nettement progressé, tandis que celles de rénovation demeuraient vigoureuses.

Après avoir enregistré des hausses trimestrielles vigoureuses de 2,5 % ou plus au cours des deux dernières années, l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a ralenti au cours du trimestre (+1,3 %), et ce, malgré une hausse de 2,5 % de l'investissement dans des bâtiments comme des immeubles à bureaux, des usines et des entrepôts. L'investissement en machines et matériel a reculé (-1,5 %), ce qui n'avait pas été observé depuis 2002.

### **Le relâchement de la demande étrangère continue de se répercuter sur les exportations**

Les exportations de marchandises ont ralenti (+0,5 %), faisant suite à l'augmentation modérée observée lors des deux trimestres précédents. Les ventes à l'étranger ont été ralenties par la baisse des ventes de produits de la forêt (-6,3 %) et de biens et matériaux industriels (-0,5 %). La valeur du dollar canadien a chuté de 2,8 % au cours du trimestre par rapport au dollar américain.

Les exportations de machines et matériel ont été vigoureuses durant le trimestre (+2,0 %), après avoir ralenti de façon marquée le trimestre précédent, mais sans pour autant atteindre le rythme observé en 2005. La demande étrangère de produits automobiles a augmenté de 2,3 % durant le trimestre. Cette progression s'ajoute à la hausse de 7,4 % inscrite au cours du trimestre précédent, qui est un rebondissement par rapport aux baisses trimestrielles observées au cours de la plus grande partie de l'année 2006.

### **Les stocks s'accroissent en raison de la faiblesse de la demande intérieure et étrangère**

Les stocks des entreprises (à l'exclusion des stocks agricoles) ont augmenté de 2,8 milliards de dollars au cours du trimestre. Les biens durables, en particulier les produits métalliques ouvrés, les appareils non électriques et les produits électriques et électroniques, ont contribué à l'accumulation des stocks des fabricants, tandis que les grossistes ont accumulé des stocks de biens non durables.

### **Les bénéfices des sociétés augmentent et le revenu personnel se raffermie**

Les bénéfices des sociétés ont affiché une forte hausse au premier trimestre (+3,1 %). Un tel rythme de croissance n'avait pas été observé depuis le dernier trimestre de 2005. Par suite de la vigueur des bénéfices réalisés dans le secteur de la fabrication de produits du pétrole et du charbon (en partie en raison de la hausse des prix des produits de base) ainsi que de l'augmentation des bénéfices du secteur du commerce de détail, les bénéfices des entreprises non financières ont progressé de 4,7 %.

Le revenu personnel a augmenté de 2,0 %, grâce à une forte progression du revenu du travail, du revenu agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, y compris les loyers.

Le revenu du travail a augmenté de 2,0 %, comparativement à une hausse de 1,6 % notée au cours du trimestre précédent. Les salaires et traitements ont affiché une croissance dans les industries de services et dans les industries productrices de biens. Il faut toutefois préciser que le règlement conclu par le gouvernement du Québec au chapitre de l'équité salariale et la contribution du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador au régime de pension de retraite de la fonction publique ont influé sur le revenu du travail. Si l'on fait exception de ces paiements spéciaux, le revenu du travail a progressé de 1,6 %.

**PIB par industrie, mars 2007**

L'activité économique a progressé de 0,3 % en mars, après avoir enregistré une croissance de 0,4 % en février et de 0,1 % en janvier. Le dynamisme du secteur des services (+0,5 %) a plus que compensé la baisse de la production de biens (-0,2 %). Les commerces de gros et de détail ont affiché une solide croissance pendant le mois. Des gains ont aussi été enregistrés dans la construction, la fabrication et dans le secteur financier. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par les replis dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de l'énergie et des mines, abstraction faite de l'extraction de pétrole et de gaz.

Le commerce de gros a fait un bond de 1,8 % en mars, en grande partie en raison des importantes ventes de véhicules automobiles. Le commerce de détail a par ailleurs fortement augmenté (+1,4 %), après une baisse le mois précédent. La hausse était surtout attribuable aux ventes de véhicules automobiles neufs.

Le secteur de la construction a progressé de 0,1 % en mars. La poursuite du regain d'activité dans la construction non résidentielle (+1,1 %) ainsi que dans les travaux de génie et de réparation (+0,2 %) a fait contrepoids au recul de 0,6 % dans la construction résidentielle.

La production manufacturière a progressé de 0,8 %, la fabrication de biens durables et non durables ayant augmenté de 1,0 % et 0,4 % respectivement. Parmi les 21 grands groupes manufacturiers, 16 d'entre eux, représentant 80 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont progressé. L'augmentation a surtout été attribuable à la production de véhicules automobiles.

Le secteur de l'énergie s'est contracté de 1,7 % en mars, après avoir connu deux mois de croissance soutenue. Ce repli est dû à la baisse des activités d'extraction de gaz naturel ainsi qu'à la chute dans l'exploration pétrolière et gazière (-12,5 %). D'autre part, l'extraction de pétrole a augmenté.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a baissé de 0,2 %. Le recul du secteur minier et la baisse des services publics ont plus qu'effacé les gains des fabricants. En comparaison, la production industrielle aux États-Unis a diminué de 0,3 % en mars, en raison de la chute des services publics. À l'inverse, le secteur de la fabrication et le secteur minier ont progressé.

**Tableau A.3 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	710 336	727 568	730 928	739 764	751 268	766 148	694 041	737 382
	1,4	2,4	0,5	1,2	1,6	2,0	6,0	6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	202 700	194 664	197 444	201 864	201 464	207 700	189 357	198 859
	5,3	-4,0	1,4	2,2	-0,2	3,1	11,9	5,0
Intérêts et revenus divers de placements	68 044	65 592	65 880	65 464	64 304	66 020	61 070	65 310
	10,8	-3,6	0,4	-0,6	-1,8	2,7	12,9	6,9
Revenu net des entreprises individuelles	85 420	85 624	86 064	86 408	87 200	89 076	84 957	86 324
	0,4	0,2	0,5	0,4	0,9	2,2	1,0	1,6
Impôts moins subventions	158 300	161 812	164 092	160 384	160 040	163 240	156 181	161 582
	0,6	2,2	1,4	-2,3	-0,2	2,0	4,9	3,5
Revenu personnel disponible	806 164	834 500	833 116	844 976	856 616	874 220	791 486	842 302
	1,1	3,5	-0,2	1,4	1,4	2,1	4,3	6,4
Taux d'épargne personnelle[2]	1,7	3,3	1,7	1,8	2,2	2,6	1,6	2,3
	...	...	...	...	...	...	...	...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	733 560	743 529	750 550	759 897	766 839	774 178	724 942	755 204
	0,9	1,4	0,9	1,2	0,9	1,0	3,8	4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	245 237	248 187	250 155	251 113	252 961	254 672	242 557	250 604
	0,8	1,2	0,8	0,4	0,7	0,7	2,2	3,3
Formation brute de capital fixe	289 436	295 807	297 993	300 447	303 625	305 003	279 345	299 468
	2,4	2,2	0,7	0,8	1,1	0,5	8,5	7,2
Investissement en stocks	12 547	10 321	17 572	12 838	61	3 611	13 575	10 198
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	513 688	504 602	502 355	505 539	508 881	511 521	501 732	505 344
	1,8	-1,8	-0,4	0,6	0,7	0,5	2,2	0,7
Importations de biens et services	535 580	532 055	544 582	552 820	551 615	555 139	519 435	545 268
	2,7	-0,7	2,4	1,5	-0,2	0,6	7,5	5,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 264 822	1 275 510	1 280 142	1 284 213	1 288 949	1 300 566	1 247 780	1 282 204
	0,9	0,8	0,4	0,3	0,4	0,9	3,1	2,8
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>PIB aux prix de base, par industrie</b>								
Industries productrices de biens	336 007	336 465	334 218	333 907	332 651	335 513	331 595	334 310
	0,8	0,1	-0,7	-0,1	-0,4	0,9	2,0	0,8
Production industrielle	246 320	245 075	242 343	241 939	239 412	241 120	243 485	242 193
	0,7	-0,5	-1,1	-0,2	-1,0	0,7	1,0	-0,5
Secteur de l'énergie	65 102	64 521	64 240	64 750	63 394	64 572	63 767	64 226
	1,0	-0,9	-0,4	0,8	-2,1	1,9	1,5	0,7
Fabrication	176 357	175 810	173 142	171 630	170 121	170 172	174 987	172 676
	0,7	-0,3	-1,5	-0,9	-0,9	0,0	0,7	-1,3
Fabrication de biens non durables	71 169	70 340	69 444	68 813	68 241	67 616	71 317	69 210
	-0,4	-1,2	-1,3	-0,9	-0,8	-0,9	-1,2	-3,0
Fabrication de biens durables	105 050	105 348	103 574	102 692	101 756	102 448	103 516	103 343
	1,4	0,3	-1,7	-0,9	-0,9	0,7	2,1	-0,2
Construction	65 518	67 251	67 997	68 688	69 798	70 599	63 689	68 433
	2,4	2,6	1,1	1,0	1,6	1,1	5,7	7,4
Industries productrices de services	741 062	749 702	756 840	761 943	767 148	774 588	732 506	758 908
	0,7	1,2	1,0	0,7	0,7	1,0	3,2	3,6
Commerce de gros	67 920	69 610	70 563	71 203	70 349	72 049	65 997	70 431
	2,1	2,5	1,4	0,9	-1,2	2,4	6,9	6,7
Commerce de détail	62 752	64 164	65 420	65 996	66 187	66 925	62 219	65 442
	0,6	2,3	2,0	0,9	0,3	1,1	4,7	5,2
Transport et entreposage	52 073	52 462	52 804	52 904	52 946	53 379	51 241	52 779
	0,8	0,7	0,7	0,2	0,1	0,8	3,5	3,0
Finance, assurances, services immobiliers et de location	216 331	218 591	220 854	223 342	226 055	228 720	213 985	222 210
	0,7	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	3,7	3,8
Technologies de l'information et des communications	63 271	64 104	64 723	65 365	65 954	66 507	62 359	65 037
	0,7	1,3	1,0	1,0	0,9	0,8	5,2	4,3

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

## Section B

### PIB en termes de revenus et de dépenses

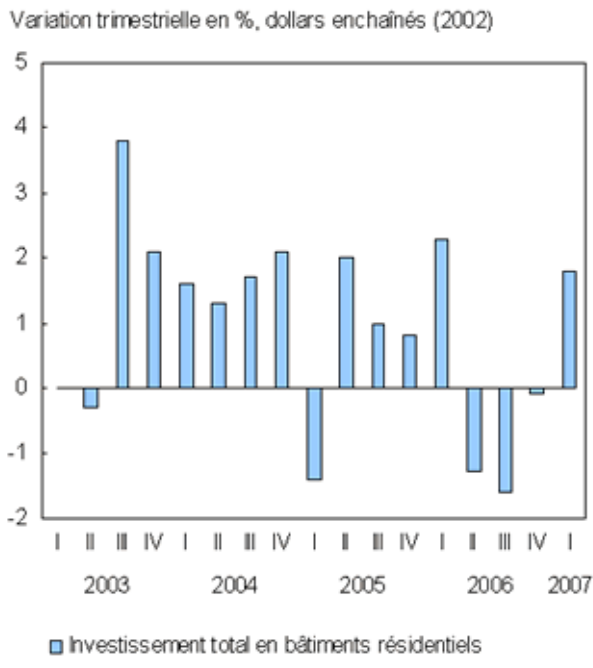
Premier trimestre de 2007

#### Relance du logement après une pause prolongée

L'investissement des entreprises en construction résidentielle a connu un regain au premier trimestre. Il s'agissait d'une première hausse (+1,8 %) enregistrée depuis le premier trimestre de 2006. La valeur de la construction résidentielle neuve est demeurée à peu près inchangée (-0,1 %), faisant suite à trois trimestres où l'on avait enregistré un net recul. Par contre, les activités de revente de biens immobiliers résidentiels ont nettement progressé, tandis que celles de rénovation demeuraient vigoureuses.

#### Graphique B.1

##### L'investissement résidentiel reprend



Les prix des logements neufs ont connu une légère hausse, et la stabilité des taux hypothécaires a contribué à rendre le prix des logements abordable. La forte progression observée sur le marché de la revente, le reflet de la vigueur des coûts de transfert de propriété (+6,7 %), qui incluent les commissions de courtage, a contribué à la progression du marché de l'habitation.

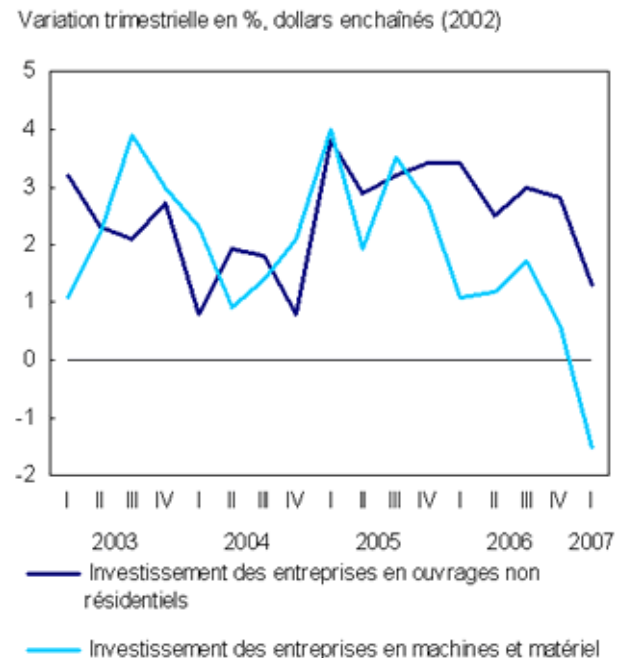
Les activités de rénovation ont joué un rôle dont l'importance a été sous-estimée. Ces activités ont encore progressé au cours du trimestre (+1,9 %), après avoir enregistré une croissance moyenne de 1,4 % lors des quatre derniers trimestres. Depuis quelques années, les activités de rénovation constituent une fraction croissante de l'investissement et représentent actuellement 34 % du total de l'investissement résidentiel (en dollars courants). Les travaux d'amélioration sur les propriétés existantes ont aussi fait grimper les bénéfices des détaillants en rénovation de maisons.

#### Ralentissement de l'investissement en ouvrages non résidentiels

Après avoir enregistré des hausses trimestrielles vigoureuses de 2,5 % ou plus au cours des deux dernières années, l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a ralenti au cours du trimestre (+1,3 %), et ce, malgré une hausse de 2,5 % de l'investissement dans des bâtiments comme des immeubles à bureaux, des usines et des entrepôts.

#### Graphique B.2

##### L'investissement des entreprises ralentit



L'investissement en machines et matériel a reculé (-1,5 %), ce qui n'avait pas été observé depuis 2002. Les achats de machines et matériel ont contribué à la croissance au cours des quatre dernières années, mais ils ont ralenti depuis le sommet atteint en 2005. Le recul aux chapitres de la machinerie industrielle, des camions et des automobiles a eu une forte incidence à cet égard, bien qu'il ait été compensé en partie par la progression enregistrée en ce qui touche les ordinateurs et autre matériel de bureau, les autres équipements de transport et les meubles.

La faiblesse de l'investissement en machines et matériel s'est également répercutée sur les importations de machines et de matériel, celles-ci ayant fléchi de 2,0 % au cours du trimestre, soit la première diminution trimestrielle depuis 2003.

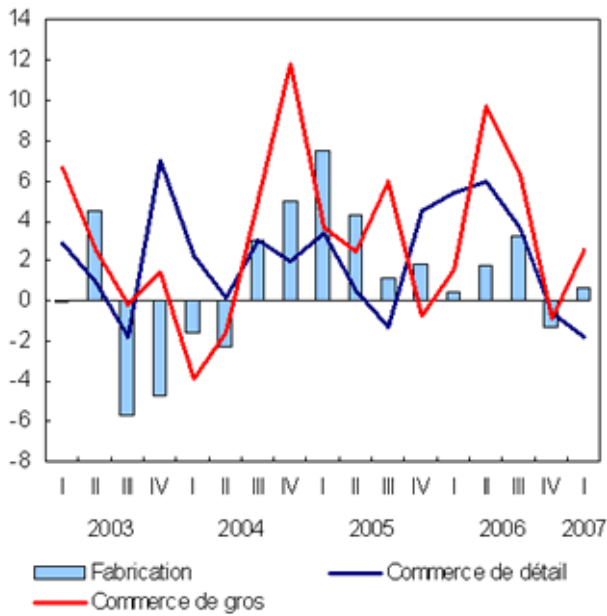
**Accumulation des stocks**

Les stocks des entreprises (à l'exclusion des stocks agricoles) ont augmenté de 2,8 milliards de dollars au cours du trimestre. Les biens durables, en particulier les produits métalliques ouvrés, les appareils non électriques et les produits électriques et électroniques, ont contribué à l'accumulation des stocks des fabricants, tandis que les grossistes ont accumulé des stocks de biens non durables.

**Graphique B.3**

**Les stocks des fabricants et des grossistes s'accumulent**

Miliards de dollars enchaînés (2002)



Les exportations de produits automobiles ont été partiellement tirées des stocks, la production étant demeurée pratiquement inchangée. Tant les détaillants que les grossistes ont diminué leurs stocks au chapitre des véhicules automobiles, comme ils l'avaient fait au dernier trimestre, à la suite d'une hausse de la demande de produits automobiles chez nos voisins du sud. Également, les importations de produits automobiles ont augmenté de 2,1 %.

Les stocks de produits de l'énergie se sont aussi accumulés au cours du premier trimestre.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'économie dans son ensemble est demeuré à 0,66, les stocks étant suffisants pour 60 jours de ventes aux prix courants.

**Légère hausse des exportations**

Les exportations de marchandises ont ralenti (+0,5 %), faisant suite à l'augmentation modérée observée lors des deux trimestres précédents. Les ventes à l'étranger ont été ralenties par la baisse des ventes de produits de la forêt (-6,3 %) et de biens et matériaux industriels (-0,5 %). La valeur du dollar canadien a chuté de 2,8 % au cours du trimestre par rapport au dollar américain.

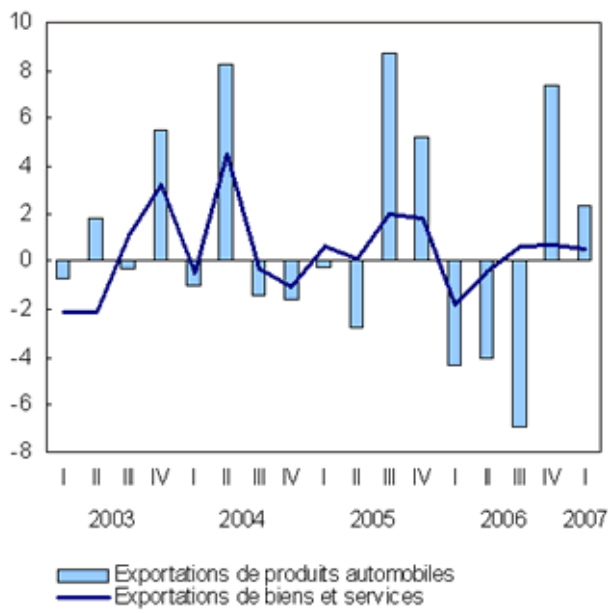
L'augmentation de la demande de machines et matériel ainsi que de produits automobiles est à l'origine de la plus grande partie de la croissance des exportations. L'augmentation de la demande étrangère pour les produits de l'énergie (+1,7 %) et de produits de l'agriculture et de la pêche (+1,5 %) a aussi concouru à la progression des exportations.

Les exportations de machines et matériel ont été vigoureuses durant le trimestre (+2,0 %), après avoir ralenti de façon marquée le trimestre précédent, mais sans pour autant atteindre le rythme observé pour la plupart des trimestres en 2005.

La demande étrangère de produits automobiles a augmenté de 2,3 % durant le trimestre. Cette progression s'ajoute à la hausse de 7,4 % inscrite au cours du trimestre précédent, qui est un rebondissement par rapport aux baisses trimestrielles observées au cours de la plus grande partie de l'année 2006.

**Graphique B.4****Les produits automobiles sous-tendent la croissance des exportations**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Un des points positifs à souligner au chapitre des importations a trait aux biens et matériaux industriels, qui ont progressé de 2,2 % après avoir connu un recul lors des deux trimestres précédents, ce qui leur a permis d'atteindre les niveaux enregistrés au premier semestre de 2006.

Les exportations de services ont progressé de 0,9 %, grâce à la croissance des services de transport; il s'agit d'un troisième trimestre consécutif où ces services affichent une hausse vigoureuse. Les exportations de services de voyage ont affiché une autre baisse; ces exportations n'ont été en hausse que lors d'un seul des neuf derniers trimestres.

**Les dépenses de consommation demeurent stables**

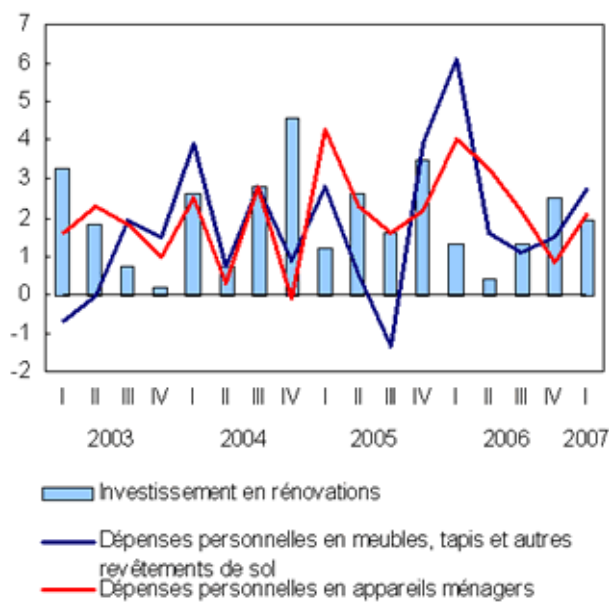
Les dépenses personnelles en biens et services ont continué d'alimenter l'économie, ayant augmenté à un rythme soutenu (+1,0 %). Les achats de biens durables, qui ont enregistré une croissance trimestrielle moyenne de plus de 2 % en 2006, ont progressé de 1,6 % durant le premier trimestre. Les achats de biens semi-durables se sont accrus de 1,9 % après avoir enregistré une hausse de seulement 0,5 % le trimestre précédent. Les ventes au détail ont connu une hausse vigoureuse dans de nombreux secteurs durant le trimestre.

Plus particulièrement, les ventes en vêtements et chaussures ont grimpé de 2,4 % durant le trimestre. Du coup, les bénéficiaires des magasins de vêtements et de marchandises générales étaient parmi les plus élevés au sein du secteur des ventes au détail.

Il y a eu une hausse marquée des dépenses en meubles, tapis et autres revêtements de sol (+2,7 %) ainsi qu'en appareils ménagers (+2,1 %) au cours du trimestre, en raison de l'intensification des activités sur le marché de l'habitation.

**Graphique B.5****Les consommateurs continuent de dépenser pour améliorer leur logement**

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les dépenses de consommation au chapitre des véhicules neufs et d'occasion ont plafonné au premier trimestre (-0,3 %). Les dépenses en réparations et en pièces de véhicules automobiles ont également diminué, et les dépenses en carburants et en lubrifiants sont demeurées inchangées. Les dépenses en frais de transport ont ralenti sensiblement (+0,5 %) après la forte progression enregistrée lors du trimestre précédent (+2,6 %), et les dépenses au chapitre des communications sont demeurées inchangées.

Les dépenses de consommation au chapitre des articles de loisirs, notamment l'équipement récréatif, les articles de sport et l'équipement de camping (+4,7 %) ainsi qu'à celui des fournitures de lecture et de divertissement (+3,3 %), ont bondi au cours du trimestre.

Les dépenses en soins médicaux et en services de santé ont progressé de 1,6 %, atteignant de nouveau le rythme de croissance enregistré au milieu de l'année 2006.

#### **Forte progression du revenu personnel**

Le revenu personnel a augmenté de 2,0 %, grâce à une forte progression du revenu du travail, du revenu agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, y compris les loyers.

Le revenu du travail a augmenté de 2,0 %, comparativement à une hausse de 1,6 % notée au cours du trimestre précédent. Les salaires et traitements ont affiché une croissance dans les industries de services et dans les industries productrices de biens. Il faut toutefois préciser que le règlement conclu par le gouvernement du Québec au chapitre de l'équité salariale et la contribution du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador au régime de pension de retraite de la fonction publique ont influé sur le revenu du travail. Si l'on fait exception de ces paiements spéciaux, le revenu du travail a progressé de 1,6 % (L'incidence des prix sur les dépenses courantes des administrations publiques s'est chiffrée à 1 % environ. Si l'on excluait le paiement au chapitre de l'équité salariale et l'ajustement au titre du régime de pension de retraite, le taux de croissance des dépenses des administrations publiques en dollars courants passerait de 2,0 % à 1,0 %. La croissance du prix implicite des dépenses des administrations publiques passerait pour sa part de 1,3 % à 0,4 %).

Les coûts salariaux ont été particulièrement élevés dans les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz naturel ainsi que des soins de santé et de l'assistance sociale. La croissance de l'emploi a également été vigoureuse au cours du trimestre.

Le revenu agricole a augmenté durant le trimestre, grâce à la vigueur des livraisons et aux prix plus élevés des céréales et des oléagineux. Le revenu net des entreprises individuelles, y compris les loyers, a augmenté de 1,8 %. Il y a aussi eu une forte hausse au chapitre du travail indépendant.

La croissance du revenu a été supérieure à celle des dépenses du secteur des particuliers, et le revenu personnel disponible a augmenté de 2,1 % durant le trimestre. L'épargne personnelle a fortement augmenté lors de deux trimestres d'affilée. Le taux d'épargne personnelle a atteint 2,6 %, contre 2,2 % le trimestre précédent.

#### **Forte hausse des bénéfices des sociétés**

Les bénéfices des sociétés ont affiché une forte hausse au premier trimestre (+3,1 %). Un tel rythme de croissance n'avait pas été observé depuis le dernier trimestre de 2005. Par suite de la vigueur des bénéfices réalisés dans le secteur de la fabrication de produits du pétrole et du charbon (en raison en partie de la hausse des prix des produits de base) ainsi que de l'augmentation des bénéfices du secteur du commerce de détail, les bénéfices des entreprises non financières ont progressé de 4,7 %.

Cette hausse globale des bénéfices des sociétés a été tempérée par le recul affiché par les sociétés financières (-4,2 %), faisant suite à la hausse de 1,4 % enregistrée au trimestre précédent, en raison de la baisse des bénéfices réalisés par les sociétés d'assurance-vie. Les bénéfices des banques ont pour leur part fléchi de 2,3 %.

Au cours du trimestre, le revenu du secteur des sociétés est revenu au niveau enregistré au milieu de 2006. Le trimestre derniers, les sociétés avaient reçu remboursements de plus de 5 milliards de dollars US au titre des droits perçus par les États-Unis sur le bois d'œuvre, ce qui avait entraîné une forte hausse des intérêts, des dividendes et des revenus divers (+29 %).

L'épargne totale pour l'ensemble des secteurs a augmenté de 2,9 %, après avoir diminué lors des deux trimestres précédents; la hausse de l'épargne personnelle a contrebalancé la diminution de l'épargne des sociétés.

**Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	710 336 1,4	727 568 2,4	730 928 0,5	739 764 1,2	751 268 1,6	766 148 2,0	694 041 6,0	737 382 6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	202 700 5,3	194 664 -4,0	197 444 1,4	201 864 2,2	201 464 -0,2	207 700 3,1	189 357 11,9	198 859 5,0
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 264 3,6	13 912 -8,9	14 156 1,8	13 668 -3,4	13 556 -0,8	14 908 10,0	14 578 12,8	13 823 -5,2
Intérêts et revenus divers de placements	68 044 10,8	65 592 -3,6	65 880 0,4	65 464 -0,6	64 304 -1,8	66 020 2,7	61 070 12,9	65 310 6,9
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 044 -4,4	400 -61,7	240 -40,0	268 11,7	468 74,6	816 74,4	1 321 -57,5	344 -74,0
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	84 376 0,5	85 224 1,0	85 824 0,7	86 140 0,4	86 732 0,7	88 260 1,8	83 636 3,2	85 980 2,8
Ajustement de la valeur des stocks	-1 316 ...	540 ...	-444 ...	-1 376 ...	-5 820 ...	-2 360 ...	-933 ...	-1 775 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	62 992 0,9	63 736 1,2	64 448 1,1	64 620 0,3	64 880 0,4	65 764 1,4	61 847 4,8	64 421 4,2
<b>Produit intérieur net aux prix de base</b>	<b>1 143 440</b> <b>2,2</b>	<b>1 151 636</b> <b>0,7</b>	<b>1 158 476</b> <b>0,6</b>	<b>1 170 412</b> <b>1,0</b>	<b>1 176 852</b> <b>0,6</b>	<b>1 207 256</b> <b>2,6</b>	<b>1 104 917</b> <b>7,0</b>	<b>1 164 344</b> <b>5,4</b>
Impôts moins subventions, sur produits	95 308 0,3	98 076 2,9	99 644 1,6	95 764 -3,9	95 160 -0,6	97 476 2,4	94 334 5,0	97 161 3,0
Provisions pour consommation de capital	179 944 1,5	181 868 1,1	183 876 1,1	185 752 1,0	187 504 0,9	189 316 1,0	176 338 4,8	184 750 4,8
Divergence statistique	-28 ...	-216 ...	224 ...	468 ...	-268 ...	928 ...	-509 ...	52 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 418 664</b> <b>2,0</b>	<b>1 431 364</b> <b>0,9</b>	<b>1 442 220</b> <b>0,8</b>	<b>1 452 396</b> <b>0,7</b>	<b>1 459 248</b> <b>0,5</b>	<b>1 494 976</b> <b>2,4</b>	<b>1 375 080</b> <b>6,5</b>	<b>1 446 307</b> <b>5,2</b>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	774 152	787 992	799 220	809 776	817 020	830 596	760 701	803 502
	1,0	1,8	1,4	1,3	0,9	1,7	5,6	5,6
Biens durables	100 676	103 712	104 784	106 808	107 560	109 152	100 014	105 716
	0,0	3,0	1,0	1,9	0,7	1,5	4,7	5,7
Biens semi-durables	63 640	65 680	66 664	67 444	67 484	68 832	63 055	66 818
	0,9	3,2	1,5	1,2	0,1	2,0	4,0	6,0
Biens non durables	191 084	192 860	196 540	197 692	195 196	199 456	187 836	195 572
	0,4	0,9	1,9	0,6	-1,3	2,2	6,2	4,1
Services	418 752	425 740	431 232	437 832	446 780	453 156	409 796	435 396
	1,6	1,7	1,3	1,5	2,0	1,4	5,8	6,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	266 560	277 800	277 720	280 064	283 640	289 268	262 650	279 806
	0,5	4,2	-0,0	0,8	1,3	2,0	5,5	6,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	38 264	39 340	40 128	40 668	41 208	41 620	36 296	40 336
	3,8	2,8	2,0	1,3	1,3	1,0	13,1	11,1
Investissement des administrations publiques en stocks	68	100	-96	-116	-52	28	27	-41
Formation brute de capital fixe des entreprises	263 240	271 016	274 660	280 012	285 852	291 000	253 074	277 885
	2,6	3,0	1,3	1,9	2,1	1,8	10,3	9,8
Bâtiments résidentiels	92 800	96 932	98 160	98 552	99 900	103 184	89 791	98 386
	2,1	4,5	1,3	0,4	1,4	3,3	8,3	9,6
Ouvrages non résidentiels et équipement	170 440	174 084	176 500	181 460	185 952	187 816	163 283	179 499
	2,8	2,1	1,4	2,8	2,5	1,0	11,4	9,9
Ouvrages non résidentiels	77 384	80 824	83 980	87 368	90 620	93 028	72 674	85 698
	4,4	4,4	3,9	4,0	3,7	2,7	17,1	17,9
Machines et matériel	93 056	93 260	92 520	94 092	95 332	94 788	90 609	93 801
	1,5	0,2	-0,8	1,7	1,3	-0,6	7,3	3,5
Investissement des entreprises en stocks	6 980	6 056	15 440	11 640	-1 840	712	9 642	7 824
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	6 676	6 584	16 416	11 992	-1 516	1 416	9 038	8 369
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	304	-528	-976	-352	-324	-704	604	-545
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	548 640	522 568	518 504	526 512	531 240	550 764	520 379	524 706
	4,1	-4,8	-0,8	1,5	0,9	3,7	5,1	0,8
Biens	478 928	454 464	449 124	457 168	462 028	480 200	451 779	455 696
	4,4	-5,1	-1,2	1,8	1,1	3,9	5,3	0,9
Services	69 712	68 104	69 380	69 344	69 212	70 564	68 600	69 010
	1,4	-2,3	1,9	-0,1	-0,2	2,0	3,5	0,6
Moins : Importations de biens et services	479 264	473 720	483 136	495 696	498 088	508 088	468 197	487 660
	1,9	-1,2	2,0	2,6	0,5	2,0	6,2	4,2
Biens	397 812	392 492	400 520	411 860	412 692	422 304	388 282	404 391
	1,9	-1,3	2,0	2,8	0,2	2,3	6,9	4,1
Services	81 452	81 228	82 616	83 836	85 396	85 784	79 915	83 269
	1,6	-0,3	1,7	1,5	1,9	0,5	3,2	4,2
Divergence statistique	24	212	-220	-464	268	-924	508	-51
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 418 664</b>	<b>1 431 364</b>	<b>1 442 220</b>	<b>1 452 396</b>	<b>1 459 248</b>	<b>1 494 976</b>	<b>1 375 080</b>	<b>1 446 307</b>
	<b>2,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>2,4</b>	<b>6,5</b>	<b>5,2</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 342 216</i>	<i>1 376 148</i>	<i>1 391 728</i>	<i>1 410 520</i>	<i>1 427 720</i>	<i>1 452 484</i>	<i>1 312 721</i>	<i>1 401 529</i>
	<i>1,3</i>	<i>2,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>6,7</i>	<i>6,8</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	733 560	743 529	750 550	759 897	766 839	774 178	724 942	755 204
	0,9	1,4	0,9	1,2	0,9	1,0	3,8	4,2
Biens durables	103 295	106 463	108 498	111 390	112 667	114 474	102 468	109 755
	0,1	3,1	1,9	2,7	1,1	1,6	5,3	7,1
Biens semi-durables	64 733	66 928	68 138	69 351	69 700	71 024	63 866	68 529
	1,5	3,4	1,8	1,8	0,5	1,9	4,3	7,3
Biens non durables	168 224	168 656	170 187	171 346	171 030	171 833	167 859	170 305
	0,2	0,3	0,9	0,7	-0,2	0,5	1,9	1,5
Services	397 801	402 356	404 747	409 104	414 880	418 505	391 140	407 772
	1,3	1,1	0,6	1,1	1,4	0,9	4,3	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	245 237	248 187	250 155	251 113	252 961	254 672	242 557	250 604
	0,8	1,2	0,8	0,4	0,7	0,7	2,2	3,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	36 674	37 511	37 914	37 955	38 336	38 271	35 086	37 929
	3,4	2,3	1,1	0,1	1,0	-0,2	10,9	8,1
Investissement des administrations publiques en stocks	60	88	-84	-96	-40	24	24	-33
	...	...	...	...	...	...	...	...
Formation brute de capital fixe des entreprises	252 759	258 293	260 075	262 489	265 286	266 728	244 256	261 536
	2,2	2,2	0,7	0,9	1,1	0,5	8,1	7,1
Bâtiments résidentiels	78 249	80 041	78 974	77 711	77 690	79 109	76 976	78 604
	0,9	2,3	-1,3	-1,6	-0,0	1,8	3,5	2,1
Ouvrages non résidentiels et équipement	175 564	179 309	182 598	186 880	189 984	189 705	168 019	184 693
	3,0	2,1	1,8	2,3	1,7	-0,1	10,8	9,9
Ouvrages non résidentiels	66 523	68 787	70 523	72 651	74 707	75 681	63 480	71 667
	3,4	3,4	2,5	3,0	2,8	1,3	10,8	12,9
Machines et matériel	109 082	110 247	111 598	113 532	114 184	112 439	104 641	112 390
	2,7	1,1	1,2	1,7	0,6	-1,5	10,8	7,4
Investissement des entreprises en stocks	12 475	10 218	17 668	12 953	112	3 583	13 544	10 238
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	9 975	9 090	16 943	11 893	-721	2 777	11 055	9 301
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	2 042	333	-483	63	156	19	2 004	17
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	513 688	504 602	502 355	505 539	508 881	511 521	501 732	505 344
	1,8	-1,8	-0,4	0,6	0,7	0,5	2,2	0,7
Biens	448 102	440 489	437 427	441 107	444 776	446 847	436 649	440 950
	1,9	-1,7	-0,7	0,8	0,8	0,5	2,4	1,0
Services	65 623	64 154	64 931	64 471	64 172	64 735	65 105	64 432
	1,0	-2,2	1,2	-0,7	-0,5	0,9	1,0	-1,0
Moins : Importations de biens et services	535 580	532 055	544 582	552 820	551 615	555 139	519 435	545 268
	2,7	-0,7	2,4	1,5	-0,2	0,6	7,5	5,0
Biens	446 619	443 064	454 479	462 483	461 088	464 594	432 703	455 279
	2,9	-0,8	2,6	1,8	-0,3	0,8	8,1	5,2
Services	89 075	89 088	90 235	90 513	90 687	90 730	86 834	90 131
	1,7	0,0	1,3	0,3	0,2	0,0	4,5	3,8
Divergence statistique	21	189	-195	-410	237	-804	464	-45
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 264 822</b>	<b>1 275 510</b>	<b>1 280 142</b>	<b>1 284 213</b>	<b>1 288 949</b>	<b>1 300 566</b>	<b>1 247 780</b>	<b>1 282 204</b>
	0,9	0,8	0,4	0,3	0,4	0,9	3,1	2,8
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 267 455</i>	<i>1 286 677</i>	<i>1 297 838</i>	<i>1 310 523</i>	<i>1 322 465</i>	<i>1 332 855</i>	<i>1 246 194</i>	<i>1 304 376</i>
	1,2	1,5	0,9	1,0	0,9	0,8	4,5	4,7

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

**Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006	
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,6	5,5	3,8	5,1	3,7	3,9	3,8	4,2	
Biens durables	0,3	12,8	7,9	11,1	4,7	6,6	5,3	7,1	
Biens semi-durables	6,3	14,3	7,4	7,3	2,0	7,8	4,3	7,3	
Biens non durables	0,8	1,0	3,7	2,8	-0,7	1,9	1,9	1,5	
Services	5,3	4,7	2,4	4,4	5,8	3,5	4,3	4,3	
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,1	4,9	3,2	1,5	3,0	2,7	2,2	3,3	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	14,3	9,4	4,4	0,4	4,1	-0,7	10,9	8,1	
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	76	28	-172	-12	56	64	4	-57	
Formation brute de capital fixe des entreprises	9,3	9,0	2,8	3,8	4,3	2,2	8,1	7,1	
Bâtiments résidentiels	3,5	9,5	-5,2	-6,2	-0,1	7,5	3,5	2,1	
Ouvrages non résidentiels et équipement	12,6	8,8	7,5	9,7	6,8	-0,6	10,8	9,9	
Ouvrages non résidentiels	14,2	14,3	10,5	12,6	11,8	5,3	10,8	12,9	
Machines et matériel	11,3	4,3	5,0	7,1	2,3	-6,0	10,8	7,4	
Investissement des entreprises en stocks[2]	-322	-2 257	7 450	-4 715	-12 841	3 471	5 653	-3 307	
Non agricoles[2]	-480	-885	7 853	-5 050	-12 614	3 498	5 751	-1 754	
Agricultures[2]	190	-1 709	-816	546	93	-137	-386	-1 987	
Exportations de biens et services	7,4	-6,9	-1,8	2,6	2,7	2,1	2,2	0,7	
Biens	7,9	-6,6	-2,8	3,4	3,4	1,9	2,4	1,0	
Services	4,2	-8,7	4,9	-2,8	-1,8	3,6	1,0	-1,0	
Moins : Importations de biens et services	11,3	-2,6	9,8	6,2	-0,9	2,6	7,5	5,0	
Biens	12,2	-3,1	10,7	7,2	-1,2	3,1	8,1	5,2	
Services	7,1	0,1	5,3	1,2	0,8	0,2	4,5	3,8	
Divergence statistique[2]	-451	168	-384	-215	647	-1 041	637	-509	
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>3,5</b>	<b>3,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	
<i>Demande intérieure finale</i>	4,9	6,2	3,5	4,0	3,7	3,2	4,5	4,7	

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

**Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,486	0,743	0,520	0,689	0,509	0,534	2,146	2,284
Biens durables	0,005	0,218	0,138	0,193	0,084	0,117	0,391	0,506
Biens semi-durables	0,069	0,152	0,083	0,082	0,023	0,087	0,200	0,328
Biens non durables	0,027	0,035	0,123	0,093	-0,025	0,063	0,269	0,196
Services	0,385	0,339	0,177	0,322	0,427	0,266	1,286	1,254
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,144	0,229	0,153	0,074	0,142	0,131	0,426	0,629
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,090	0,062	0,030	0,003	0,028	-0,005	0,269	0,214
Investissement des administrations publiques en stocks	0,006	0,002	-0,014	-0,001	0,004	0,005	0,000	-0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,413	0,408	0,131	0,177	0,206	0,106	1,437	1,299
Bâtiments résidentiels	0,057	0,151	-0,091	-0,110	-0,002	0,125	0,230	0,140
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,356	0,256	0,222	0,287	0,208	-0,019	1,207	1,159
Ouvrages non résidentiels	0,179	0,187	0,143	0,176	0,171	0,081	0,526	0,687
Machines et matériel	0,177	0,070	0,079	0,111	0,037	-0,100	0,680	0,472
Investissement des entreprises en stocks	-0,027	-0,160	0,512	-0,327	-0,886	0,238	0,379	-0,261
Non agricoles	-0,037	-0,066	0,556	-0,358	-0,892	0,245	0,404	-0,133
Agricoles	0,010	-0,095	-0,044	0,031	0,005	-0,007	-0,025	-0,129
Exportations de biens et services	0,689	-0,674	-0,162	0,229	0,240	0,190	0,849	0,262
Biens	0,638	-0,564	-0,220	0,263	0,262	0,149	0,797	0,316
Services	0,051	-0,110	0,058	-0,034	-0,022	0,042	0,052	-0,054
Moins : Importations de biens et services	0,909	-0,222	0,776	0,508	-0,075	0,218	2,492	1,623
Biens	0,809	-0,223	0,703	0,491	-0,086	0,215	2,224	1,407
Services	0,099	0,001	0,073	0,018	0,011	0,003	0,268	0,216
Divergence statistique	-0,036	0,013	-0,030	-0,017	0,050	-0,081	0,052	-0,041
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>0,857</b>	<b>0,845</b>	<b>0,363</b>	<b>0,318</b>	<b>0,369</b>	<b>0,901</b>	<b>3,066</b>	<b>2,759</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1,132</i>	<i>1,442</i>	<i>0,833</i>	<i>0,943</i>	<i>0,886</i>	<i>0,766</i>	<i>4,277</i>	<i>4,427</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

**Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	105,5 0,1	106,0 0,5	106,5 0,5	106,6 0,1	106,5 -0,1	107,3 0,8	104,9 1,7	106,4 1,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	108,7 -0,3	111,9 2,9	111,0 -0,8	111,5 0,5	112,1 0,5	113,6 1,3	108,3 3,3	111,6 3,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,3 0,4	104,9 0,6	105,8 0,9	107,1 1,2	107,5 0,4	108,8 1,2	103,4 2,0	106,3 2,8
Formation brute de capital fixe des entreprises	104,1 0,3	104,9 0,8	105,6 0,7	106,7 1,0	107,8 1,0	109,1 1,2	103,6 2,0	106,3 2,6
Exportations de biens et services	106,8 2,2	103,6 -3,0	103,2 -0,4	104,1 0,9	104,4 0,3	107,7 3,2	103,7 2,8	103,8 0,1
Importations de biens et services	89,5 -0,8	89,0 -0,6	88,7 -0,3	89,7 1,1	90,3 0,7	91,5 1,3	90,2 -1,2	89,4 -0,8
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>112,2</b> <b>1,2</b>	<b>112,2</b> <b>0,0</b>	<b>112,7</b> <b>0,4</b>	<b>113,1</b> <b>0,4</b>	<b>113,2</b> <b>0,1</b>	<b>114,9</b> <b>1,5</b>	<b>110,2</b> <b>3,4</b>	<b>112,8</b> <b>2,4</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>105,9</i> <i>0,1</i>	<i>107,0</i> <i>1,0</i>	<i>107,2</i> <i>0,2</i>	<i>107,6</i> <i>0,4</i>	<i>108,0</i> <i>0,4</i>	<i>109,0</i> <i>0,9</i>	<i>105,3</i> <i>2,1</i>	<i>107,5</i> <i>2,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

## Section C PIB par industrie

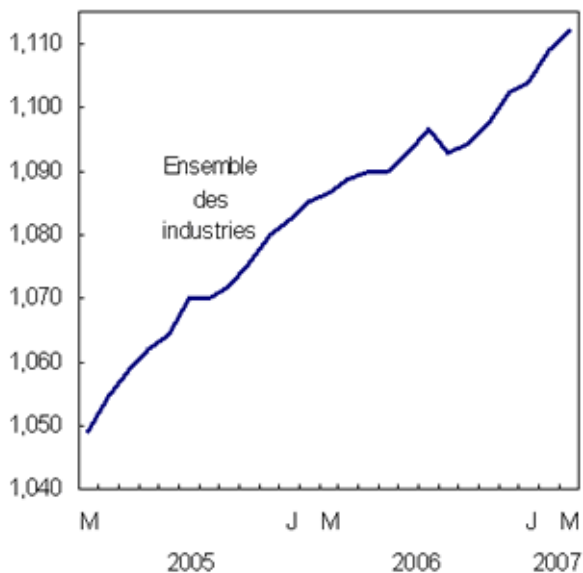
Mars 2007 et premier trimestre de 2007

L'économie canadienne a progressé de 0,3 % en mars, après une croissance de 0,4 % en février et de 0,1 % en janvier. Le dynamisme du secteur des services (+0,5 %) a plus que compensé la baisse de la production de biens (-0,2 %). Les commerces de gros et de détail ont affiché une solide croissance pendant le mois. Des gains ont aussi été enregistrés dans la construction, dans le secteur de la fabrication et dans les services financiers. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par les replis dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de l'énergie et celui des mines excluant l'extraction de pétrole et de gaz.

### Graphique C.1

#### L'activité économique progresse

PIB en milliards de dollars enchaînés (1997)



#### Vigueur des commerces de gros et de détail

Le commerce de gros a fait un bond de 1,8 % en mars, en grande partie en raison des importantes ventes de véhicules automobiles. Cette augmentation des ventes de véhicules automobiles a coïncidé avec la forte hausse des exportations de voitures particulières vers les États-Unis. Des progressions importantes ont aussi été enregistrées pour ce qui est des matériaux de construction, des machines et de l'équipement ainsi que des produits métalliques. Ces trois groupes de commerce ont profité de la forte activité dans le secteur de la construction. Toutefois, les ventes d'ordinateurs et d'autres produits électroniques, d'articles ménagers et personnels de même que de produits pétroliers ont toutes baissé.

Le commerce de détail a fortement augmenté en mars (+1,4 %), après avoir connu une baisse le mois précédent. La hausse était surtout attribuable aux ventes de véhicules automobiles neufs ainsi que, dans une moindre mesure, des magasins de vêtements, de produits électroniques pour la maison et d'articles de sport. Ce sont les ventes des stations-service qui ont principalement contribué au ralentissement de la croissance du commerce de détail.

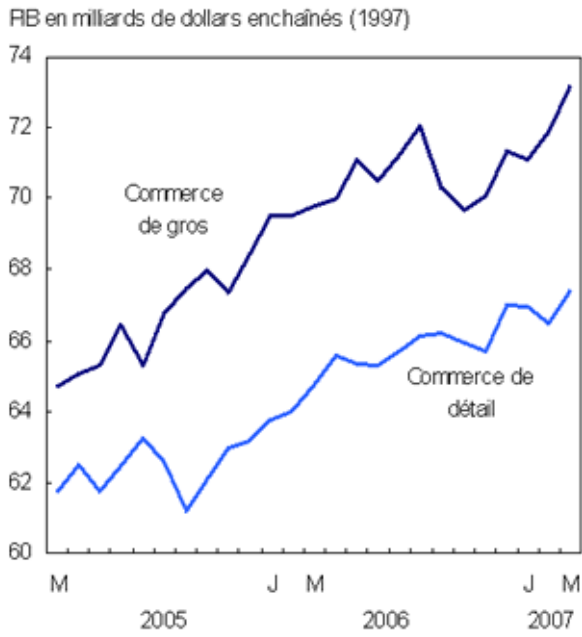
#### Note aux lecteurs

Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie sont des estimations selon des indices de volume en chaîne dont l'année de référence est 1997. Cela signifie que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 1997. Pour la période allant de 1997 à 2003, les estimations mensuelles sont ajustées en fonction des indices de volume Fisher enchaînés annuellement pour le PIB, obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants. Pour la période commençant en janvier 2004, on établit les estimations en enchaînant un indice de volume Laspeyres à pondération fixe à la période précédente. La pondération fixe est constituée des prix de la production et des intrants de 2003. Cette opération rend les estimations mensuelles du PIB par industrie plus comparables aux données du PIB en termes de dépenses, enchaînées trimestriellement.

Les estimations mensuelles du PIB par industrie continueront d'utiliser une période de référence de 1997 jusqu'à la révision annuelle habituelle de ces données en septembre 2007.

**Graphique C.2**

**Les détaillants et les grossistes démontrent une forte croissance**



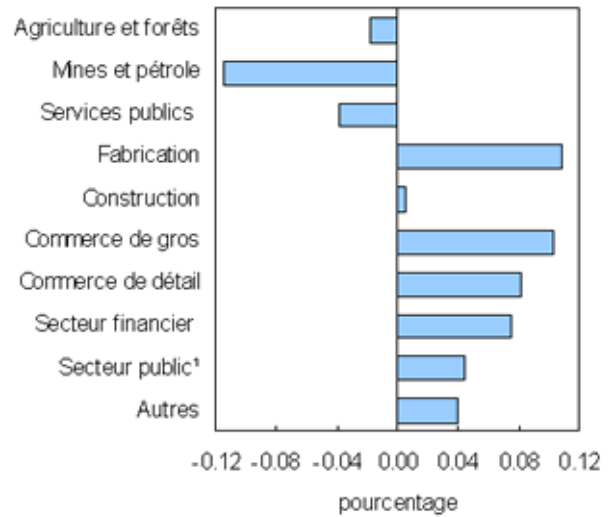
**Hausse dans le secteur de la construction**

Le secteur de la construction a progressé de 0,1 % en mars. La poursuite du regain d'activité dans la construction non résidentielle (+1,1 %) ainsi que des travaux de génie et de réparation (+0,2 %) a fait contrepoids au recul de 0,6 % dans la construction résidentielle. Tous les types de bâtiments ont participé à la vigueur de la construction non résidentielle. La baisse d'activité dans la construction résidentielle s'explique par le repli persistant de la construction de maisons unifamiliales et la baisse de la construction d'appartements. En revanche, les travaux d'amélioration et de modification ont gagné du terrain.

Le marché de la revente de maisons a glissé pour la première fois en sept mois. Ce renversement s'est traduit par une baisse de 0,2 % dans l'industrie des agents et courtiers immobiliers.

**Graphique C.3**

**Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale**



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

**Le secteur de la fabrication progresse**

La production manufacturière a progressé de 0,8 %, la fabrication de biens durables et non durables ayant augmenté de 1,0% et 0,4 % respectivement. Parmi les 21 grands groupes manufacturiers, 16 d'entre eux, représentant 80 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont progressé.

La production de véhicules automobiles a été solide en mars, augmentant de 3,5 %. D'importants progrès dans la fabrication d'ordinateurs et de périphériques (+3,9 %), de semi-conducteurs et de produits électroniques (+6,4 %) ainsi que de résines, de caoutchouc synthétique et de fibres (+4,8 %) ont aussi donné un coup de pouce au secteur. Toutefois, des replis ont été observés dans les scieries et la fabrication d'aliments.

#### **Le secteur de l'énergie se replie**

Le secteur de l'énergie s'est contracté de 1,7 % en mars, après avoir connu deux mois de croissance soutenue. Ce repli est dû à la baisse des activités d'extraction de gaz naturel ainsi qu'à la dégringolade dans l'exploration pétrolière et gazière (-12,5 %). En outre, cette diminution est allée de pair avec la baisse des exportations de gaz naturel aux États-Unis. L'extraction de pétrole a cependant augmenté. Les services publics ont également enregistré une baisse significative (-1,4 %).

La production du secteur minier, excluant le pétrole et le gaz naturel, a reculé de 1,3 %. Le repli enregistré dans la production de minerais métalliques n'a été que partiellement compensé par les gains de la production de minéraux non métalliques. Une grève dans le domaine du traitement du minerai de fer a été la principale cause de la forte baisse de l'extraction de minerai métallique.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a glissé de 0,2 % en mars. La chute du secteur minier et la baisse des services publics ont plus qu'effacé les gains des fabricants. En comparaison, la production industrielle aux États-Unis a diminué de 0,3 % en mars, en raison du recul des services publics. À l'inverse, le secteur de la fabrication et le secteur minier ont légèrement progressé.

#### **Les activités bancaires et de courtage s'intensifient**

Le secteur de la finance et des assurances a progressé de 0,7 %, hausse en grande partie attribuable à la vigueur de l'activité sur les marchés financiers.

#### **Autres industries**

Les secteurs de l'hébergement et du transport aérien ont légèrement progressé en mars (+0,4 %). Le nombre de visiteurs étrangers séjournant une nuit ou plus au Canada a augmenté de 1,1 % par rapport à février.

La fin de la grève des employés de chemin de fer s'est traduite par une progression de 4,3 % du transport ferroviaire.

#### **Premier trimestre de 2007**

L'économie canadienne a progressé à un rythme beaucoup plus rapide au premier trimestre de 2007 qu'au dernier trimestre de 2006. Tant le secteur des services (+1,0 %) que celui de la production de biens (+0,9 %) ont enregistré des hausses. La croissance de la production de biens survient après trois trimestres à la baisse. L'augmentation a surtout été attribuable aux secteurs de l'énergie, des commerces de gros et de détail, de la finance ainsi que de la construction. Les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des mines, exception faite de l'extraction de pétrole et de gaz naturel, ont également réalisé des progrès. Ceux-ci ont cependant été partiellement neutralisés par les replis dans les services d'hébergement ainsi que le secteur des arts et du divertissement. Le secteur de la fabrication est demeuré inchangé après avoir connu des diminutions pendant quatre trimestres consécutifs.

Le secteur de l'énergie a pour sa part connu une progression de 1,9 %. La plus grande partie de la croissance a été le fait de la production d'électricité de même que de l'extraction de pétrole et de gaz naturel, ce qui a neutralisé les diminutions enregistrées pendant le trimestre précédent à cause de la température chaude et des difficultés de production. L'exploration pétrolière et gazière est demeurée presque inchangée (-0,4 %) après avoir chuté de 16 % dans le trimestre précédent.

Le commerce de gros a fait un bond de 2,4 % au premier trimestre, surtout en raison de la hausse des ventes de véhicules automobiles. Les matériaux de construction ainsi que les ordinateurs et les autres produits électroniques ont également contribué à cette augmentation. À l'inverse, les ventes de machines de bureau et d'usage professionnel ont diminué. Le commerce de détail s'est relevé de 1,1 % malgré la diminution des ventes de voitures neuves.

Le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier a progressé de 1,2 % en raison du dynamisme des activités bancaires et boursières et des assurances. Les activités des courtiers ont connu une hausse de 3,0 % attribuable à la vigueur des échanges sur les marchés. Les agents et courtiers immobiliers ont pour leur part affiché d'importants gains (+5,4 %), résultat de la croissance vigoureuse du marché de la revente de maisons en décembre 2006 et janvier 2007.

Les activités de construction ont affiché une hausse de 1,1 % au premier trimestre de 2007. La dernière baisse dans ce secteur remonte au troisième trimestre de 2000. Tous les types de construction ont progressé, les travaux de génie et de réparation occupant la position de tête. Une hausse a été observée dans la construction résidentielle pendant le trimestre, surtout en raison de l'augmentation des travaux d'amélioration et de modification.

Le secteur de la fabrication est demeuré essentiellement stable au premier trimestre, après avoir enregistré des diminutions pendant quatre trimestres consécutifs. Parmi les 21 grands groupes manufacturiers, 14 d'entre eux, représentant 68 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont affiché des gains. La production de biens durables a augmenté de 0,7 %, tandis que celle de biens non durables a diminué de 0,9 %. La production de biens non durables a reculé pour le sixième trimestre consécutif.

La production industrielle (soit celle des services publics, des mines et des fabricants) a légèrement progressé de 0,7 %. Les industries minières, pétrolières et gazières ainsi que les services publics ont enregistré des augmentations considérables, tandis que le secteur de la fabrication a été stagnant. Aux États-Unis, la production industrielle s'est relevée un peu (+0,2 %), les fabricants et les services publics affichant des gains et l'activité minière connaissant un repli.

Le trimestre a été mauvais pour les activités hôtelières en raison des conditions météorologiques médiocres, qui n'avaient rien pour encourager le tourisme hivernal. Malgré cela, la restauration et le transport aérien ont réussi à enregistrer des gains.

**Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]**

	Août 2006	Septembre 2006	Octobre 2006	Novembre 2006	Décembre 2006	Janvier 2007	Février 2007	Mars 2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Ensemble des industries</b>	<b>1 096 756</b> 0,3	<b>1 093 022</b> -0,3	<b>1 094 225</b> 0,1	<b>1 097 632</b> 0,3	<b>1 102 386</b> 0,4	<b>1 104 006</b> 0,1	<b>1 108 920</b> 0,4	<b>1 112 136</b> 0,3
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>335 338</b> 0,2	<b>331 574</b> -1,1	<b>332 285</b> 0,2	<b>332 688</b> 0,1	<b>332 980</b> 0,1	<b>333 551</b> 0,2	<b>336 796</b> 1,0	<b>336 191</b> -0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 633 0,6	24 819 0,8	24 776 -0,2	25 079 1,2	25 107 0,1	25 386 1,1	25 516 0,5	25 298 -0,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	40 388 1,3	39 732 -1,6	40 252 1,3	39 475 -1,9	38 694 -2,0	39 586 2,3	40 763 3,0	40 001 -1,9
Services publics	27 669 -1,1	27 155 -1,9	27 647 1,8	27 031 -2,2	26 969 -0,2	27 441 1,8	28 312 3,2	27 903 -1,4
Construction	68 773 0,8	69 048 0,4	69 410 0,5	69 647 0,3	70 337 1,0	70 492 0,2	70 620 0,2	70 684 0,1
Fabrication	172 348 -0,4	169 475 -1,7	168 471 -0,6	170 425 1,2	171 466 0,6	169 567 -1,1	169 834 0,2	171 114 0,8
<b>Industries productrices de services</b>	<b>762 967</b> 0,4	<b>763 133</b> 0,0	<b>763 608</b> 0,1	<b>766 652</b> 0,4	<b>771 184</b> 0,6	<b>772 230</b> 0,1	<b>773 812</b> 0,2	<b>777 723</b> 0,5
Commerce de gros	72 049 1,1	70 321 -2,4	69 668 -0,9	70 069 0,6	71 310 1,8	71 101 -0,3	71 875 1,1	73 170 1,8
Commerce de détail	66 120 0,7	66 200 0,1	65 910 -0,4	65 663 -0,4	66 988 2,0	66 920 -0,1	66 461 -0,7	67 395 1,4
Transport et entreposage	53 067 0,5	52 862 -0,4	52 506 -0,7	53 069 1,1	53 263 0,4	53 321 0,1	53 322 0,0	53 493 0,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 621 0,4	44 604 -0,0	44 822 0,5	44 915 0,2	44 865 -0,1	44 699 -0,4	44 987 0,6	45 160 0,4
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	223 259 0,4	224 375 0,5	225 164 0,4	226 028 0,4	226 974 0,4	227 906 0,4	228 684 0,3	229 569 0,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	49 046 0,4	49 215 0,3	49 374 0,3	49 601 0,5	49 706 0,2	49 982 0,6	50 095 0,2	50 146 0,1
Services administratifs et gestion des déchets	25 849 0,3	25 936 0,3	25 989 0,2	26 049 0,2	26 142 0,4	26 211 0,3	26 353 0,5	26 396 0,2
Services d'enseignement	47 921 0,0	48 105 0,4	48 244 0,3	48 308 0,1	48 347 0,1	48 415 0,1	48 513 0,2	48 628 0,2
Soins de santé et assistance sociale	61 995 0,1	62 078 0,1	62 172 0,2	62 497 0,5	62 656 0,3	62 815 0,3	62 930 0,2	63 108 0,3
Arts, spectacles et loisirs	9 193 2,2	9 300 1,2	9 338 0,4	9 518 1,9	9 623 1,1	9 388 -2,4	9 504 1,2	9 555 0,5
Hébergement et services de restauration	24 092 1,3	24 265 0,7	24 348 0,3	24 675 1,3	24 980 1,2	24 866 -0,5	24 403 -1,9	24 343 -0,2
Autres services, sauf les administrations publiques	26 949 0,3	27 042 0,3	27 065 0,1	27 143 0,3	27 195 0,2	27 258 0,2	27 312 0,2	27 347 0,1
Administrations publiques	61 119 -0,3	60 960 -0,3	61 081 0,2	61 185 0,2	61 306 0,2	61 491 0,3	61 604 0,2	61 780 0,3
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	243 267 -0,0	239 187 -1,7	239 590 0,2	239 506 -0,0	239 141 -0,2	239 317 0,1	242 251 1,2	241 792 -0,2
Fabrication de biens non durables	69 454 1,0	68 212 -1,8	68 351 0,2	68 468 0,2	67 905 -0,8	67 945 0,1	67 329 -0,9	67 574 0,4
Fabrication de biens durables	102 760 -1,4	101 134 -1,6	99 978 -1,1	101 831 1,9	103 459 1,6	101 500 -1,9	102 402 0,9	103 443 1,0
Secteur des entreprises	932 788 0,4	928 857 -0,4	929 744 0,1	932 656 0,3	937 224 0,5	938 504 0,1	943 114 0,5	945 856 0,3
Secteur non commercial	164 424 -0,1	164 578 0,1	164 887 0,2	165 384 0,3	165 601 0,1	165 936 0,2	166 265 0,2	166 743 0,3
Secteur des TIC, total	65 367 0,1	65 446 0,1	65 890 0,7	65 880 -0,0	66 091 0,3	65 945 -0,2	66 576 1,0	67 000 0,6
Secteur de l'énergie	65 193 0,4	64 147 -1,6	64 754 0,9	63 260 -2,3	62 169 -1,7	63 645 2,4	65 598 3,1	64 472 -1,7

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

**Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>336 007</b> <i>0,8</i>	<b>336 465</b> <i>0,1</i>	<b>334 218</b> <i>-0,7</i>	<b>333 907</b> <i>-0,1</i>	<b>332 651</b> <i>-0,4</i>	<b>335 513</b> <i>0,9</i>	<b>331 595</b> <i>2,0</i>	<b>334 310</b> <i>0,8</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 273 <i>-2,7</i>	25 410 <i>0,5</i>	25 252 <i>-0,6</i>	24 645 <i>-2,4</i>	24 987 <i>1,4</i>	25 400 <i>1,7</i>	25 488 <i>3,5</i>	25 074 <i>-1,6</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 973 <i>1,6</i>	39 668 <i>-0,8</i>	39 341 <i>-0,8</i>	39 993 <i>1,7</i>	39 474 <i>-1,3</i>	40 117 <i>1,6</i>	38 865 <i>0,2</i>	39 619 <i>1,9</i>
Services publics	27 814 <i>-0,9</i>	27 529 <i>-1,0</i>	27 686 <i>0,6</i>	27 598 <i>-0,3</i>	27 216 <i>-1,4</i>	27 885 <i>2,5</i>	27 948 <i>4,3</i>	27 507 <i>-1,6</i>
Construction	65 518 <i>2,4</i>	67 251 <i>2,6</i>	67 997 <i>1,1</i>	68 688 <i>1,0</i>	69 798 <i>1,6</i>	70 599 <i>1,1</i>	63 689 <i>5,7</i>	68 433 <i>7,4</i>
Fabrication	176 357 <i>0,7</i>	175 810 <i>-0,3</i>	173 142 <i>-1,5</i>	171 630 <i>-0,9</i>	170 121 <i>-0,9</i>	170 172 <i>0,0</i>	174 987 <i>0,7</i>	172 676 <i>-1,3</i>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>741 062</b> <i>0,7</i>	<b>749 702</b> <i>1,2</i>	<b>756 840</b> <i>1,0</i>	<b>761 943</b> <i>0,7</i>	<b>767 148</b> <i>0,7</i>	<b>774 588</b> <i>1,0</i>	<b>732 506</b> <i>3,2</i>	<b>758 908</b> <i>3,6</i>
Commerce de gros	67 920 <i>2,1</i>	69 610 <i>2,5</i>	70 563 <i>1,4</i>	71 203 <i>0,9</i>	70 349 <i>-1,2</i>	72 049 <i>2,4</i>	65 997 <i>6,9</i>	70 431 <i>6,7</i>
Commerce de détail	62 752 <i>0,6</i>	64 164 <i>2,3</i>	65 420 <i>2,0</i>	65 996 <i>0,9</i>	66 187 <i>0,3</i>	66 925 <i>1,1</i>	62 219 <i>4,7</i>	65 442 <i>5,2</i>
Transport et entreposage	52 073 <i>0,8</i>	52 462 <i>0,7</i>	52 804 <i>0,7</i>	52 904 <i>0,2</i>	52 946 <i>0,1</i>	53 379 <i>0,8</i>	51 241 <i>3,5</i>	52 779 <i>3,0</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 636 <i>-0,1</i>	43 860 <i>0,5</i>	44 143 <i>0,6</i>	44 562 <i>0,9</i>	44 867 <i>0,7</i>	44 949 <i>0,2</i>	43 383 <i>3,8</i>	44 358 <i>2,2</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	216 331 <i>0,7</i>	218 591 <i>1,0</i>	220 854 <i>1,0</i>	223 342 <i>1,1</i>	226 055 <i>1,2</i>	228 720 <i>1,2</i>	213 985 <i>3,7</i>	222 210 <i>3,8</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	47 972 <i>0,4</i>	48 343 <i>0,8</i>	48 685 <i>0,7</i>	49 032 <i>0,7</i>	49 560 <i>1,1</i>	50 074 <i>1,0</i>	47 535 <i>2,8</i>	48 905 <i>2,9</i>
Services administratifs et gestion des déchets	24 694 <i>1,3</i>	25 116 <i>1,7</i>	25 579 <i>1,8</i>	25 850 <i>1,1</i>	26 060 <i>0,8</i>	26 320 <i>1,0</i>	24 183 <i>3,9</i>	25 651 <i>6,1</i>
Services d'enseignement	47 329 <i>-0,0</i>	47 729 <i>0,8</i>	47 817 <i>0,2</i>	47 981 <i>0,3</i>	48 300 <i>0,7</i>	48 519 <i>0,5</i>	47 073 <i>1,6</i>	47 957 <i>1,9</i>
Soins de santé et assistance sociale	61 227 <i>0,7</i>	61 520 <i>0,5</i>	61 829 <i>0,5</i>	62 003 <i>0,3</i>	62 442 <i>0,7</i>	62 951 <i>0,8</i>	60 704 <i>1,4</i>	61 948 <i>2,0</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 223 <i>1,8</i>	9 145 <i>-0,8</i>	9 301 <i>1,7</i>	9 162 <i>-1,5</i>	9 493 <i>3,6</i>	9 482 <i>-0,1</i>	8 996 <i>0,4</i>	9 275 <i>3,1</i>
Hébergement et services de restauration	23 309 <i>0,5</i>	23 917 <i>2,6</i>	23 886 <i>-0,1</i>	24 049 <i>0,7</i>	24 668 <i>2,6</i>	24 537 <i>-0,5</i>	23 221 <i>1,0</i>	24 130 <i>3,9</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	26 366 <i>0,3</i>	26 587 <i>0,8</i>	26 779 <i>0,7</i>	26 955 <i>0,7</i>	27 134 <i>0,7</i>	27 306 <i>0,6</i>	26 225 <i>2,0</i>	26 864 <i>2,4</i>
Administrations publiques	60 073 <i>0,9</i>	60 647 <i>1,0</i>	61 255 <i>1,0</i>	61 126 <i>-0,2</i>	61 191 <i>0,1</i>	61 625 <i>0,7</i>	59 462 <i>1,3</i>	61 055 <i>2,7</i>
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	246 320 <i>0,7</i>	245 075 <i>-0,5</i>	242 343 <i>-1,1</i>	241 939 <i>-0,2</i>	239 412 <i>-1,0</i>	241 120 <i>0,7</i>	243 485 <i>1,0</i>	242 193 <i>-0,5</i>
Fabrication de biens non durables	71 169 <i>-0,4</i>	70 340 <i>-1,2</i>	69 444 <i>-1,3</i>	68 813 <i>-0,9</i>	68 241 <i>-0,8</i>	67 616 <i>-0,9</i>	71 317 <i>-1,2</i>	69 210 <i>-3,0</i>
Fabrication de biens durables	105 050 <i>1,4</i>	105 348 <i>0,3</i>	103 574 <i>-1,7</i>	102 692 <i>-0,9</i>	101 756 <i>-0,9</i>	102 448 <i>0,7</i>	103 516 <i>2,1</i>	103 343 <i>-0,2</i>
Secteur des entreprises	914 107 <i>0,8</i>	921 780 <i>0,8</i>	925 554 <i>0,4</i>	930 176 <i>0,5</i>	933 208 <i>0,3</i>	942 491 <i>1,0</i>	902 519 <i>3,1</i>	927 680 <i>2,8</i>
Secteur non commercial	162 217 <i>0,6</i>	163 509 <i>0,8</i>	164 413 <i>0,6</i>	164 520 <i>0,1</i>	165 291 <i>0,5</i>	166 315 <i>0,6</i>	160 794 <i>1,5</i>	164 433 <i>2,3</i>
Secteur des TIC, total	63 271 <i>0,7</i>	64 104 <i>1,3</i>	64 723 <i>1,0</i>	65 365 <i>1,0</i>	65 954 <i>0,9</i>	66 507 <i>0,8</i>	62 359 <i>5,2</i>	65 037 <i>4,3</i>
Secteur de l'énergie	65 102 <i>1,0</i>	64 521 <i>-0,9</i>	64 240 <i>-0,4</i>	64 750 <i>0,8</i>	63 394 <i>-2,1</i>	64 572 <i>1,9</i>	63 767 <i>1,5</i>	64 226 <i>0,7</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

## Section D

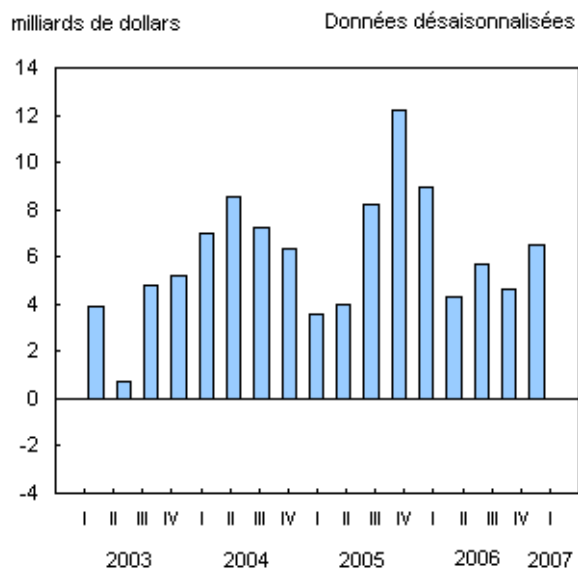
# Balance des paiements internationaux

Premier trimestre de 2007

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 1,9 milliard de dollars au premier trimestre de 2007, pour s'établir à 6,5 milliards de dollars. Cette amélioration est essentiellement le résultat de l'accroissement des valeurs des exportations de produits énergétiques.

### Graphique D.1

#### Amélioration du surplus du compte courant



Dans le compte capital et financier (non désaisonné), l'actif international du Canada, entraîné par des placements records en titres étrangers, a crû plus rapidement que le passif international. Une part de la croissance du passif international est venue des

importants capitaux que les investisseurs étrangers directs ont continué d'injecter dans l'économie canadienne.

### Compte courant

#### Hausse de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a crû de 2,1 milliards de dollars et atteint 14,5 milliards de dollars au premier trimestre, où les exportations ont distancé les importations.

Au premier trimestre, les exportations de biens ont connu une augmentation de 4,5 milliards de dollars, dont près de la moitié en produits énergétiques. Les exportations de gaz naturel ont progressé de 1,2 milliard de dollars, à la faveur d'une augmentation des prix de près de 15 % au premier trimestre. C'était la première hausse importante des prix du gaz naturel depuis le quatrième trimestre de 2005. Les exportations de pétrole brut sont demeurées à un niveau historiquement élevé voisin des 10 milliards de dollars pour un quatrième trimestre consécutif.

#### Note aux lecteurs

Les données annuelles et trimestrielles ont été révisées pour les années de référence allant de 2003 à 2006. Cela est conforme à la politique générale de révision des statistiques des comptes nationaux où les données des quatre années précédentes sont révisées lors de la diffusion du premier trimestre. De façon générale, les révisions reflètent l'utilisation de sources d'information plus à jour provenant des enquêtes annuelles et des données administratives.

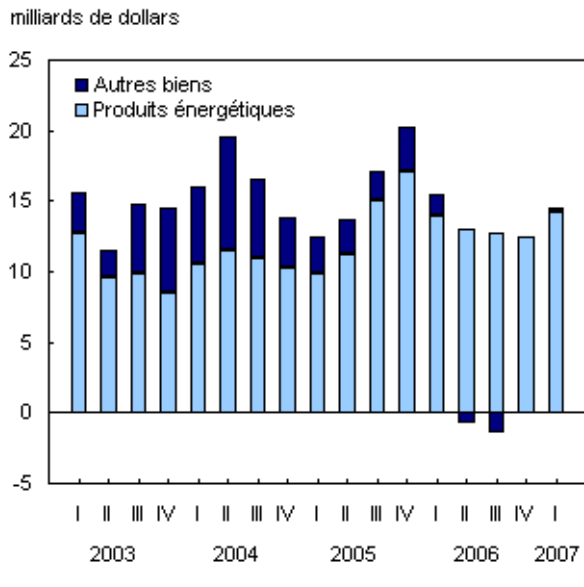
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions, telles que les exportations et les revenus d'intérêt, correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif du Canada), soit à des étrangers (le passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. Par conséquent, la **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

**Graphique D.2**  
**Les produits de l'énergie dominent le surplus des biens**



La forte demande provenant de destinations non américaines a continué de propulser la croissance des exportations de matières industrielles, qui ont crû de 0,9 milliard de dollars au premier trimestre. Depuis le milieu de 2003, les exportations de ces produits ont crû de 60 %, les exportations vers des destinations autres que les États-Unis ayant plus que doublé. La croissance des exportations de ces produits au cours des quelques dernières années vient dans une large mesure de l'augmentation des prix.

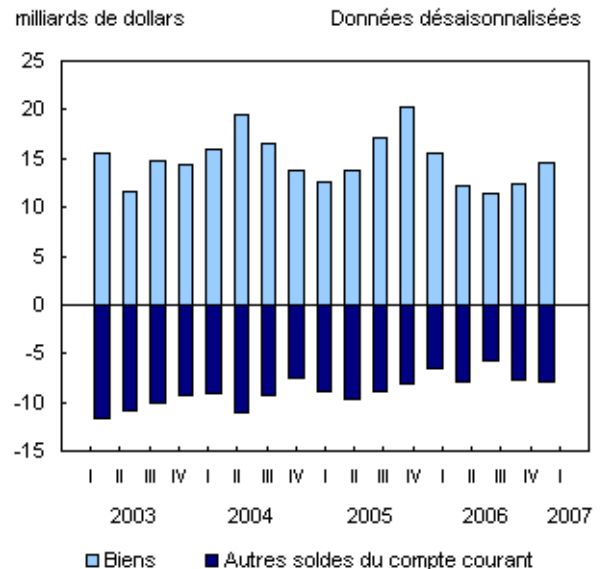
Les aéronefs et autres équipements de transport ont été les principaux responsables de l'accroissement de 0,7 milliard de dollars des exportations de machines et de matériel. Les exportations d'aéronefs, de moteurs et de pièces ont franchi la barre des 4 milliards de dollars pour la première fois depuis le premier trimestre de 2003, mais elles restent en deçà du record de 5,4 milliards de dollars inscrit à la fin de 2001.

Les importations de biens ont été en hausse de 2,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2007. Les importations de biens de consommation ont augmenté pour un 9<sup>e</sup> trimestre consécutif, cette fois de 0,6 milliard de dollars par rapport au quatrième trimestre.

Les importations de produits de l'automobile et de biens industriels ont crû chacune d'un demi-milliard de dollars au premier trimestre. L'augmentation des importations de biens industriels est dans une large mesure le fait des produits chimiques organiques.

Après une forte baisse au quatrième trimestre de 2006, les importations de pétrole brut sont demeurées stables, tandis que celles des autres produits énergétiques ont augmenté de 0,2 milliard de dollars.

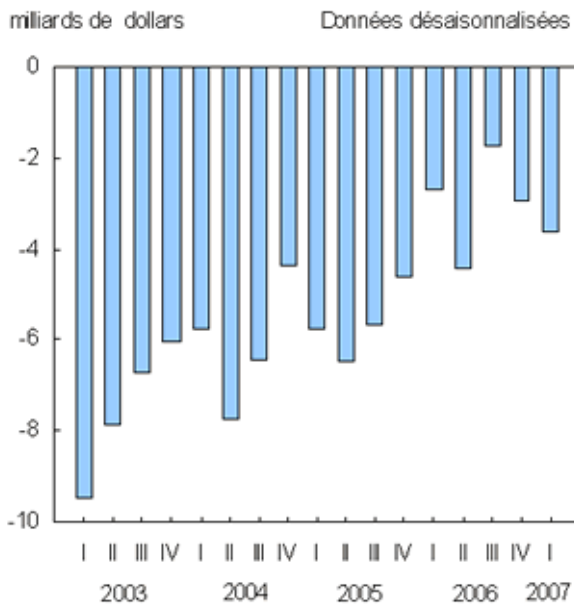
**Graphique D.3**  
**Le déficit des autres composantes que les biens légèrement en hausse**



#### Diminution des bénéfices sur les investissements directs

La baisse des bénéfices sur les investissements directs canadiens à l'étranger n'a été que partiellement épongée par l'accroissement du revenu tiré des placements de portefeuille canadiens à l'étranger, d'où l'augmentation de 0,7 milliard de dollars du déficit au chapitre du revenu des placements. Néanmoins, le déficit de 3,6 milliards de dollars est faible au regard des niveaux passés.

**Graphique D.4**  
**Malgré une augmentation, le déficit des revenus de placements demeure faible**



Les bénéfices sur les investissements directs canadiens à l'étranger ont diminué de 1,8 milliard de dollars au premier trimestre, après avoir atteint un sommet au quatrième trimestre de 2006.

Bien que les dividendes reçus sur les investissements directs canadiens à l'étranger soient revenus à un niveau plus normal au premier trimestre, les dividendes et les intérêts que les investisseurs de portefeuille canadiens ont touchés ont continué d'augmenter, conséquence du niveau élevé d'achats de titres étrangers ces dernières années. Les intérêts reçus et les dividendes sur les placements de portefeuille canadiens ont augmenté, ensemble, de 1,5 milliard de dollars ou de 40 % depuis le premier trimestre de 2006.

Il y a eu peu de changements pour ce qui est des paiements de revenu de placements qui se sont chiffrés à 19,6 milliards de dollars au premier trimestre. Les bénéfices réalisés au Canada par les investisseurs étrangers directs sont pratiquement demeurés inchangés à 8,1 milliards de dollars.

**Léger recul du déficit des services**

Au premier trimestre, le déficit des services est demeuré élevé, par rapport au passé, à 4,1 milliards de dollars. C'était un faible repli par rapport aux 4,3 milliards de dollars du quatrième trimestre de 2006, suite à une légère réduction des déficits des voyages et des services commerciaux.

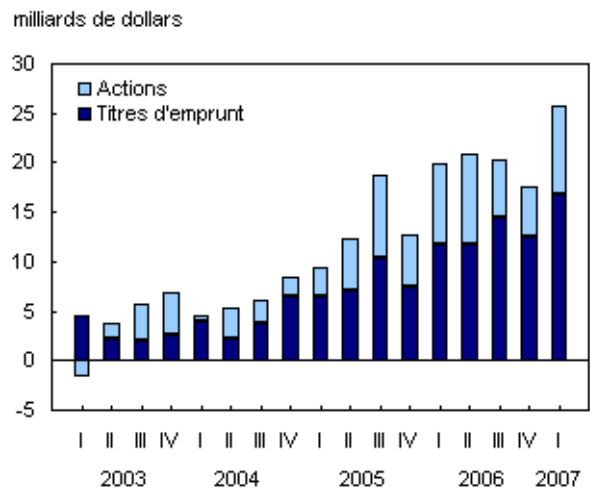
Les voyages et les services de transport ont été les principaux facteurs à l'origine du déficit des services, les deux catégories ayant accusé des déficits légèrement inférieurs à leurs sommets de tous les temps.

**Compte financier**

**La demande de titres étrangers ne montre aucun signe de ralentissement**

Au premier trimestre, les Canadiens ont investi pour un montant record de 25,8 milliards de dollars en titres étrangers dont les deux tiers en titres d'emprunt et le reste en actions. Les placements en obligations étrangères ont atteint un sommet inégalé de 16,6 milliards de dollars, entraînés par le niveau élevé d'acquisitions d'obligations feuille d'érable. Les Canadiens ont ajouté à leur portefeuille pour 19,1 milliards de dollars d'obligations d'entreprises américaines et d'obligations d'outre-mer mais ont vendu pour 2,5 milliards de dollars d'obligations du gouvernement américain.

**Graphique D.5**  
**L'investissement en titres étrangers fracasse des sommets<sup>1</sup>**



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les placements en actions étrangères sont demeurés soutenus à 8,9 milliards de dollars. Les deux tiers des placements sont allés dans des actions américaines (6,1 milliards de dollars). Sur le montant placé en actions américaines, une valeur de 2,2 milliards de dollars était attribuable à des activités de prise de contrôle de sociétés canadiennes par des sociétés américaines : le paiement aux Canadiens étant effectué sous forme de nouvelles actions américaines et d'argent comptant.

Les placements en instruments du marché monétaire étranger ont été marginaux à 232 millions de dollars. Au cours du trimestre, les Canadiens ont rééquilibré leurs avoirs en disposant de certains avoirs en effets américains (624 millions de dollars) et acquérant des effets d'outre-mer (855 millions de dollars). Au cours du premier trimestre de 2007, les taux à court terme aux États-Unis ont accusé un retard par rapport aux taux européens correspondants.

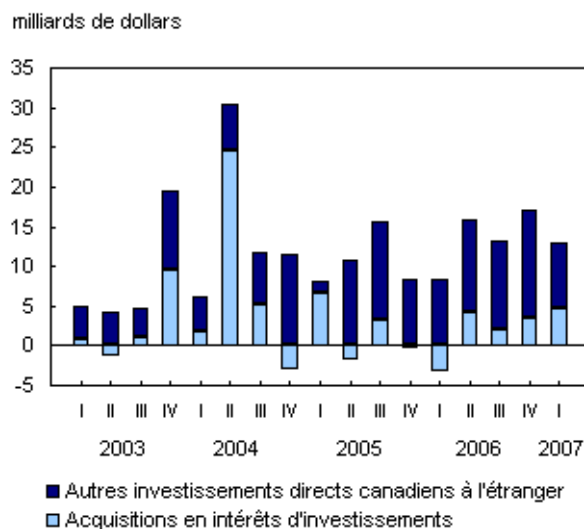
Les obligations feuille d'érable sont le grand déterminant des placements en titres étrangers depuis plusieurs trimestres. Les faibles coûts d'emprunt au Canada, combinés au déclin de l'offre de titres d'emprunt du gouvernement fédéral et à l'abolition des limites de contenu étranger pour les régimes de placements à imposition différée étaient tous des facteurs ayant contribué au développement de ce marché au Canada. Ce nouveau segment du marché obligataire, qui n'a pas cessé de croître depuis 2005, n'est pas un phénomène unique. Ainsi, l'Australie et le Japon ont eux aussi leurs marchés obligataires dits Kangaroo et Samurai, où les emprunteurs étrangers émettent des obligations libellées dans la monnaie nationale.

#### Les investissements directs canadiens à l'étranger maintiennent la cadence récente

Après avoir investi en moyenne 15,4 milliards de dollars par trimestre dans les économies étrangères au cours des trois derniers trimestres, les investisseurs directs canadiens ont ajouté 12,9 milliards de dollars au premier trimestre. Bien que ce montant représente le plus faible niveau d'investissement des quatre derniers trimestres, les investissements directs à l'étranger se sont élevés à un montant imposant de 58,9 milliards de dollars au cours de cette période. Les investissements du premier trimestre sont allés majoritairement dans des sociétés affiliées étrangères existantes.

#### Graphique D.6

#### L'investissement direct à l'étranger poursuit sa croissance<sup>1</sup>



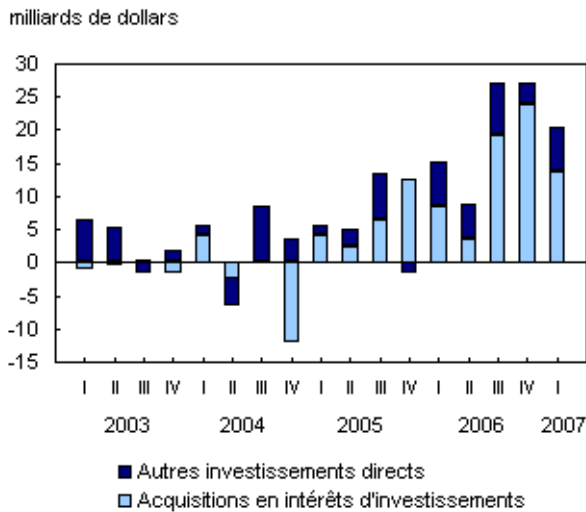
1. Signes renversés de la balance des paiements.

D'un point de vue géographique, les investissements aux États-Unis ont dominé (10,3 milliards de dollars), tandis que les Canadiens ont rapatrié pour 0,8 milliard de dollars de leurs investissements au Royaume-Uni. Dans une perspective industrielle, le gros des investissements (10,0 milliards de dollars) est allé dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques et dans le secteur de la finance et de l'assurance.

#### Le secteur canadien des ressources naturelles continue d'attirer les investisseurs étrangers directs

Les investissements directs étrangers au Canada ont franchi le cap des 20 milliards de dollars pour un troisième trimestre consécutif, ce qui témoigne du niveau élevé d'intérêt que les investisseurs étrangers continuent de porter envers l'économie canadienne. Les 20,3 milliards de dollars que les investisseurs étrangers directs ont investis au Canada représentent le cinquième niveau le plus élevé, les troisième et quatrième étant enregistrés lors du deuxième semestre de 2006. Une part non négligeable équivalant au deux tiers des investissements au Canada au premier trimestre (13,8 milliards de dollars) provenait de l'acquisition de sociétés canadiennes par des non-résidents.

**Graphique D.7**  
**Les investisseurs étrangers directs démontrent un fort intérêt envers l'économie canadienne**

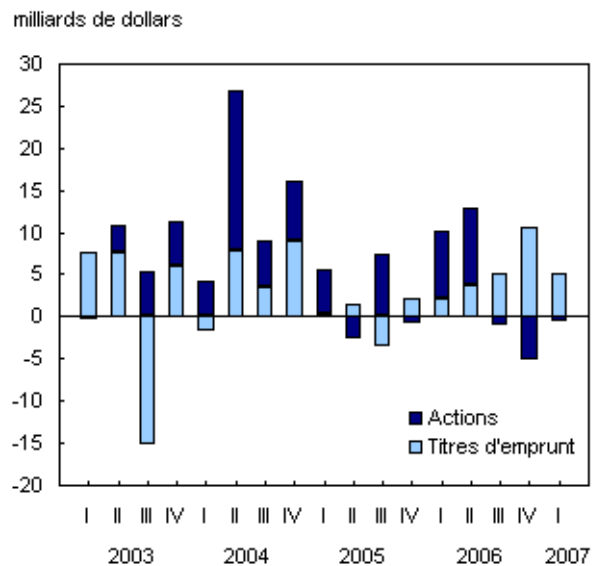


Les investissements dans le secteur canadien de l'énergie et des minéraux métalliques sont demeurés les investissements de prédilection pour les investisseurs étrangers directs au cours du trimestre. Un total de 11,2 milliards de dollars a été injecté dans ce secteur de l'économie canadienne, ce qui a propulsé le total des investissements pour ce secteur à 77,7 milliards de dollars depuis le troisième trimestre de 2005. Les Américains ont été les plus gros investisseurs étrangers directs au Canada, avec 9,2 milliards de dollars, devançant les investisseurs européens (5,6 milliards de dollars).

**Les placements de portefeuille étrangers au Canada augmentent sous l'effet des placements en obligations**

Les investisseurs de portefeuille étrangers ont acquis pour 4,5 milliards de dollars de titres canadiens au premier trimestre, tous en obligations. La plupart des acquisitions en obligations provenaient de nouvelles émissions nettes, dont le total a atteint 2,9 milliards de dollars. Les sociétés canadiennes ont été actives et ont mobilisé 3,4 milliards de dollars sur les marchés étrangers (nets des remboursements).

**Graphique D.8**  
**Les non-résidents investissent en obligations mais diminuent leurs avoirs en actions**



Les non-résidents ont accusé une réduction nette de 575 millions de dollars de leurs portefeuilles d'actions canadiennes au premier trimestre. Cette réduction était la conséquence d'un désinvestissement de 3,0 milliards de dollars occasionné par des prises de contrôle étrangères qui a surpassé un investissement de 2,4 milliards de dollars en actions canadiennes en circulation. Au dernier trimestre de 2006, une tendance semblable a été observée alors que les non-résidents ont acquis pour 3,6 milliards de dollars d'actions en circulation que les prises de contrôle étrangères ont complètement effacés, un désinvestissement global de 5,3 milliards de dollars étant enregistré. L'indice composé Standard and Poor's / Bourse de Toronto a avancé de 2,0 % au cours du trimestre.

Les non-résidents se sont départis de 702 millions de dollars de leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien. Le désinvestissement trimestriel s'est concentré sur les instruments du gouvernement fédéral, effet en contrepartie balancé par l'accroissement des avoirs des non-résidents en instruments d'entreprises publiques fédérales. La différence entre les taux aux États-Unis et au Canada a continué de favoriser les placements aux États-Unis, comme c'est le cas depuis janvier 2005.

### **Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves**

Du côté de l'actif du compte financier du Canada, les prêts, dépôts et réserves en devises étrangères ont tous affiché de solides augmentations, dont le total s'est élevé à 20,5 milliards de dollars pour le trimestre. Ceci a complètement effacé la réduction de 19,8 milliards de dollars de ces mêmes actifs au quatrième trimestre de 2006. Le passif international sous forme de prêts et dépôts envers les non-résidents a suivi une tendance semblable. Il a augmenté de 22,9 milliards de dollars au premier trimestre, après avoir reculé de 18,7 milliards de dollars au trimestre précédent. Le dollar canadien a gagné un peu moins de 1% sur le dollar américain au cours du trimestre pour clôturer à 86,6 cents américains.

### **Révision de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis**

La présence, dans les données douanières, de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis est connue depuis plusieurs années. Une série d'études entreprises à partir de la fin des années 1990 par la Division du commerce international (DCI) de Statistique Canada, de concert avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) (anciennement Douanes Canada), a montré que la sous-déclaration des exportations avait crû de façon substantielle. Par conséquent, l'ajustement pour la sous-déclaration de la balance des paiements (BDP) a été augmenté significativement, atteignant en 2000 un maximum de 24% des exportations totales vers des destinations autres que les États-Unis.

Au cours des dernières années, l'ASFC et SC ont entrepris des projets visant à améliorer la déclaration de ces transactions. SC et l'ASFC ont collaboré à la mise en œuvre d'un système de déclaration en ligne qui est disponible pour les exportations vers des destinations autres que les États-Unis, et l'utilisation de ce système s'est élargie rapidement depuis sa mise en œuvre. En outre, l'ASFC a adopté de nouveaux règlements selon lesquels les biens et services doivent être déclarés avant d'être exportés ainsi qu'un régime de sanctions administratives pécuniaires (RSAP) et a multiplié ses efforts pour assurer le respect des règlements. Plus particulièrement, l'ASFC a conclu des ententes avec la plupart des grands transporteurs maritimes et aériens selon lesquelles les transporteurs ne sont autorisés à charger le fret que si les documents appropriés ont été déposés par l'exportateur.

Une étude menée à l'automne 2006 a révélé que ces efforts en vue d'assurer la conformité ont donné de bons résultats dans la mesure où la sous-déclaration est moins importante qu'auparavant. Par conséquent, parallèlement à la présente révision annuelle, l'ajustement de la BDP pour tenir compte de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis a été réduit de manière à compenser pour l'amélioration de la conformité. Plus précisément, l'ajustement de la BDP a été réduit de 500 millions de dollars en 2004, de 1,5 milliard de dollars en 2005 et de 2,5 milliards de dollars en 2006. L'estimation de la sous-déclaration représente maintenant 15% du total des exportations vers des destinations autres que les États-Unis, en baisse par rapport aux 24% en 2000.

Tableau D.1 Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	135 425	128 452	132 405	131 426	130 643	135 243	518 762	522 926
Biens	119 712	113 132	115 548	111 946	115 070	119 378	451 783	455 696
Services	15 712	15 320	16 857	19 480	15 573	15 864	66 979	67 230
Revenus de placements	13 370	13 309	14 748	16 492	17 050	15 399	48 213	61 599
Investissements directs	7 493	6 791	7 609	8 677	9 523	6 820	26 017	32 600
Investissements de portefeuille	3 390	3 721	4 202	4 262	4 682	5 232	12 380	16 867
Autres investissements	2 487	2 797	2 937	3 554	2 844	3 347	9 816	12 131
Transferts courants	2 156	3 037	2 021	1 920	2 704	2 973	8 176	9 682
Recettes du compte courant	150 950	144 799	149 174	149 838	150 397	153 615	575 151	594 207
<b>Paiements</b>								
Biens et services	118 003	117 698	125 310	121 328	122 453	126 554	467 423	486 789
Biens	98 640	96 989	104 860	100 300	102 246	104 670	388 282	404 395
Services	19 363	20 709	20 450	21 028	20 207	21 884	79 141	82 394
Revenus de placements	17 592	17 444	18 108	18 006	19 888	20 690	70 735	73 446
Investissements directs	8 700	6 766	8 145	7 608	8 573	9 090	34 212	31 091
Investissements de portefeuille	6 814	6 580	6 602	6 783	7 129	7 005	27 897	27 094
Autres investissements	2 078	4 097	3 361	3 616	4 186	4 594	8 625	15 260
Transferts courants	2 111	3 664	1 781	2 090	2 859	3 536	9 051	10 394
Paiements du compte courant	137 706	138 806	145 199	141 423	145 200	150 779	547 208	570 629
<b>Soldes</b>								
Biens et services	17 422	10 754	7 095	10 099	8 190	8 689	51 340	36 137
Biens	21 072	16 144	10 688	11 646	12 824	14 709	63 501	51 302
Services	-3 650	-5 389	-3 593	-1 548	-4 635	-6 020	-12 162	-15 165
Revenus de placements	-4 222	-4 135	-3 359	-1 514	-2 839	-5 290	-22 522	-11 847
Investissements directs	-1 208	25	-535	1 069	951	-2 270	-8 195	1 509
Investissements de portefeuille	-3 424	-2 859	-2 400	-2 521	-2 447	-1 773	-15 518	-10 227
Autres investissements	409	-1 301	-424	-62	-1 342	-1 247	1 191	-3 129
Transferts courants	45	-627	239	-170	-154	-563	-875	-712
<b>Solde du compte courant</b>	<b>13 244</b>	<b>5 992</b>	<b>3 975</b>	<b>8 415</b>	<b>5 197</b>	<b>2 835</b>	<b>27 943</b>	<b>23 578</b>
<b>Compte capital et financier[1]</b>								
<b>Compte capital</b>	<b>985</b>	<b>1 181</b>	<b>1 076</b>	<b>993</b>	<b>951</b>	<b>1 184</b>	<b>5 940</b>	<b>4 201</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-5 915</b>	<b>-8 222</b>	<b>-5 769</b>	<b>-7 587</b>	<b>-1 164</b>	<b>-11 556</b>	<b>-38 287</b>	<b>-22 741</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-7 995	-5 244	-15 787	-13 245	-17 046	-12 868	-40 645	-51 322
Investissements de portefeuille	-12 704	-19 876	-20 808	-20 372	-17 637	-25 769	-53 279	-78 693
Obligations étrangères	-6 902	-10 613	-12 689	-9 533	-10 767	-16 636	-29 238	-43 602
Actions étrangères	-5 188	-8 202	-9 055	-5 892	-5 142	-8 902	-21 951	-28 291
Effets du marché monétaire étranger	-614	-1 061	936	-4 946	-1 728	-232	-2 089	-6 800
Autres investissements	9 234	-21 245	-20 938	-12 939	19 796	-20 523	-22 157	-35 325
Prêts	5 218	-1 936	-4 317	-6 377	429	-4 523	8 217	-12 201
Dépôts	11 017	-13 273	-16 742	-4 069	25 901	-3 959	-15 817	-8 183
Réserves internationales	108	-3 637	909	52	1 662	-4 722	-1 653	-1 013
Autres actifs	-7 107	-2 399	-788	-2 545	-8 195	-7 318	-12 903	-13 927
Total de l'actif du Canada, flux nets	-11 464	-46 365	-57 533	-46 555	-14 887	-59 160	-116 081	-165 339
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	10 892	15 263	8 784	27 223	27 047	20 289	35 046	78 317
Investissements de portefeuille	1 330	10 200	12 849	4 166	5 328	4 460	9 577	32 544
Obligations canadiennes	-963	166	-843	6 351	12 341	5 737	-78	18 015
Actions canadiennes	-812	8 022	9 091	-1 034	-5 264	-575	9 133	10 814
Effets du marché monétaire canadien	3 105	2 013	4 602	-1 151	-1 749	-702	522	3 715
Autres investissements	-6 673	12 679	30 131	7 579	-18 653	22 854	33 171	31 737
Emprunts	-3 302	884	3 226	7 048	716	1 213	3 496	11 873
Dépôts	337	11 052	27 046	657	-18 032	20 994	28 951	20 724
Autres passifs	-3 708	743	-141	-126	-1 337	647	723	-860
Total du passif du Canada, flux nets	5 549	38 143	51 764	38 968	13 723	47 604	77 793	142 598
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-4 931</b>	<b>-7 040</b>	<b>-4 694</b>	<b>-6 593</b>	<b>-213</b>	<b>-10 372</b>	<b>-32 347</b>	<b>-18 540</b>
Divergence statistique	-8 313	1 048	719	-1 821	-4 984	7 537	4 404	-5 038

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	136 738	130 215	129 186	131 187	132 338	137 205	518 762	522 926
Biens	119 730	113 615	112 282	114 294	115 506	120 049	451 783	455 696
Services	17 008	16 600	16 904	16 893	16 832	17 155	66 979	67 230
Voyages	4 125	4 083	4 213	4 178	4 124	4 113	16 674	16 598
Transports	3 024	3 005	2 965	3 049	3 111	3 273	11 750	12 129
Services commerciaux	9 439	9 054	9 290	9 224	9 140	9 288	36 888	36 708
Services gouvernementaux	420	458	436	443	457	481	1 666	1 795
Revenus de placements	13 151	13 892	14 323	16 498	16 885	15 972	48 213	61 599
Investissements directs	7 133	7 328	7 407	8 716	9 150	7 370	26 017	32 600
Intérêts	317	272	398	434	276	288	1 045	1 380
Bénéfices	6 816	7 056	7 009	8 282	8 874	7 082	24 971	31 220
Investissements de portefeuille	3 423	3 702	4 129	4 295	4 741	5 196	12 380	16 867
Intérêts	1 101	1 288	1 480	1 582	1 838	1 971	3 652	6 189
Dividendes	2 322	2 414	2 649	2 712	2 903	3 225	8 728	10 679
Autres investissements	2 596	2 862	2 787	3 488	2 995	3 406	9 816	12 131
Transferts courants	1 954	2 627	2 282	2 252	2 521	2 528	8 176	9 682
Privé	642	740	644	673	623	763	2 697	2 680
Officiel	1 312	1 887	1 638	1 579	1 897	1 766	5 479	7 002
<b>Total des recettes</b>	<b>151 843</b>	<b>146 734</b>	<b>145 791</b>	<b>149 938</b>	<b>151 744</b>	<b>155 705</b>	<b>575 151</b>	<b>594 207</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services	119 617	118 229	120 562	123 701	124 297	126 784	467 423	486 789
Biens	99 450	98 123	100 128	102 968	103 175	105 575	388 282	404 395
Services	20 167	20 106	20 434	20 732	21 122	21 210	79 141	82 394
Voyages	5 637	5 670	5 685	5 874	6 081	5 981	22 059	23 311
Transports	4 525	4 591	4 721	4 823	5 058	5 182	17 566	19 194
Services commerciaux	9 749	9 586	9 773	9 779	9 726	9 797	38 503	38 865
Services gouvernementaux	256	259	255	255	256	250	1 013	1 024
Revenus de placements	17 772	16 578	18 760	18 259	19 848	19 604	70 735	73 446
Investissements directs	8 897	6 384	8 584	7 555	8 569	8 494	34 212	31 091
Intérêts	371	366	365	365	370	356	1 501	1 465
Bénéfices	8 526	6 018	8 219	7 190	8 199	8 138	32 711	29 626
Investissements de portefeuille	6 854	6 539	6 584	6 797	7 175	6 964	27 897	27 094
Intérêts	5 682	5 433	5 448	5 624	5 819	5 874	23 369	22 324
Dividendes	1 172	1 106	1 136	1 173	1 355	1 090	4 528	4 770
Autres investissements	2 020	3 655	3 592	3 908	4 105	4 147	8 625	15 260
Transferts courants	2 255	2 965	2 139	2 313	2 977	2 824	9 051	10 394
Privé	1 311	2 038	1 330	1 417	2 129	1 908	5 172	6 913
Officiel	944	927	809	896	849	915	3 879	3 481
<b>Total des paiements</b>	<b>139 643</b>	<b>137 772</b>	<b>141 462</b>	<b>144 273</b>	<b>147 123</b>	<b>149 212</b>	<b>547 208</b>	<b>570 629</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services	17 121	11 986	8 624	7 487	8 041	10 421	51 340	36 137
Biens	20 280	15 492	12 154	11 325	12 331	14 475	63 501	51 302
Services	-3 159	-3 506	-3 530	-3 839	-4 290	-4 054	-12 162	-15 165
Voyages	-1 511	-1 588	-1 472	-1 696	-1 957	-1 868	-5 385	-6 713
Transports	-1 501	-1 586	-1 757	-1 775	-1 948	-1 910	-5 815	-7 065
Services commerciaux	-310	-532	-482	-556	-587	-508	-1 615	-2 157
Services gouvernementaux	164	199	181	188	202	232	653	770
Revenus de placements	-4 620	-2 686	-4 437	-1 761	-2 963	-3 633	-22 522	-11 847
Investissements directs	-1 765	944	-1 176	1 161	581	-1 124	-8 195	1 509
Intérêts	-55	-94	34	69	-94	-68	-455	-85
Bénéfices	-1 710	1 038	-1 210	1 092	674	-1 056	-7 740	1 594
Investissements de portefeuille	-3 431	-2 836	-2 455	-2 502	-2 434	-1 768	-15 518	-10 227
Intérêts	-4 581	-4 144	-3 968	-4 042	-3 982	-3 903	-19 718	-16 135
Dividendes	1 150	1 308	1 513	1 540	1 548	2 135	4 200	5 908
Autres investissements	576	-793	-806	-420	-1 110	-741	1 191	-3 129
Transferts courants	-301	-337	143	-61	-457	-295	-875	-712
Privé	-669	-1 297	-686	-744	-1 505	-1 145	-2 475	-4 233
Officiel	368	960	829	683	1 049	850	1 600	3 521
<b>Compte courant</b>	<b>12 200</b>	<b>8 963</b>	<b>4 330</b>	<b>5 665</b>	<b>4 622</b>	<b>6 493</b>	<b>27 943</b>	<b>23 578</b>

## Section E

# Comptes des flux financiers

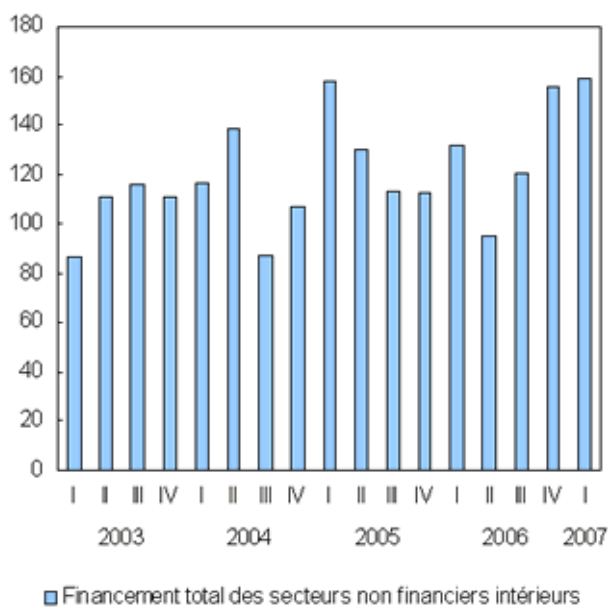
Premier trimestre de 2007

Au premier trimestre de 2007, le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers s'établissait à 158,9 milliards de dollars (données désaisonnalisées aux taux annuels), ce qui représente une hausse par rapport au quatrième trimestre de 2006. Parmi les emprunteurs du secteur privé, les ménages ont contribué le plus à la demande de financement. Le secteur des administrations publiques, les administrations provinciales en tête, est revenu sur les marchés financiers avec une nouvelle demande de fonds après avoir emprunté des sommes négligeables au quatrième trimestre de 2006.

### Graphique E.1

#### La demande globale de fonds augmente

Miliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Les indicateurs clés des marchés financiers sont demeurés stables durant le premier trimestre de 2007. Le taux d'escompte n'ayant pas varié depuis mai 2006, les taux hypothécaires sont demeurés relativement stables, pour finir aux niveaux de décembre 2006. De même, le rendement des obligations est demeuré relativement stable depuis septembre 2006. Le cours des actions a poursuivi sa progression, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent que celui enregistré au quatrième trimestre de 2006. Le dollar canadien s'est déprécié pour s'établir à 85 cents par rapport au billet vert américain durant le premier trimestre de 2007.

### Secteur des ménages

Les ménages ont maintenu leur demande de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation au premier trimestre. La fermeté de l'emprunt hypothécaire était attribuable, entre autres, à une augmentation de l'investissement dans les logements, particulièrement dans la revente et les rénovations. La stabilité des dépenses de consommation, stimulées par une reprise des achats de biens semi-durables, a alimenté l'utilisation continue du crédit à la consommation.

La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation s'est accrue légèrement, pour atteindre 109.5 du revenu personnel disponible. Toutefois, les frais de service de la dette n'ont pas varié, se maintenant à environ 8 % du revenu personnel disponible.

#### Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

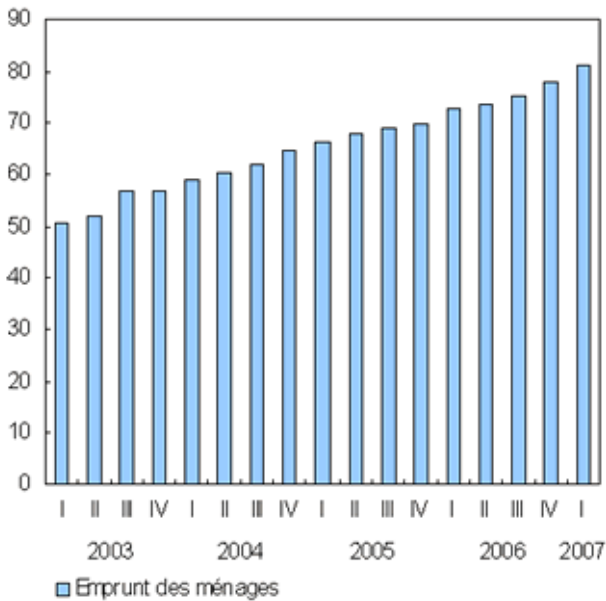
Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

L'investissement en actifs financiers par les ménages durant le premier trimestre a pris la forme principalement d'acquisition d'avoirs de pension, d'actions et de parts de fonds communs de placement.

### Graphique E.2

#### L'emprunt des ménages continue d'augmenter

Miliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



### Secteur des sociétés

En ce qui concerne les sociétés non financières du secteur privé, le ralentissement de l'investissement des entreprises en usines et matériel a contribué à la stabilisation de la demande de fonds. Au premier trimestre, la demande d'emprunts a été attribuable principalement à l'émission de nouvelles actions et aux prêts.

### Secteur des administrations publiques

Dans l'ensemble, le secteur des administrations publiques a maintenu sa situation excédentaire au premier trimestre, malgré des déficits enregistrés dans les secteurs des administrations provinciales et municipales. Le secteur de l'administration publique fédérale a satisfait à ses besoins de financement dans une large mesure en contractant des emprunts à court terme, tandis que le secteur des administrations publiques provinciales a eu recours davantage à l'émission d'obligations.

### Graphique E.3

#### L'emprunt du secteur des administrations publiques est à la hausse

Miliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

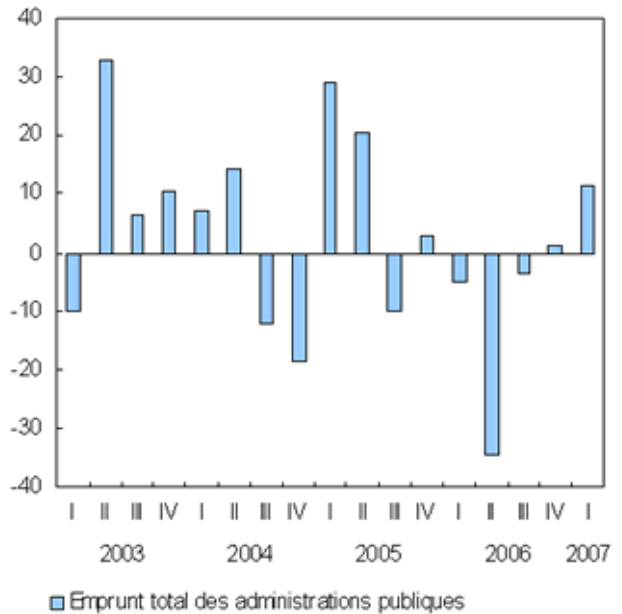


Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Financement</b>								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>70 672</b>	<b>80 856</b>	<b>75 760</b>	<b>77 056</b>	<b>82 928</b>	<b>84 752</b>	<b>70 555</b>	<b>79 150</b>
Crédit à la consommation	25 556	26 528	27 792	28 868	29 920	30 800	25 122	28 277
Emprunts bancaires	1 232	2 564	2 000	1 676	2 828	2 696	1 684	2 267
Autres emprunts	-300	5 576	236	212	2 340	1 160	763	2 091
Hypothèques	44 184	46 188	45 732	46 300	47 840	50 096	42 986	46 515
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>42 232</b>	<b>54 484</b>	<b>51 272</b>	<b>41 948</b>	<b>70 388</b>	<b>64 116</b>	<b>48 741</b>	<b>54 523</b>
Emprunts bancaires	9 616	-4 060	8 828	548	5 320	12 172	5 319	2 659
Autres emprunts	900	6 260	2 664	-596	-5 076	-5 108	2 537	813
Autres effets à court terme	-4 024	21 224	16 124	7 948	15 920	16	3 895	15 304
Hypothèques	11 488	11 940	13 628	14 692	18 564	16 652	9 971	14 706
Obligations	500	-3 268	-3 776	12 444	16 076	18 256	6 852	5 369
Actions	23 752	22 388	13 804	6 912	19 584	22 128	20 167	15 672
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>-3 608</b>	<b>1 836</b>	<b>2 844</b>	<b>5 360</b>	<b>1 044</b>	<b>-1 484</b>	<b>-1 356</b>	<b>2 771</b>
Emprunts bancaires	-164	-160	692	376	28	220	-59	234
Autres emprunts	-2 056	872	-552	-528	1 104	-276	54	224
Autres effets à court terme	-748	576	-356	4 608	-820	580	-630	1 002
Hypothèques	-4	0	-4	-4	-4	-4	2	-3
Obligations	-636	548	3 064	908	736	-2 004	-723	1 314
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>-4 088</b>	<b>-3 076</b>	<b>-31 944</b>	<b>-3 596</b>	<b>-2 448</b>	<b>2 984</b>	<b>2 309</b>	<b>-10 266</b>
Emprunts bancaires	120	-96	-64	-20	36	132	141	-36
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	5 912	3 764	-21 956	-1 144	4 592	15 152	11 036	-3 686
Obligations d'épargne du Canada	-888	-2 180	-1 936	-1 748	-3 124	-2 060	-1 751	-2 247
Autres obligations	-9 232	-4 564	-7 988	-684	-3 952	-10 240	-7 117	-4 297
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>6 872</b>	<b>-1 920</b>	<b>-2 708</b>	<b>108</b>	<b>3 524</b>	<b>8 516</b>	<b>8 207</b>	<b>-249</b>
Emprunts bancaires	380	1 368	-540	20	216	-608	209	266
Autres emprunts	572	-224	188	-20	564	240	732	127
Autres effets à court terme	9 296	2 712	5 148	-6 952	-4 740	-136	-4 440	-958
Hypothèques	-8	16	-12	-4	0	8	-13	0
Obligations provinciales	-4 560	-8 292	-8 568	5 216	6 840	6 388	10 121	-1 201
Obligations municipales	1 064	2 316	628	1 728	752	2 484	1 290	1 356
Autres obligations	128	184	448	120	-108	140	308	161
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>112 080</b>	<b>132 180</b>	<b>95 224</b>	<b>120 876</b>	<b>155 436</b>	<b>158 884</b>	<b>128 456</b>	<b>125 929</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>25 556</b>	<b>26 528</b>	<b>27 792</b>	<b>28 868</b>	<b>29 920</b>	<b>30 800</b>	<b>25 122</b>	<b>28 277</b>
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>11 184</b>	<b>-384</b>	<b>10 916</b>	<b>2 600</b>	<b>8 428</b>	<b>14 612</b>	<b>7 294</b>	<b>5 390</b>
<b>Autres emprunts</b>	<b>-884</b>	<b>12 484</b>	<b>2 536</b>	<b>-932</b>	<b>-1 068</b>	<b>-3 984</b>	<b>4 086</b>	<b>3 255</b>
<b>Effets à court terme, Canada</b>	<b>5 912</b>	<b>3 764</b>	<b>-21 956</b>	<b>-1 144</b>	<b>4 592</b>	<b>15 152</b>	<b>11 036</b>	<b>-3 686</b>
<b>Autres effets à court terme</b>	<b>4 524</b>	<b>24 512</b>	<b>20 916</b>	<b>5 604</b>	<b>10 360</b>	<b>460</b>	<b>-1 175</b>	<b>15 348</b>
<b>Hypothèques</b>	<b>55 660</b>	<b>58 144</b>	<b>59 344</b>	<b>60 984</b>	<b>66 400</b>	<b>66 752</b>	<b>52 946</b>	<b>61 218</b>
<b>Obligations</b>	<b>-13 624</b>	<b>-15 256</b>	<b>-18 128</b>	<b>17 984</b>	<b>17 220</b>	<b>12 964</b>	<b>8 980</b>	<b>455</b>
<b>Actions</b>	<b>23 752</b>	<b>22 388</b>	<b>13 804</b>	<b>6 912</b>	<b>19 584</b>	<b>22 128</b>	<b>20 167</b>	<b>15 672</b>

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>1 053 464</b>	<b>1 084 032</b>	<b>1 082 796</b>	<b>1 097 596</b>	<b>1 114 472</b>	<b>1 137 044</b>	<b>1 032 247</b>	<b>1 094 724</b>
	1,2	2,9	-0,1	1,4	1,5	2,0	5,1	6,1
Rémunération des salariés	710 336	727 568	730 928	739 764	751 268	766 148	694 041	737 382
	1,4	2,4	0,5	1,2	1,6	2,0	6,0	6,2
Revenu net des entreprises individuelles[2]	85 420	85 624	86 064	86 408	87 200	89 076	84 957	86 324
	0,4	0,2	0,5	0,4	0,9	2,2	1,0	1,6
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	116 828	119 448	123 016	124 116	126 924	130 588	114 048	123 376
	1,7	2,2	3,0	0,9	2,3	2,9	5,4	8,2
Transferts courants en provenance des administrations publiques	136 712	146 740	138 456	142 804	144 732	146 236	134 766	143 183
	0,4	7,3	-5,6	3,1	1,4	1,0	3,6	6,2
Transferts courants en provenance des sociétés	1 600	1 692	1 760	1 812	1 852	1 948	1 737	1 779
	0,0	5,8	4,0	3,0	2,2	5,2	-25,4	2,4
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 568	2 960	2 572	2 692	2 496	3 048	2 698	2 680
	-8,2	15,3	-13,1	4,7	-7,3	22,1	7,4	-0,7
<b>Dépenses</b>	<b>1 039 868</b>	<b>1 056 504</b>	<b>1 068 564</b>	<b>1 082 564</b>	<b>1 095 456</b>	<b>1 114 296</b>	<b>1 019 422</b>	<b>1 075 772</b>
	1,2	1,6	1,1	1,3	1,2	1,7	6,2	5,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	774 152	787 992	799 220	809 776	817 020	830 596	760 701	803 502
	1,0	1,8	1,4	1,3	0,9	1,7	5,6	5,6
Transferts courants aux administrations publiques	247 300	249 532	249 680	252 620	257 856	262 824	240 761	252 422
	1,6	0,9	0,1	1,2	2,1	1,9	7,7	4,8
Transferts courants aux sociétés	14 504	14 968	15 648	16 144	16 416	16 604	14 013	15 794
	2,7	3,2	4,5	3,2	1,7	1,1	10,0	12,7
Transferts courants aux non-résidents	3 912	4 012	4 016	4 024	4 164	4 272	3 947	4 054
	-5,2	2,6	0,1	0,2	3,5	2,6	13,8	2,7
<b>Épargne</b>	<b>13 596</b>	<b>27 528</b>	<b>14 232</b>	<b>15 032</b>	<b>19 016</b>	<b>22 748</b>	<b>12 825</b>	<b>18 952</b>
	5,6	102,5	-48,3	5,6	26,5	19,6	-41,6	47,8
Revenu disponible[3]	806 164	834 500	833 116	844 976	856 616	874 220	791 486	842 302
	1,1	3,5	-0,2	1,4	1,4	2,1	4,3	6,4
Taux d'épargne	1,7	3,3	1,7	1,8	2,2	2,6	1,6	2,3
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>57 400</b>	<b>72 672</b>	<b>59 728</b>	<b>60 808</b>	<b>64 852</b>	<b>70 472</b>	<b>57 803</b>	<b>64 515</b>
	-3,5	26,6	-17,8	1,8	6,7	8,7	-7,9	11,6
Épargne	13 596	27 528	14 232	15 032	19 016	22 748	12 825	18 952
	5,6	102,5	-48,3	5,6	26,5	19,6	-41,6	47,8
Provisions pour consommation de capital	40 860	41 432	42 024	42 572	43 204	43 852	39 981	42 308
	1,4	1,4	1,4	1,3	1,5	1,5	6,0	5,8
Transferts nets de capitaux	2 944	3 712	3 472	3 204	2 632	3 872	4 997	3 255
	-53,4	26,1	-6,5	-7,7	-17,9	47,1	62,3	-34,9
Moins: Acquisition de capital non financier	111 376	115 856	117 036	117 924	117 604	124 000	108 361	117 105
	3,5	4,0	1,0	0,8	-0,3	5,4	8,6	8,1
<b>Prêt net</b>	<b>-53 976</b>	<b>-43 184</b>	<b>-57 308</b>	<b>-57 116</b>	<b>-52 752</b>	<b>-53 528</b>	<b>-50 558</b>	<b>-52 590</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>20 932</b>	<b>40 356</b>	<b>23 988</b>	<b>19 400</b>	<b>33 236</b>	<b>38 288</b>	<b>21 883</b>	<b>29 245</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	5 324	24 132	40 756	32 148	37 004	12 368	4 371	33 510
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de dette canadiens	-12 824	-14 604	-20 328	-25 052	-10 208	-14 800	-11 559	-17 548
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions de sociétés et fonds mutuels	12 540	21 228	-12 692	-5 320	3 144	21 572	14 326	1 590
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	48 388	44 040	55 160	43 924	41 564	49 044	40 987	46 172
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-32 496	-34 440	-38 908	-26 300	-38 268	-29 896	-26 242	-34 479
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>71 336</b>	<b>84 408</b>	<b>80 268</b>	<b>80 232</b>	<b>84 884</b>	<b>87 940</b>	<b>72 033</b>	<b>82 448</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit à la consommation	25 556	26 528	27 792	28 868	29 920	30 800	25 122	28 277
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	932	8 140	2 236	1 888	5 168	3 856	2 447	4 358
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	44 184	46 188	45 732	46 300	47 840	50 096	42 986	46 515
	...	...	...	...	...	...	...	...
Comptes à payer	664	3 552	4 508	3 176	1 956	3 188	1 478	3 298
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-50 404</b>	<b>-44 052</b>	<b>-56 280</b>	<b>-60 832</b>	<b>-51 648</b>	<b>-49 652</b>	<b>-50 150</b>	<b>-53 203</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-3 572	868	-1 028	3 716	-1 104	-3 876	-408	613
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>375 996</b>	<b>364 336</b>	<b>367 388</b>	<b>379 884</b>	<b>402 076</b>	<b>381 276</b>	<b>350 618</b>	<b>378 421</b>
	5,0	-3,1	0,8	3,4	5,8	-5,2	11,8	7,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	202 700	194 664	197 444	201 864	201 464	207 700	189 357	198 859
	5,3	-4,0	1,4	2,2	-0,2	3,1	11,9	5,0
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 264	13 912	14 156	13 668	13 556	14 908	14 578	13 823
	3,6	-8,9	1,8	-3,4	-0,8	10,0	12,8	-5,2
Ajustement de la valeur des stocks	-1 316	540	-444	-1 376	-5 820	-2 360	-933	-1 775
	...	...	...	...	...	...	...	...
Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	90 372	85 436	85 380	94 588	121 668	89 900	79 331	96 768
	13,2	-5,5	-0,1	10,8	28,6	-26,1	20,1	22,0
Intérêts sur la dette de consommation	14 504	14 968	15 648	16 144	16 416	16 604	14 013	15 794
	2,7	3,2	4,5	3,2	1,7	1,1	10,0	12,7
Intérêts sur la dette publique[3]	54 472	54 816	55 204	54 996	54 792	54 524	54 272	54 952
	0,1	0,6	0,7	-0,4	-0,4	-0,5	-0,6	1,3
<b>Dépenses</b>	<b>266 276</b>	<b>260 860</b>	<b>258 888</b>	<b>260 084</b>	<b>269 652</b>	<b>264 884</b>	<b>248 425</b>	<b>262 371</b>
	7,6	-2,0	-0,8	0,5	3,7	-1,8	8,4	5,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	213 068	206 284	207 236	206 312	208 852	207 624	196 802	207 171
	9,1	-3,2	0,5	-0,4	1,2	-0,6	9,0	5,3
Impôts directs	51 128	49 620	49 420	51 192	55 496	52 860	49 492	51 432
	2,1	-2,9	-0,4	3,6	8,4	-4,7	7,6	3,9
Autres transferts courants	2 080	4 956	2 232	2 580	5 304	4 400	2 131	3 768
	5,7	138,3	-55,0	15,6	105,6	-17,0	-18,1	76,8
<b>Épargne</b>	<b>109 720</b>	<b>103 476</b>	<b>108 500</b>	<b>119 800</b>	<b>132 424</b>	<b>116 392</b>	<b>102 193</b>	<b>116 050</b>
	-1,0	-5,7	4,9	10,4	10,5	-12,1	20,8	13,6
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>227 228</b>	<b>221 980</b>	<b>227 724</b>	<b>240 204</b>	<b>253 900</b>	<b>237 972</b>	<b>217 059</b>	<b>235 952</b>
	0,5	-2,3	2,6	5,5	5,7	-6,3	11,7	8,7
Épargne	109 720	103 476	108 500	119 800	132 424	116 392	102 193	116 050
	-1,0	-5,7	4,9	10,4	10,5	-12,1	20,8	13,6
Provisions pour consommation de capital	114 444	115 500	116 692	117 784	118 608	119 364	111 932	117 146
	1,7	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	4,3	4,7
Transferts nets de capitaux	3 064	3 004	2 532	2 620	2 868	2 216	2 934	2 756
	11,3	-2,0	-15,7	3,5	9,5	-22,7	18,5	-6,1
Moins : Acquisition de capital non financier	158 844	161 216	173 064	173 728	166 408	167 712	154 355	168 604
	0,9	1,5	7,3	0,4	-4,2	0,8	14,1	9,2
<b>Prêt net</b>	<b>68 384</b>	<b>60 764</b>	<b>54 660</b>	<b>66 476</b>	<b>87 492</b>	<b>70 260</b>	<b>62 704</b>	<b>67 348</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>469 300</b>	<b>540 852</b>	<b>460 392</b>	<b>565 544</b>	<b>579 636</b>	<b>531 756</b>	<b>463 862</b>	<b>536 606</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	25 556	26 528	27 792	28 868	29 920	30 800	25 122	28 277
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts bancaires et autres prêts	15 428	27 080	19 932	32 880	32 828	33 544	7 335	28 180
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	65 900	66 232	68 412	69 364	73 560	75 228	60 490	69 392
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	29 228	84 316	-13 940	13 420	42 744	11 368	24 393	31 635
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	60 280	50 700	45 652	57 372	90 280	38 492	66 894	61 001
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	6 696	-2 648	-11 712	-616	8 296	-6 800	17 551	-1 670
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	54 984	66 676	71 912	75 964	98 284	98 692	51 864	78 209
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>413 024</b>	<b>488 268</b>	<b>404 328</b>	<b>502 260</b>	<b>495 892</b>	<b>462 224</b>	<b>398 083</b>	<b>472 687</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	80 224	77 612	83 852	100 872	114 656	127 524	93 312	94 248
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 636	-6 380	11 736	5 580	19 856	20 216	7 880	7 698
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	10 272	52 880	25 932	42 836	41 596	25 836	23 527	40 811
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	57 564	73 772	46 184	68 608	118 692	52 108	64 159	76 814
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	79 888	103 640	50 064	61 936	111 756	61 936	60 272	81 849
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	44 484	39 472	50 644	38 768	36 136	43 224	38 364	41 255
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>56 276</b>	<b>52 584</b>	<b>56 064</b>	<b>63 284</b>	<b>83 744</b>	<b>69 532</b>	<b>65 779</b>	<b>63 919</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	12 108	8 180	-1 404	3 192	3 748	728	-3 075	3 429
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>577 364</b>	<b>579 292</b>	<b>580 264</b>	<b>580 640</b>	<b>589 552</b>	<b>596 672</b>	<b>559 746</b>	<b>582 437</b>
	2,2	0,3	0,2	0,1	1,5	1,2	7,0	4,1
Impôts sur revenus	227 360	230 512	227 920	232 120	242 824	243 796	219 949	233 344
	2,1	1,4	-1,1	1,8	4,6	0,4	8,9	6,1
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	65 868	65 612	67 092	67 440	67 448	68 300	65 340	66 898
	0,2	-0,4	2,3	0,5	0,0	1,3	5,2	2,4
Impôts sur production et importations	175 840	177 896	179 420	175 808	175 868	178 512	173 081	177 248
	0,9	1,2	0,9	-2,0	0,0	1,5	4,7	2,4
Autres transferts courants en provenance des particuliers	10 448	10 576	10 644	10 568	10 668	10 652	10 442	10 614
	-1,6	1,2	0,6	-0,7	0,9	-0,1	3,1	1,6
Revenus de placements	54 520	50 740	50 796	49 756	47 124	49 500	48 446	49 604
	12,5	-6,9	0,1	-2,0	-5,3	5,0	11,8	2,4
Ventes de biens et services[2]	43 328	43 956	44 392	44 948	45 620	45 912	42 488	44 729
	1,0	1,4	1,0	1,3	1,5	0,6	5,6	5,3
<b>Dépenses</b>	<b>531 440</b>	<b>551 884</b>	<b>543 064</b>	<b>550 724</b>	<b>557 160</b>	<b>563 940</b>	<b>524 279</b>	<b>550 708</b>
	0,6	3,8	-1,6	1,4	1,2	1,2	4,2	5,0
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	309 888	321 756	322 112	325 012	329 260	335 180	305 138	324 535
	0,5	3,8	0,1	0,9	1,3	1,8	5,5	6,4
Transferts courants	158 880	167 408	157 852	162 688	164 852	166 080	156 376	163 200
	1,0	5,4	-5,7	3,1	1,3	0,7	4,0	4,4
Intérêts sur la dette publique	62 672	62 720	63 100	63 024	63 048	62 680	62 765	62 973
	-0,2	0,1	0,6	-0,1	0,0	-0,6	-1,7	0,3
<b>Épargne</b>	<b>45 924</b>	<b>27 408</b>	<b>37 200</b>	<b>29 916</b>	<b>32 392</b>	<b>32 732</b>	<b>35 467</b>	<b>31 729</b>
	26,3	-40,3	35,7	-19,6	8,3	1,0	78,8	-10,5
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>68 492</b>	<b>50 352</b>	<b>60 660</b>	<b>53 464</b>	<b>56 388</b>	<b>57 484</b>	<b>57 900</b>	<b>55 216</b>
	16,2	-26,5	20,5	-11,9	5,5	1,9	37,8	-4,6
Épargne	45 924	27 408	37 200	29 916	32 392	32 732	35 467	31 729
	26,3	-40,3	35,7	-19,6	8,3	1,0	78,8	-10,5
Provisions pour consommation de capital	24 640	24 936	25 160	25 396	25 692	26 100	24 425	25 296
	0,6	1,2	0,9	0,9	1,2	1,6	4,9	3,6
Transferts nets de capitaux	-2 072	-1 992	-1 700	-1 848	-1 696	-1 348	-1 992	-1 809
	...	...	...	...	...	...	...	...
Moins : Acquisition de capital non financier	38 332	39 440	40 032	40 552	41 156	41 648	36 323	40 295
	4,1	2,9	1,5	1,3	1,5	1,2	13,1	10,9
<b>Prêt net</b>	<b>30 160</b>	<b>10 912</b>	<b>20 628</b>	<b>12 912</b>	<b>15 232</b>	<b>15 836</b>	<b>21 577</b>	<b>14 921</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>49 160</b>	<b>376</b>	<b>12 004</b>	<b>20 132</b>	<b>52 388</b>	<b>20 916</b>	<b>57 107</b>	<b>21 225</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	1 536	-2 904	5 428	2 212	412	-4 224	2 951	1 287
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	4 076	5 724	-1 352	-744	1 092	188	4 053	1 180
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres canadiens	8 708	-8 596	11 772	20 580	11 552	17 680	21 909	8 827
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	34 840	6 152	-3 844	-1 916	39 332	7 272	28 194	9 931
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>14 440</b>	<b>-11 736</b>	<b>-6 932</b>	<b>11 628</b>	<b>35 828</b>	<b>9 800</b>	<b>35 625</b>	<b>7 197</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 072	1 048	-416	-20	816	-236	1 082	357
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	15 208	6 476	-16 808	-8 096	-148	15 016	6 596	-4 644
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	-13 996	-13 420	-19 364	2 728	-60	-4 276	2 323	-7 529
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	12 156	-5 840	29 656	17 016	35 220	-704	25 624	19 013
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>34 720</b>	<b>12 112</b>	<b>18 936</b>	<b>8 504</b>	<b>16 560</b>	<b>11 116</b>	<b>21 482</b>	<b>14 028</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-4 560	-1 200	1 692	4 408	-1 328	4 720	95	893
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

**Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>554 000</b>	<b>547 032</b>	<b>552 068</b>	<b>564 928</b>	<b>574 236</b>	<b>578 532</b>	<b>534 710</b>	<b>559 566</b>
	3,6	-1,3	0,9	2,3	1,6	0,7	7,3	4,6
Ventes de biens (importations)	397 812	392 492	400 520	411 860	412 692	422 304	388 282	404 391
	1,9	-1,3	2,0	2,8	0,2	2,3	6,9	4,1
Ventes de services (importations)	81 452	81 228	82 616	83 836	85 396	85 784	79 915	83 269
	1,6	-0,3	1,7	1,5	1,9	0,5	3,2	4,2
Intérêts, dividendes et recettes diverses	65 716	61 452	60 376	59 980	64 240	59 148	57 462	61 512
	18,9	-6,5	-1,8	-0,7	7,1	-7,9	14,5	7,0
Transferts courants	9 020	11 860	8 556	9 252	11 908	11 296	9 051	10 394
	1,8	31,5	-27,9	8,1	28,7	-5,1	19,5	14,8
<b>Dépenses</b>	<b>594 580</b>	<b>570 372</b>	<b>566 188</b>	<b>584 156</b>	<b>619 868</b>	<b>608 212</b>	<b>561 477</b>	<b>585 146</b>
	4,5	-4,1	-0,7	3,2	6,1	-1,9	6,7	4,2
Achats de biens (exportations)	478 928	454 464	449 124	457 168	462 028	480 200	451 779	455 696
	4,4	-5,1	-1,2	1,8	1,1	3,9	5,3	0,9
Achats de services (exportations)	69 712	68 104	69 380	69 344	69 212	70 564	68 600	69 010
	1,4	-2,3	1,9	-0,1	-0,2	2,0	3,5	0,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	38 124	37 296	38 556	48 636	78 544	47 336	32 922	50 758
	14,6	-2,2	3,4	26,1	61,5	-39,7	37,7	54,2
Transferts courants	7 816	10 508	9 128	9 008	10 084	10 112	8 176	9 682
	-8,0	34,4	-13,1	-1,3	11,9	0,3	14,3	18,4
<b>Épargne</b>	<b>-40 580</b>	<b>-23 340</b>	<b>-14 120</b>	<b>-19 228</b>	<b>-45 632</b>	<b>-29 680</b>	<b>-26 767</b>	<b>-25 580</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>-44 516</b>	<b>-28 064</b>	<b>-18 424</b>	<b>-23 204</b>	<b>-49 436</b>	<b>-34 420</b>	<b>-32 706</b>	<b>-29 782</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Épargne	-40 580	-23 340	-14 120	-19 228	-45 632	-29 680	-26 767	-25 580
	...	...	...	...	...	...	...	...
Transferts nets de capitaux	-3 936	-4 724	-4 304	-3 976	-3 804	-4 740	-5 939	-4 202
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Prêt net[2]</b>	<b>-44 516</b>	<b>-28 064</b>	<b>-18 424</b>	<b>-23 204</b>	<b>-49 436</b>	<b>-34 420</b>	<b>-32 706</b>	<b>-29 782</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>60 020</b>	<b>130 280</b>	<b>173 808</b>	<b>136 904</b>	<b>73 704</b>	<b>137 552</b>	<b>59 075</b>	<b>128 674</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	8 972	-10 304	40 172	-19 844	5 568	64 716	4 200	3 898
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	-15 244	-11 792	-5 828	-2 888	640	-220	-1 894	-4 967
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	5 560	11 620	10 208	2 700	-15 024	6 988	520	2 376
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	-12 260	1 480	948	33 552	34 836	24 196	-546	17 704
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	6 612	31 584	16 436	2 876	-7 636	-5 616	9 134	10 815
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	66 380	107 692	111 872	120 508	55 320	47 488	47 661	98 848
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : passif</b>	<b>100 612</b>	<b>150 924</b>	<b>192 528</b>	<b>147 860</b>	<b>122 360</b>	<b>168 548</b>	<b>96 186</b>	<b>153 418</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles	4 968	3 060	-380	1 764	-384	5 476	1 655	1 015
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	7 644	13 036	20 328	19 520	7 204	6 912	6 389	15 022
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	620	18 204	-804	21 800	8 720	9 676	-1 915	11 980
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	67 496	78 816	88 576	87 344	110 520	114 160	61 234	91 314
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	19 884	37 808	84 808	17 432	-3 700	32 324	28 823	34 087
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-40 592</b>	<b>-20 644</b>	<b>-18 720</b>	<b>-10 956</b>	<b>-48 656</b>	<b>-30 996</b>	<b>-37 111</b>	<b>-24 744</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-3 924	-7 420	296	-12 248	-780	-3 424	4 405	-5 038
	...	...	...	...	...	...	...	...

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

## Section F

# Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

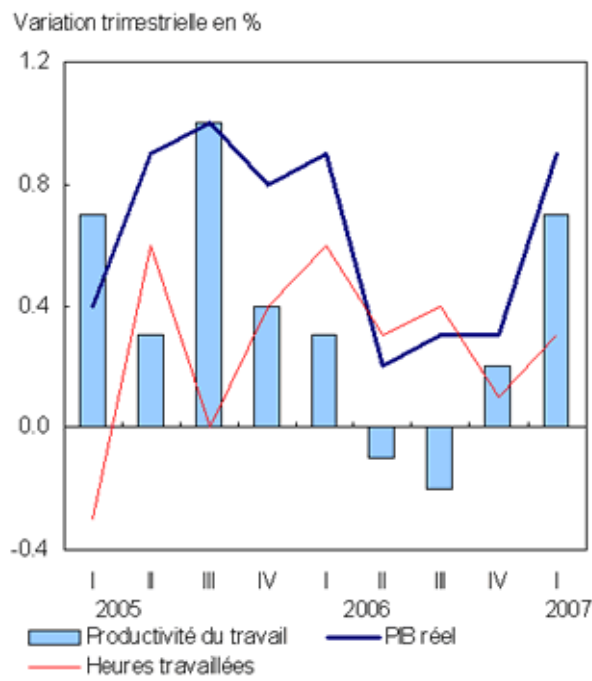
Premier trimestre de 2007

L'année 2007 a commencé sur une bonne note pour la productivité du travail dans les entreprises canadiennes. La croissance trimestrielle de la productivité s'est accélérée entre janvier et mars pour s'établir à 0,7 %, soit à un rythme plus de trois fois supérieur à celui du trimestre précédent (+0,2 %).

Les entreprises canadiennes ont réussi à tripler leur cadence de production par rapport au trimestre précédent, pendant que les heures travaillées consacrées à la production s'accroissaient plus modérément. Ce redressement de la productivité du travail au premier trimestre de 2007 représente la plus forte hausse de cet indicateur depuis celle de 1,0 % enregistrée au troisième trimestre de 2005.

**Graphique F.1**

**La croissance de la productivité dans les entreprises canadiennes s'est accélérée**



### Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux ([www.statcan.ca/cen](http://www.statcan.ca/cen)). Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à [productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca).

### Révisions

Les estimations du premier trimestre 2007 diffusées le 12 juin 2007 incorporent des révisions aux agrégats de la productivité du travail et aux séries sous-jacentes (produit intérieur brut, heures travaillées, coût unitaire de main-d'oeuvre, etc.) de 2003 à 2006. Ces mises à jour sont cohérentes avec la révision annuelle de quatre ans des Comptes nationaux des revenus et dépenses diffusées le 31 mai, 2007. Par contre, les estimations des comptes nationaux du PIB par industrie ne seront pas révisées avant la fin de septembre 2007, (date où les révisions du PIB par industrie seront normalement diffusées) et ainsi ne seront pas incorporées dans les estimations de productivité avant la diffusion des données du troisième trimestre en décembre 2007. En fin de compte, des estimations révisées de la productivité du travail par industrie—incluant les révisions aux estimations par industrie pour le PIB, les heures travaillées, la rémunération du travail et les coûts unitaires du travail—seront seulement disponibles avec la diffusion du troisième trimestre.

**La productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

**La rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

**Le coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

**Le coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Tant le secteur des biens que celui des services ont contribué positivement à la performance globale de la productivité au premier trimestre. Des gains de productivité ont été observés dans la fabrication, la construction, l'agriculture, foresterie, pêche et chasse ainsi que dans le commerce de gros et de détail et le secteur des finances et assurances.

**Gains appréciables de la productivité dans le secteur des biens**

Au premier trimestre de 2007, les gains de productivité des entreprises canadiennes proviennent en grande partie des industries du secteur des biens. La productivité s'est accélérée dans le secteur des biens avec une croissance de 1,4 % au premier trimestre à la suite d'une croissance presque nulle au dernier trimestre de 2006.

La croissance dans la fabrication et dans l'agriculture, la foresterie, la pêche et de la chasse ont contribué positivement à la hausse de la productivité dans le secteur des biens au premier trimestre. Par contre, la productivité dans les industries d'extraction minière, de pétrole et de gaz a continué de diminuer au premier trimestre.

Dans le secteur des services, la productivité s'est accrue de 0,3 % au premier trimestre. Des gains de productivité ont été notés dans le commerce de gros (+2,3 %) et de détail (+1,6 %) ainsi que dans le secteur de la finance et des assurances (+0,6 %), mais qui ont été partiellement annulés par une baisse dans les industries de l'hébergement et de la restauration.

**Nette amélioration des coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le secteur des services**

Après avoir affiché une hausse de 1,3 % au cours de chacun des deux trimestres précédents, la croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes a ralenti pour s'établir à 0,7 % au premier trimestre de 2007. Cette amélioration est principalement attribuable au secteur des services.

En dépit d'une amélioration importante de la productivité, le coût unitaire de main-d'oeuvre dans le secteur des biens a augmenté de 0,9 % durant les trois premiers mois de 2007, soit un rythme identique à celui du trimestre précédent. Presque toutes les industries de ce secteur ont vu leur coût unitaire de main-d'oeuvre s'accroître.

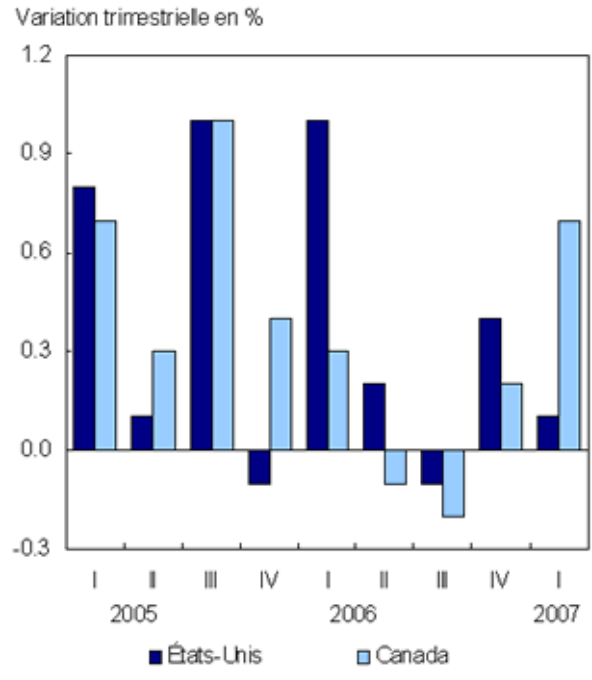
Dans le secteur des services, le coût unitaire de main-d'oeuvre s'est nettement amélioré au premier trimestre, n'affichant que la moitié de la hausse de 1,2 % enregistrée au trimestre précédent. De nettes améliorations ont été observées dans le commerce de gros et de détail, dans le secteur des finances et des assurances ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques.

**La meilleure performance de la productivité au Canada depuis plus d'un an**

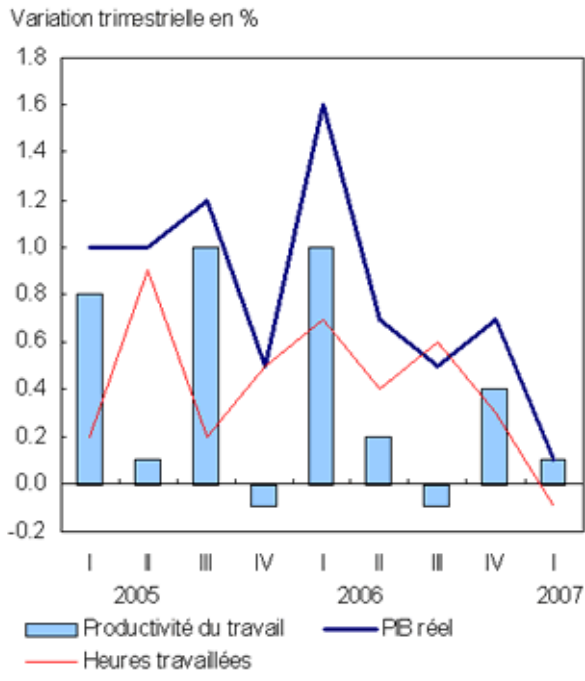
En raison d'une croissance beaucoup plus forte de la production au Canada, la productivité dans les entreprises canadiennes s'est accrue plus rapidement que dans les entreprises américaines au cours des trois premiers mois de 2007.

**Graphique F.2**

**La croissance de la productivité canadienne surpasse de beaucoup celle des États-Unis au premier trimestre**

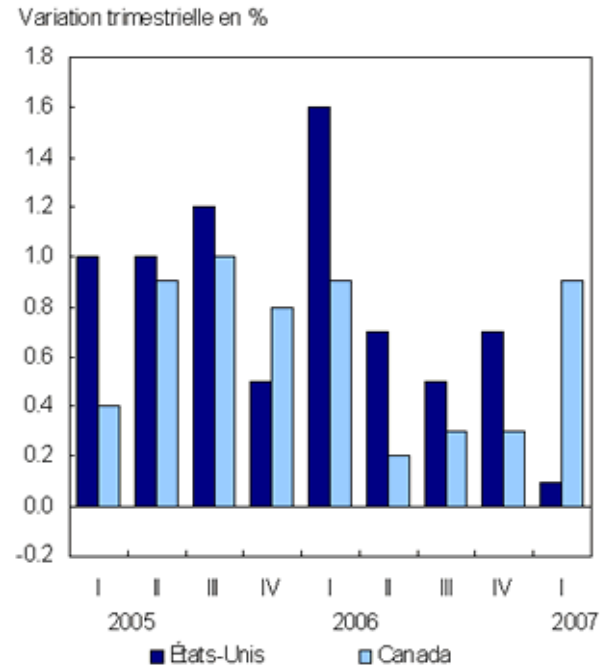


Pour les entreprises américaines, la croissance de la productivité trimestrielle a été plutôt anémique. Avec un ralentissement de l'activité économique, la productivité n'a avancé que de 0,1 % au premier trimestre, soit un net ralentissement par rapport au trois derniers mois de 2006. Pour la première fois depuis un peu plus d'une année, la croissance du PIB dans les entreprises américaines était inférieure à celle des entreprises canadiennes au premier trimestre.

**Graphique F.3**
**La productivité dans les entreprises américaines ralentit**


Au Canada, le PIB réel a augmenté de 0,9 % dans les entreprises au premier trimestre de 2007, soit un rythme trois fois plus rapide qu'au trimestre précédent (+0,3 %). Il s'agit de la plus forte expansion trimestrielle en un an.

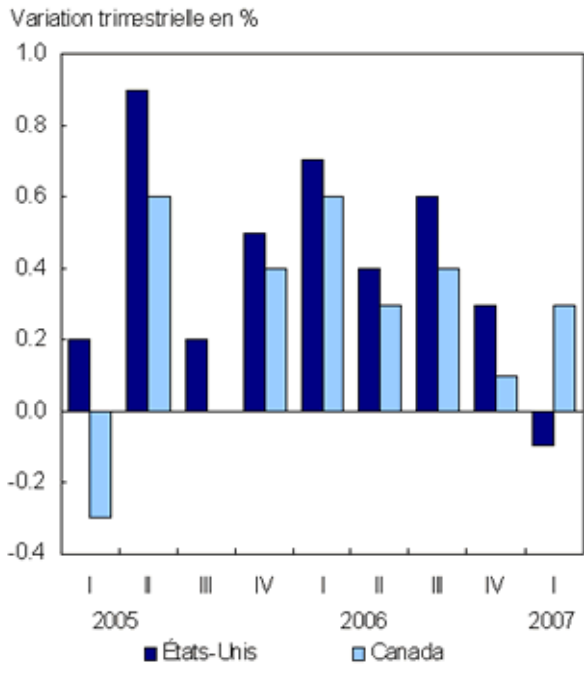
Les dépenses personnelles en biens et services ont continué d'alimenter l'économie, ayant légèrement augmenté de 1,0 % contre +0,9 % au trimestre précédent. L'accumulation des stocks des entreprises qui découle d'une production accrue a également contribué positivement à la croissance trimestrielle du PIB canadien.

**Graphique F.4**
**La croissance du PIB des entreprises accélère au Canada, pendant qu'elle ralentit nettement aux États-Unis**


Le PIB américain n'a avancé que de 0,1 % au premier trimestre, soit un net ralentissement par rapport à la hausse de 0,7 % enregistrée lors des trois derniers mois de 2006. Il faut remonter au dernier trimestre 2002, juste avant le début de la guerre en Irak, pour observer une progression aussi faible (+0,1 %).

Le volume d'heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes a augmenté de 0,3 % au premier trimestre, soit une augmentation légèrement supérieure à celle enregistrée au trimestre précédent (+0,1 %). La majorité de la progression des heures travaillées observée entre janvier et mars est survenue dans le travail à temps partiel.

**Graphique F.5**  
**Les heures travaillées augmentent légèrement au Canada, alors qu'elles diminuent aux États-Unis**



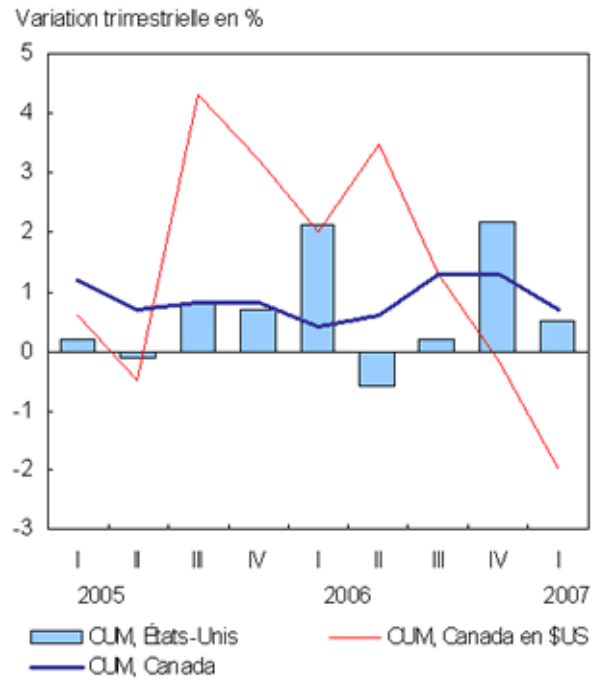
L'évolution des heures travaillées aux États-Unis a contrasté avec celle du Canada au cours des deux derniers trimestres. Plus précisément, le volume d'heures travaillées dans les entreprises américaines a diminué au premier trimestre, après avoir connu une hausse de 0,3 % au quatrième trimestre 2006. Le volume d'heures travaillées a connu une décélération graduelle depuis le troisième trimestre de 2006.

**Les coûts unitaires de main-d'œuvre ont ralenti dans les deux pays**

Bien qu'il ait nettement ralenti dans les deux pays, le coût unitaire de main-d'œuvre a augmenté plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis au premier trimestre, lorsque ce coût est mesuré selon les monnaies nationales respectives.

Le coût du travail par unité de production des entreprises canadiennes a grimpé de 0,7 % au premier trimestre, comparativement à 1,3 % au trimestre précédent. Cette forte amélioration est attribuable à l'accélération de la productivité et au ralentissement de la croissance de la rémunération horaire qui est passé de 1,7 % au dernier trimestre de 2006 à 1,4 % au premier trimestre. Du côté des entreprises américaines, le coût unitaire de main-d'œuvre n'a crû que de 0,5 % au premier trimestre. Il s'agit d'une décélération nette par rapport à l'augmentation de 2,2 % enregistrée au cours des trois mois précédents.

**Graphique F.6**  
**Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US reculent nettement**



Cependant, la position concurrentielle devient avantageuse pour les entreprises canadiennes lorsqu'on ajuste le coût unitaire du travail en fonction du taux de change. Au premier trimestre, le dollar canadien s'est déprécié de 2,8 % par rapport à la devise américaine, ce qui s'est traduit par une importante baisse de 2,0 % du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien exprimé en dollars américains. Cela représente un deuxième recul trimestriel consécutif de cet indicateur.

**Les révisions récentes des chiffres de productivité au Canada ont eu peu d'impact sur l'écart Canada/États-Unis**

Dans l'ensemble, les révisions de 2003 à 2006 ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance de la productivité du travail au Canada pour 2004 et 2006 et de l'augmenter pour 2003 et 2005. L'ampleur des révisions oscillait entre -0,3 % et 0,4 %. Par exemple, pour 2006 la croissance de la productivité dans les entreprises canadiennes a été révisée à la baisse de 1,2 % à 1,0 %. Pour 2005, la productivité a été révisée à la hausse de 2,1 % à 2,5 %.

**Tableau F.0 Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision**

	Canada		États-Unis
	Avant révision	Après révision	
	variation annuelle en %		
1981-2006	1,5	1,5	2,2
1981-2000	1,6	1,6	1,9
2000-2006	1,0	1,0	2,9
2003	0,0	0,3	3,8
2004	0,3	0,0	3,1
2005	2,1	2,5	2,1
2006	1,2	1,0	1,7

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics, dans *NEWS*, Productivity and Costs - premier trimestre de 2007 qui a paru le 6 juin.

Ces révisions ont eu tendance à s'annuler l'une par rapport à l'autre. L'ampleur de ces révisions n'a donc eu aucun effet sur l'écart moyen de productivité entre le Canada et les États-Unis durant la période suivant l'année 2000. Par contre, pour la première fois depuis 2000, la croissance de la productivité dans les entreprises américaines pour l'année 2005 est maintenant inférieure à celle des entreprises canadiennes.

**Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	0,4	0,3	-0,1	-0,2	0,2	0,7
PIB réel	0,8	0,9	0,2	0,3	0,3	0,9
Heures travaillées	0,4	0,6	0,3	0,4	0,1	0,3
Rémunération horaire	1,2	0,7	0,5	1,0	1,7	1,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,8	0,4	0,6	1,3	1,3	0,7
Taux de change[2]	-2,4	-1,5	-2,8	-0,1	1,6	2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	3,2	2,0	3,5	1,3	-0,2	-2,0
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	-0,1	1,0	0,2	-0,1	0,4	0,1
PIB réel	0,5	1,6	0,7	0,5	0,7	0,1
Heures travaillées	0,5	0,7	0,4	0,6	0,3	-0,1
Rémunération horaire	0,6	3,1	-0,4	0,2	2,5	0,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,7	2,1	-0,6	0,2	2,2	0,5
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	2,5	2,0	1,7	0,4	0,2	0,6
PIB réel	3,2	3,7	3,0	2,2	1,7	1,8
Heures travaillées	0,8	1,6	1,4	1,8	1,5	1,2
Rémunération horaire	6,0	4,8	4,3	3,5	3,9	4,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,5	2,7	2,6	3,1	3,7	4,0
Taux de change[2]	-4,0	-5,9	-9,7	-6,7	-2,8	1,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	7,6	9,2	13,7	10,4	6,8	2,6
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	2,0	2,1	2,2	1,1	1,5	0,7
PIB réel	3,7	4,4	4,0	3,3	3,5	2,0
Heures travaillées	1,7	2,3	1,8	2,2	2,0	1,3
Rémunération horaire	3,6	5,7	5,2	3,6	5,5	3,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	3,5	2,9	2,5	3,9	2,2
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	1,7	1,0	-0,3	-0,7	0,7	2,8
PIB réel	3,3	3,6	0,9	1,2	1,2	3,8
Heures travaillées	1,7	2,4	1,4	1,7	0,3	1,4
Rémunération horaire	4,9	2,7	2,1	4,2	6,8	5,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,2	1,7	2,4	5,2	5,5	3,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	13,3	8,4	14,8	5,4	-0,8	-7,7
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	-0,2	3,8	1,0	-0,3	1,5	0,5
PIB réel	1,8	6,7	2,7	1,9	2,9	0,4
Heures travaillées	2,1	2,8	1,7	2,2	1,4	-0,1
Rémunération horaire	2,7	12,9	-1,6	0,9	10,4	2,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,9	8,8	-2,6	1,2	8,8	1,9

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

**Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,4	0,6	0,3	0,2	0,6	0,9
Heures travaillées	0,4	0,6	0,3	0,4	0,1	0,3
Heures moyennes	0,0	0,0	0,1	0,3	-0,5	-0,6
Part du travail[2]	-0,7	1,0	0,0	0,8	1,4	-0,8
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,4	0,7	0,4	0,2	0,4	0,2
Heures travaillées	0,5	0,7	0,4	0,6	0,3	-0,1
Heures moyennes	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,0	-0,3
Part du travail[2]	0,0	1,4	-1,4	0,0	1,9	-0,4
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	1,5	2,0	1,4	1,4	1,6	1,9
Heures travaillées	0,8	1,6	1,4	1,8	1,5	1,2
Heures moyennes	-0,8	-0,3	0,0	0,4	-0,1	-0,7
Part du travail[2]	-1,2	-0,6	-0,7	1,1	3,4	1,5
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	1,7	2,0	1,8	1,8	1,8	1,2
Heures travaillées	1,7	2,3	1,8	2,2	2,0	1,3
Heures moyennes	0,1	0,3	0,0	0,3	0,2	0,0
Part du travail[2]	-1,3	0,6	-0,1	0,0	1,9	0,0
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	1,7	2,4	1,0	0,7	2,3	3,7
Heures travaillées	1,7	2,4	1,4	1,7	0,3	1,4
Heures moyennes	0,0	0,0	0,4	1,2	-2,0	-2,4
Part du travail[2]	-2,9	4,3	0,0	3,4	5,9	-3,2
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	1,7	3,0	1,7	1,0	1,6	0,7
Heures travaillées	2,1	2,8	1,7	2,2	1,4	-0,1
Heures moyennes	0,4	-0,4	0,0	1,2	0,0	-1,2
Part du travail[2]	0,0	5,9	-5,6	0,0	7,6	-1,6

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1]

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées (1997 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>117,3</b>	<b>117,3</b>	<b>116,0</b>	<b>115,6</b>	<b>115,7</b>	<b>117,3</b>	<b>116,0</b>	<b>116,2</b>
	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	157,0	159,1	157,1	153,9	159,7	167,5	156,9	157,5
	<i>-1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,3</i>	<i>-2,0</i>	<i>3,8</i>	<i>4,9</i>	<i>3,8</i>	<i>0,4</i>
Construction	113,0	115,0	116,5	116,6	117,4	118,1	112,4	116,4
	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>3,5</i>
Fabrication	121,0	120,8	118,6	117,5	118,2	119,5	118,7	118,8
	<i>1,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>3,6</i>	<i>0,0</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>116,9</b>	<b>117,6</b>	<b>118,0</b>	<b>118,5</b>	<b>118,3</b>	<b>118,7</b>	<b>115,7</b>	<b>118,1</b>
	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>
Commerce de gros	136,6	139,4	141,8	143,1	142,0	145,3	132,1	141,6
	<i>2,4</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>7,4</i>	<i>7,2</i>
Commerce de détail	126,7	129,5	130,7	131,5	130,6	132,7	125,4	130,6
	<i>1,1</i>	<i>2,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>	<i>4,1</i>
Transport et entreposage	114,2	113,3	112,9	112,2	112,9	112,5	112,0	112,8
	<i>1,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>4,0</i>	<i>0,7</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	123,0	123,9	123,8	123,8	123,7	122,0	119,6	123,8
	<i>-0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>4,5</i>	<i>3,5</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	106,2	106,8	108,4	109,8	110,8	111,5	108,1	109,0
	<i>-1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,8</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	118,1	117,9	118,1	117,4	117,6	117,1	117,8	117,8
	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	96,7	97,3	98,5	98,4	98,3	99,1	96,2	98,1
	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>
Hébergement et services de restauration	114,3	115,8	113,6	114,4	116,4	113,6	112,9	115,1
	<i>0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>
Autres services commerciaux	110,6	109,6	108,6	108,1	107,9	107,6	109,7	108,6
	<i>0,3</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,4</i>	<i>-1,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1]

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>112,8</b>	<b>113,3</b>	<b>115,0</b>	<b>116,5</b>	<b>117,6</b>	<b>118,7</b>	<b>112,7</b>	<b>115,6</b>
	<b>-0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,5</b>	<b>2,6</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	100,4	101,7	97,8	97,4	94,8	96,2	100,3	97,9
	2,9	1,3	-3,8	-0,4	-2,7	1,5	-7,6	-2,4
Construction	106,5	103,3	104,1	105,5	105,0	106,3	105,9	104,5
	-1,0	-3,0	0,8	1,3	-0,5	1,2	2,5	-1,4
Fabrication	107,0	107,8	109,4	111,1	112,3	113,2	107,5	110,2
	-0,8	0,7	1,5	1,6	1,1	0,8	0,2	2,5
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>115,4</b>	<b>115,8</b>	<b>115,8</b>	<b>116,2</b>	<b>117,6</b>	<b>118,3</b>	<b>113,8</b>	<b>116,4</b>
	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>0,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>
Commerce de gros	95,7	93,9	92,2	92,8	95,7	96,3	95,3	93,7
	0,5	-1,9	-1,8	0,7	3,1	0,6	-1,6	-1,7
Commerce de détail	105,8	102,9	103,5	101,8	101,6	100,7	103,9	102,5
	1,1	-2,7	0,6	-1,6	-0,2	-0,9	1,5	-1,3
Transport et entreposage	112,2	111,9	111,3	111,2	113,1	114,7	112,0	111,9
	0,2	-0,3	-0,5	-0,1	1,7	1,4	0,9	-0,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	111,9	112,7	113,9	114,4	116,2	116,2	109,2	114,3
	3,1	0,7	1,1	0,4	1,6	0,0	2,3	4,6
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	120,3	121,2	123,0	122,8	124,1	124,7	117,8	122,8
	1,1	0,7	1,5	-0,2	1,1	0,5	4,6	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	121,7	123,8	123,1	127,5	128,8	129,2	120,6	125,8
	0,4	1,7	-0,6	3,6	1,0	0,3	2,4	4,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	130,8	131,3	131,1	134,1	136,6	139,4	129,8	133,3
	0,4	0,4	-0,2	2,3	1,9	2,0	3,4	2,7
Hébergement et services de restauration	126,8	127,4	127,9	126,3	125,4	126,8	122,7	126,8
	-1,9	0,5	0,4	-1,3	-0,7	1,1	6,9	3,3
Autres services commerciaux	124,8	129,6	130,6	131,5	132,9	134,7	123,4	131,2
	0,9	3,8	0,8	0,7	1,1	1,4	4,4	6,3

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

## Section G

# Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre de 2007

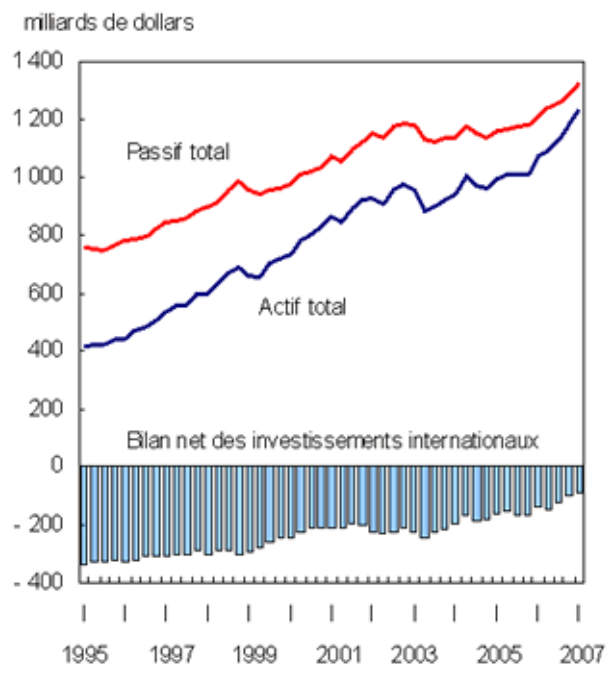
Le passif net du Canada envers l'étranger a suivi sa tendance à long terme et a diminué au cours des trois premiers mois de 2007, étant donné que l'actif international a augmenté plus rapidement que le passif envers l'étranger.

Par conséquent, le passif net envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers du Canada, a atteint 92,2 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, en baisse de 6,8 milliards de dollars comparativement à la fin de 2006.

La valeur de l'actif international s'élevait à 1 230,7 milliards de dollars, en hausse de 3,4 % comparativement à la fin de 2006. Des accroissements dans les avoirs canadiens en obligations étrangères expliquent près de 40 % de cette augmentation. Des hausses appréciables dans les investissements directs canadiens à l'étranger et dans les avoirs de réserves ont aussi contribué à cette augmentation.

Par ailleurs, le passif international a atteint 1 322,9 milliards de dollars, en hausse de 2,6 % comparativement au trimestre précédent. La progression est principalement attribuable à l'augmentation des investissements directs étrangers au Canada et à la croissance du passif-dépôts.

**Graphique G.1**  
**Bilan des investissements internationaux du Canada**



En proportion de son produit intérieur brut, le passif net du Canada envers l'étranger à la fin de mars n'avait jamais été aussi bas, s'étant établi à 6,2 %, comparativement à 6,8 % au trimestre précédent et à 17,6 % à la fin de 2003.

L'écart entre l'actif et le passif internationaux du Canada a continué de se rétrécir. À la fin de mars, l'actif international du Canada représentait 93 % de son passif étranger, soit le ratio le plus élevé jamais enregistré. Ce ratio a augmenté progressivement depuis la fin de 1993, où il n'était que de 50 %. La diminution des avoirs des non-résidents en obligations du gouvernement fédéral, en raison du remboursement de la dette de ce dernier et de forts investissements en valeurs mobilières étrangères ont contribué à ce changement.

### Note aux lecteurs

#### Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

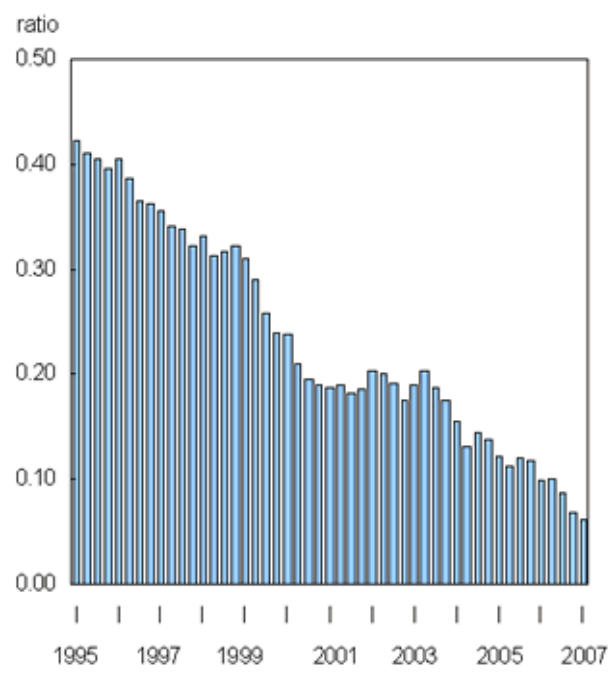
Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Au cours du premier trimestre, le dollar canadien est resté stable comparativement aux principales devises étrangères. Il a gagné 0,9 % par rapport au dollar américain et 0,4 % par rapport à la livre sterling. Cependant, il a perdu 0,4 % par rapport à l'euro et 0,1 % par rapport au yen japonais. Dans l'ensemble, la variation du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises étrangères a fait baisser l'actif international du Canada de 6,3 milliards de dollars et le passif du Canada de 3,2 milliards de dollars.

En général, un dollar canadien fort a un effet négatif sur l'actif international. Au cours des derniers trimestres, le dollar canadien s'est nettement apprécié, mais une amélioration de l'actif net en raison des transactions a largement contrebalancé cet effet.

### Graphique G.2

#### Passif international net du Canada par rapport au PIB



#### Actif : forte hausse des avoirs canadiens en obligations étrangères

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont augmenté de 12,5 % et sont passés à 144,5 milliards de dollars en raison de forts achats par les Canadiens au cours du trimestre, lesquels ont porté principalement sur des obligations feuille d'érable. Il s'agit d'un dixième trimestre consécutif de croissance d'au moins 8 %. Au cours de cette période, les avoirs en obligations étrangères, en tant que proportion de l'actif international ont doublé, passant de 6 % à 12 %.

Les avoirs en actions étrangères ont atteint 218,4 milliards de dollars, en hausse de 2,2 milliards de dollars comparativement à la fin de 2006. Les actions américaines ont constitué environ la moitié de

l'augmentation. Parallèlement, les avoirs canadiens en instruments du marché monétaire étrangers sont demeurés stables, s'étant chiffrés à 20,1 milliards de dollars.

Stimulés par ces augmentations, les investissements de portefeuille canadiens totaux à l'étranger (les avoirs en actions, en obligations et en instruments du marché monétaire) ont atteint 383,0 milliards de dollars à la fin de mars et représentaient 31 % de l'actif international du Canada.

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 532,0 milliards de dollars à la fin de mars, en hausse de 8,7 milliards de dollars comparativement à la fin de décembre. Cette augmentation est attribuable en grande partie aux injections de fonds de roulement dans les sociétés affiliées à l'étranger en exploitation.

Les réserves internationales officielles ont atteint leur niveau le plus élevé en trois ans, soit 45,5 milliards de dollars.

#### Passif : augmentation des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada se sont accrus de 12,4 milliards de dollars pour atteindre 461,3 milliards de dollars à la fin de mars. Pour un troisième trimestre consécutif, les investisseurs directs étrangers ont augmenté leur position au Canada, surtout par l'acquisition de sociétés canadiennes.

Les investissements directs étrangers en provenance des États-Unis se sont établis à 281,0 milliards de dollars, en hausse de 7,3 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, tandis que les investissements directs étrangers en provenance de tous les autres pays se sont élevés à 180,3 milliards de dollars.

Les avoirs étrangers de titres canadiens (les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire) ont augmenté légèrement au cours du premier trimestre. Ils se sont chiffrés à 542,8 milliards de dollars, en hausse de 1,1 milliard de dollars, et ils représentaient 41 % du passif international total.

Peu de variations pour chaque type de titre pris individuellement ont été enregistrées. Ainsi, les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont atteint 407,8 milliards de dollars, en hausse de 3,2 milliards de dollars comparativement à la fin de décembre. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des avoirs en obligations de sociétés.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes ont diminué légèrement pour se situer à 111,3 milliards de dollars à la fin du trimestre. Les investisseurs américains possédaient la plus grande partie de ces avoirs. Parallèlement, les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadiens avaient reculé de moins d'un milliard de dollars pour se chiffrer à 23,7 milliards de dollars.

Enfin, le passif-dépôts canadien envers les non-résidents a augmenté de 19,4 milliards de dollars pour atteindre 246,5 milliards de dollars.

**Baisse du passif net étranger envers les États-Unis**

Les investisseurs américains possédaient encore de loin la portion la plus élevée du passif net du Canada envers l'étranger. À la fin de 2006, le passif net du Canada envers les États-Unis s'établissait à 217,2 milliards de dollars, en baisse comparativement aux 233,6 milliards de dollars enregistrés l'année précédente.

Les pays de l'Union européenne (UE) ont perdu de l'importance à titre de créanciers nets du Canada. Le passif net du Canada envers l'UE n'était que de 8,9 milliards de dollars à la fin de 2006, en baisse comparativement aux 37,1 milliards de dollars inscrits l'année précédente. Pour la première fois, le Canada est sur le point d'avoir un bilan positif avec les pays européens. L'actif net du Canada avec tous les autres pays a augmenté pour se chiffrer à 127,1 milliards de dollars. Depuis 1998, le Canada a un actif net avec ce groupe de pays, lequel exclut les pays de l'UE et les États-Unis.

**Graphique G.3**  
**Bilan des investissements internationaux du Canada, par zone géographique**

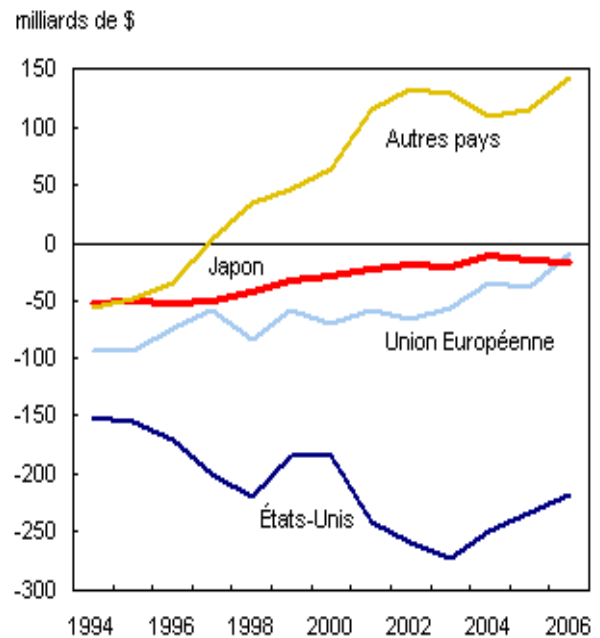


Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	459 606	468 635	468 500	480 635	523 260	531 967	459 606	523 260
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	82 276	93 361	103 207	112 763	128 505	144 451	82 276	128 505
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>88 744</i>	<i>98 875</i>	<i>108 378</i>	<i>121 474</i>	<i>138 171</i>	<i>155 489</i>	<i>88 744</i>	<i>138 171</i>
Actions étrangères	197 082	201 897	200 794	202 720	216 194	218 400	197 082	216 194
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>445 564</i>	<i>481 446</i>	<i>464 047</i>	<i>491 609</i>	<i>559 671</i>	<i>573 795</i>	<i>445 564</i>	<i>559 671</i>
Marché monétaire étranger	13 055	14 122	12 916	17 870	19 966	20 128	13 055	19 966
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>13 108</i>	<i>14 166</i>	<i>12 964</i>	<i>17 941</i>	<i>20 062</i>	<i>20 195</i>	<i>13 108</i>	<i>20 062</i>
Autres investissements								
Prêts	45 957	60 356	63 556	71 298	72 360	76 882	45 957	72 360
Dépôts	120 813	135 203	147 845	152 119	131 427	134 589	120 813	131 427
Réserves internationales	38 030	42 149	40 301	40 131	40 959	45 507	38 030	40 959
<i>Réserves internationales à la valeur marchande</i>	<i>38 400</i>	<i>42 088</i>	<i>40 089</i>	<i>40 256</i>	<i>40 862</i>	<i>45 386</i>	<i>38 400</i>	<i>40 862</i>
Autres actifs	56 605	57 548	55 864	57 287	57 758	58 773	56 605	57 758
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 013 424	1 073 271	1 092 983	1 134 822	1 190 429	1 230 697	1 013 424	1 190 429
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 268 797</i>	<i>1 358 317</i>	<i>1 361 243</i>	<i>1 432 619</i>	<i>1 543 571</i>	<i>1 597 076</i>	<i>1 268 797</i>	<i>1 543 571</i>
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	407 610	419 321	423 498	435 328	448 858	461 271	407 610	448 858
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	380 818	382 566	374 022	379 586	404 590	407 807	380 818	404 590
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>408 768</i>	<i>404 576</i>	<i>387 896</i>	<i>404 346</i>	<i>430 163</i>	<i>430 619</i>	<i>408 768</i>	<i>430 163</i>
Actions canadiennes	105 818	108 519	112 513	112 428	112 571	111 266	105 818	112 571
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>318 934</i>	<i>350 676</i>	<i>346 754</i>	<i>351 733</i>	<i>379 482</i>	<i>387 504</i>	<i>318 934</i>	<i>379 482</i>
Marché monétaire canadien	20 783	22 868	27 059	25 931	24 515	23 730	20 783	24 515
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>20 899</i>	<i>22 997</i>	<i>27 242</i>	<i>26 136</i>	<i>24 716</i>	<i>23 952</i>	<i>20 899</i>	<i>24 716</i>
Autres investissements								
Emprunts	41 645	43 555	45 529	50 013	49 508	49 633	41 645	49 508
Dépôts	201 025	213 699	234 571	235 692	227 149	246 524	201 025	227 149
Autres passifs	22 156	22 500	21 915	21 674	22 225	22 667	22 156	22 225
Total du passif								
à la valeur comptable	1 179 855	1 213 028	1 239 107	1 260 652	1 289 417	1 322 898	1 179 855	1 289 417
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 421 037</i>	<i>1 477 324</i>	<i>1 487 405</i>	<i>1 524 922</i>	<i>1 582 101</i>	<i>1 622 170</i>	<i>1 421 037</i>	<i>1 582 101</i>
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>								
à la valeur comptable	-166 431	-139 757	-146 124	-125 829	-98 988	-92 201	-166 431	-98 988
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-152 240</i>	<i>-119 007</i>	<i>-126 162</i>	<i>-92 303</i>	<i>-38 530</i>	<i>-25 094</i>	<i>-152 240</i>	<i>-38 530</i>

## Section H

# Comptes du bilan national

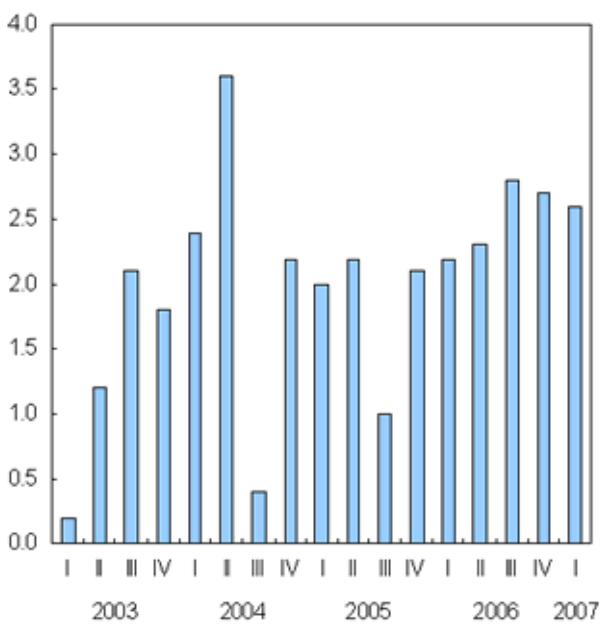
Premier trimestre de 2007

À la fin du premier trimestre, la valeur nette nationale atteignait 5,3 billions de dollars, ce qui représente 159 900 \$ par habitant. La valeur nette nationale a augmenté de 134 milliards de dollars (+2,6 %) au premier trimestre, soit à un rythme légèrement inférieur à celui des deux trimestres précédents.

### Graphique H.1

#### La croissance de la valeur nette nationale repose sur le secteur immobilier

Variation en %, données non désaisonnalisées



La croissance du patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie) s'est accélérée, ayant atteint 2,3 %. Cela reflète la croissance économique plus vigoureuse au cours du trimestre, ainsi que de l'augmentation des prix de certains actifs non financiers. L'immobilier résidentiel a continué de jouer un rôle de premier plan dans la croissance du patrimoine national, représentant environ la moitié de la hausse.

L'augmentation de la valeur nette nationale continue d'être alimentée par la diminution de la dette extérieure nette des Canadiens (dont les titres négociables sont calculés selon la valeur marchande). La croissance des actifs canadiens à l'étranger, et plus particulièrement les investissements de portefeuille, a été supérieure à celle de la dette des Canadiens envers les non-résidents.

#### La valeur nette des ménages continue de progresser

La valeur nette des ménages a augmenté de 2,3 % au premier trimestre, en baisse comparativement à la hausse importante du quatrième trimestre. Les hausses de la valeur des titres ont été à l'origine d'environ la moitié de l'augmentation de la valeur des actifs financiers, alimentées par la croissance soutenue de la valeur des biens immobiliers résidentiels. La Bourse de Toronto a terminé le trimestre en mars, l'indice composite Standard and Poor's/Bourse de Toronto s'étant situé juste au dessus de 13 100 points.

La valeur des biens immobiliers résidentiels a continué d'augmenter et a été à l'origine de la majorité de la hausse des actifs non financiers. Cela témoigne de leur importance relative dans les actifs des ménages, ainsi que de la remontée des prix des logements et des marchés de la revente au premier trimestre.

#### Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des créances financières. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers (actifs produits, terrains entourant les bâtiments et terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine national moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'épargne nationale représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent la variation des prix des actions, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont affectées à partir du premier trimestre de 1990. On dispose d'estimations établies selon la valeur marchande depuis juin 2004. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consulter la page *Estimations du bilan à la valeur marchande* de notre site web.

Les données du présent communiqué ont été révisées pour la période allant de 2003 à 2006.

Certaines séries ont été révisées au-delà de la période de révision habituelle, y compris la valeur marchande des obligations fédérales pour certaines années dans les années 1990 et les estimations des ressources naturelles à partir de 1961 (tableau CANSIM 378-0005), reflétant des mises à jour de la Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation a continué d'augmenter. La croissance de la dette des ménages est restée supérieure à celle du revenu personnel disponible. Toutefois, l'augmentation de la valeur des actifs, tant financiers que non financiers, au premier trimestre a réduit le ratio de la dette des ménages à leur valeur nette pour atteindre 17,5 %, en baisse comparativement à 17,6 % au quatrième trimestre.

### Graphique H.2

#### Le ratio d'endettement des ménages continue de diminuer



#### La dette et le ratio d'endettement des entreprises augmentent légèrement

En raison de la réduction des bénéfices non répartis, la demande de fonds d'emprunt des sociétés a crû au premier trimestre. L'endettement des sociétés non financières privées s'est accru sur le marché du crédit, tout comme la valeur nette, ce qui fait que l'endettement (à la valeur comptable) a légèrement augmenté au premier trimestre.

#### Le ratio de la dette nette des administrations publiques et du produit intérieur brut continue de diminuer

L'excédent enregistré par tous les ordres de l'administration publique a crû pour un deuxième trimestre consécutif, et les augmentations des actifs financiers, qui ont plus que contrebalancé les hausses des passifs financiers, ont fait en sorte que la dette nette des administrations publiques (le total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) a diminué pour un 12<sup>e</sup> trimestre consécutif. La dette nette des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) a encore diminué, représentant moins de la moitié du PIB, comparativement à presque 90 % il y a dix ans.

**Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]**

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
<b>Valeur nette nationale</b>								
Patrimoine national	4 794 1,6	4 863 1,4	4 978 2,4	5 079 2,0	5 157 1,5	5 278 2,3	4 794 6,9	5 157 7,6
Dettes nettes extérieures	-152 ...	-119 ...	-126 ...	-92 ...	-38 ...	-25 ...	-152 ...	-38 ...
Valeur nette nationale	4 642 2,1	4 744 2,2	4 852 2,3	4 987 2,8	5 119 2,6	5 253 2,6	4 642 7,5	5 119 10,3
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	143 000 1,9	145 900 2,0	148 700 1,9	152 400 2,5	156 200 2,5	159 900 2,4	143 000 6,4	156 200 9,2

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Total des actifs</b>	<b>15 265 125</b>	<b>15 668 595</b>	<b>15 831 119</b>	<b>16 176 314</b>	<b>16 713 938</b>	<b>17 097 490</b>	<b>15 265 125</b>	<b>16 713 938</b>
Actifs non financiers	4 794 042	4 862 553	4 978 126	5 079 134	5 157 467	5 277 787	4 794 042	5 157 467
Immeubles résidentiels	1 314 745	1 351 097	1 396 461	1 436 971	1 465 798	1 493 389	1 314 745	1 465 798
Construction non résidentielle	1 131 290	1 122 534	1 134 659	1 150 708	1 165 960	1 192 272	1 131 290	1 165 960
Machines et matériel	413 633	415 396	419 098	423 775	429 636	446 421	413 633	429 636
Biens de consommation durables	374 978	376 377	379 022	379 953	386 824	387 762	374 978	386 824
Stocks	206 397	210 164	211 411	218 399	215 949	220 447	206 397	215 949
Terrains	1 352 999	1 386 985	1 437 475	1 469 328	1 493 300	1 537 496	1 352 999	1 493 300
Actifs financiers nets	-152 490	-118 817	-125 767	-92 224	-38 233	-24 752	-152 490	-38 233
Actifs financiers	10 471 083	10 806 042	10 852 993	11 097 180	11 556 471	11 819 703	10 471 083	11 556 471
Réserves officielles	38 029	42 149	40 301	40 130	40 960	45 508	38 029	40 960
Or et devises étrangères	35 357	39 865	38 033	37 860	38 867	43 547	35 357	38 867
Position de réserve au FMI	1 629	1 213	1 219	1 218	970	834	1 629	970
Droits de tirage spéciaux	1 043	1 071	1 049	1 052	1 123	1 127	1 043	1 123
Argent et dépôts bancaires	856 234	876 247	889 827	907 028	919 320	923 343	856 234	919 320
Autres dépôts	210 475	211 807	218 536	221 349	225 308	227 869	210 475	225 308
Devises et dépôts étrangers	107 659	116 938	107 362	123 750	137 908	148 800	107 659	137 908
Crédit à la consommation	273 869	278 254	287 155	295 291	302 103	306 115	273 869	302 103
Comptes à recevoir	254 173	257 919	259 145	260 901	263 727	266 503	254 173	263 727
Prêts bancaires	216 670	224 152	230 660	231 522	233 352	244 395	216 670	233 352
Autres prêts	219 123	223 677	223 543	225 771	233 575	234 067	219 123	233 575
Effets à court terme, Canada	120 159	122 768	109 859	109 471	113 158	124 291	120 159	113 158
Autres effets à court terme	175 390	185 706	194 725	201 766	214 354	219 436	175 390	214 354
Hypothèques	748 525	760 600	779 866	799 973	816 121	829 658	748 525	816 121
Obligations fédérales (dont les OÉC)	273 451	270 074	266 802	271 376	264 057	259 654	273 451	264 057
Obligations provinciales	307 675	308 271	302 500	303 300	302 988	303 172	307 675	302 988
Obligations municipales	37 745	38 275	37 975	39 891	39 759	40 340	37 745	39 759
Autres obligations	427 744	442 082	443 962	454 081	485 922	494 169	427 744	485 922
Assurances-vie et rentes	1 269 192	1 307 661	1 301 870	1 335 293	1 396 073	1 428 705	1 269 192	1 396 073
Créances, entreprises privées	1 217 074	1 243 276	1 270 534	1 296 282	1 308 610	1 331 450	1 217 074	1 308 610
Créances, administrations publiques	209 243	214 062	212 445	215 102	217 751	223 631	209 243	217 751
Actions	2 094 538	2 198 478	2 187 560	2 223 792	2 391 990	2 472 965	2 094 538	2 391 990
Investissements étrangers	550 399	598 244	587 630	633 771	720 657	752 337	550 399	720 657
Autres éléments de l'actif	863 716	885 402	900 736	907 340	928 778	943 295	863 716	928 778
<b>Passif et valeur nette</b>	<b>15 265 125</b>	<b>15 668 595</b>	<b>15 831 119</b>	<b>16 176 314</b>	<b>16 713 938</b>	<b>17 097 490</b>	<b>15 265 125</b>	<b>16 713 938</b>
Passif	10 623 573	10 924 859	10 978 760	11 189 404	11 594 704	11 844 455	10 623 573	11 594 704
Argent et dépôts bancaires	872 473	891 776	911 300	924 187	940 210	944 772	872 473	940 210
Autres dépôts	210 475	211 807	218 536	221 349	225 308	227 869	210 475	225 308
Devises et dépôts étrangers	116 274	115 012	104 615	118 590	132 089	153 044	116 274	132 089
Crédit à la consommation	273 869	278 254	287 155	295 291	302 103	306 115	273 869	302 103
Comptes à payer	251 353	257 912	260 081	262 418	265 928	270 016	251 353	265 928
Emprunts bancaires	207 364	211 862	219 065	214 747	217 241	225 534	207 364	217 241
Autres emprunts	217 614	219 818	218 497	220 778	222 459	222 511	217 614	222 459
Effets à court terme, Canada	129 632	136 334	123 882	122 969	126 307	135 947	129 632	126 307
Autres effets à court terme	185 764	193 644	206 124	212 111	223 451	230 241	185 764	223 451
Hypothèques	748 873	760 947	780 209	800 316	816 467	830 004	748 873	816 467
Obligations fédérales (dont les OÉC)	325 531	323 397	317 507	319 197	315 538	308 118	325 531	315 538
Obligations provinciales	432 043	428 646	417 297	422 158	429 054	428 511	432 043	429 054
Obligations municipales	41 787	42 128	41 995	44 086	44 047	44 513	41 787	44 047
Autres obligations	649 473	662 021	656 218	680 648	727 545	739 448	649 473	727 545
Assurances-vie et rentes	1 269 192	1 307 661	1 301 870	1 335 293	1 396 073	1 428 705	1 269 192	1 396 073
Créances, entreprises privées	478 062	501 602	525 979	547 096	513 323	542 482	478 062	513 323
Créances, administrations publiques	209 243	214 062	212 445	215 102	217 751	223 631	209 243	217 751
Actions	3 161 224	3 307 471	3 303 705	3 353 072	3 575 247	3 665 434	3 161 224	3 575 247
Autres éléments du passif	843 327	860 505	872 280	879 996	904 563	917 560	843 327	904 563
<b>Valeur nette</b>	<b>4 641 552</b>	<b>4 743 736</b>	<b>4 852 359</b>	<b>4 986 910</b>	<b>5 119 234</b>	<b>5 253 035</b>	<b>4 641 552</b>	<b>5 119 234</b>

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Passif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	988 955	1 003 661	1 027 765	1 049 971	1 067 745	1 083 709	988 955	1 067 745
Crédit à la consommation	273 869	278 254	287 155	295 291	302 103	306 115	273 869	302 103
Emprunts bancaires	34 349	35 964	36 709	36 575	36 985	39 193	34 349	36 985
Autres emprunts	72 249	73 610	73 268	72 992	73 703	74 519	72 249	73 703
Hypothèques	608 488	615 833	630 633	645 113	654 954	663 882	608 488	654 954
Sociétés privées non financières	593 075	602 500	606 460	613 040	633 195	645 807	593 075	633 195
Emprunts bancaires	117 001	119 307	123 724	122 149	121 360	126 087	117 001	121 360
Autres emprunts	74 696	74 681	75 525	77 132	76 958	74 508	74 696	76 958
Autres effets à court terme	44 784	47 270	49 722	51 561	57 088	59 679	44 784	57 088
Hypothèques	117 270	120 538	123 660	127 266	132 176	136 492	117 270	132 176
Obligations	239 324	240 704	233 829	234 932	245 613	249 041	239 324	245 613
Entreprises publiques non financières	64 436	65 221	65 618	67 552	67 502	66 829	64 436	67 502
Emprunts bancaires	2 465	2 597	2 804	2 755	2 678	2 672	2 465	2 678
Autres emprunts	7 083	7 338	7 062	7 082	7 376	7 347	7 083	7 376
Autres effets à court terme	5 676	5 809	5 476	7 436	6 204	6 311	5 676	6 204
Hypothèques	99	99	98	96	95	94	99	95
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	47 376	47 641	48 440	48 444	48 500	47 755	47 376	48 500
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 616	1 616	1 617	1 618	2 528	2 529	1 616	2 528
Administration fédérale	412 102	421 169	406 110	404 422	403 096	411 378	412 102	403 096
Emprunts bancaires	100	101	101	101	101	101	100	101
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	129 632	136 334	123 882	122 969	126 307	135 947	129 632	126 307
Obligations fédérales	282 370	284 734	282 127	281 352	276 688	275 330	282 370	276 688
Obligations d'épargne du Canada	17 712	17 342	17 125	16 917	15 465	15 083	17 712	15 465
Autres obligations	264 658	267 392	265 002	264 435	261 223	260 247	264 658	261 223
Autres paliers d'administration publique	398 354	397 582	399 523	398 013	404 608	405 228	398 354	404 608
Emprunts bancaires	3 005	3 715	3 443	3 550	3 705	3 470	3 005	3 705
Autres emprunts	15 072	15 079	15 026	15 067	15 228	15 323	15 072	15 228
Autres effets à court terme	13 947	13 092	18 592	15 067	15 663	14 816	13 947	15 663
Hypothèques	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	1 999	2 000	2 000
Obligations provinciales	320 883	319 055	315 301	315 973	321 567	322 500	320 883	321 567
Obligations municipales	39 706	40 914	41 327	42 522	42 543	43 230	39 706	42 543
Autres obligations	3 741	3 727	3 834	3 834	3 902	3 890	3 741	3 902
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 456 922	2 490 133	2 505 476	2 532 998	2 576 146	2 612 951	2 456 922	2 576 146
Crédit à la consommation	273 869	278 254	287 155	295 291	302 103	306 115	273 869	302 103
Emprunts bancaire	156 920	161 684	166 781	165 130	164 829	171 523	156 920	164 829
Autres emprunts	169 100	170 708	170 881	172 273	173 265	171 697	169 100	173 265
Effets à court terme, Canada	129 632	136 334	123 882	122 969	126 307	135 947	129 632	126 307
Autres effets à court terme	64 407	66 171	73 790	74 064	78 955	80 806	64 407	78 955
Hypothèques	727 857	738 470	756 391	774 475	789 225	802 467	727 857	789 225
Obligations	935 137	938 512	926 596	928 796	941 462	944 396	935 137	941 462
Non-résidents	40 315	44 338	42 649	47 083	50 391	53 060	40 315	50 391
Emprunts bancaires	9 306	12 290	11 595	16 775	16 111	18 861	9 306	16 111
Autres emprunts	31 009	32 048	31 054	30 308	34 280	34 199	31 009	34 280
Hypothèques	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 497 237	2 534 471	2 548 125	2 580 081	2 626 537	2 666 011	2 497 237	2 626 537
Institutions financières canadiennes	627 056	654 674	669 581	691 649	732 901	749 757	627 056	732 901
Emprunts bancaires	50 444	50 178	52 284	49 617	52 412	54 011	50 444	52 412
Autres emprunts	48 514	49 110	47 616	48 505	49 194	50 814	48 514	49 194
Autres effets à court terme	121 357	127 473	132 334	138 047	144 496	149 435	121 357	144 496
Hypothèques	21 016	22 477	23 818	25 841	27 242	27 537	21 016	27 242
Obligations	385 725	405 436	413 529	429 639	459 557	467 960	385 725	459 557
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 124 293	3 189 145	3 217 706	3 271 730	3 359 438	3 415 768	3 124 293	3 359 438
<b>Actif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	111 454	106 167	98 575	100 589	92 918	93 375	111 454	92 918
Entreprises non financières	76 479	76 900	77 101	77 585	80 451	80 965	76 479	80 451
Administrations publiques	225 126	225 753	227 192	236 962	237 515	246 289	225 126	237 515
Non-résidents	423 968	425 520	419 677	422 181	443 641	445 892	423 968	443 641
Institutions financières canadiennes	2 311 316	2 378 907	2 418 471	2 457 232	2 527 662	2 574 972	2 311 316	2 527 662

## Section I

# Révisions des Comptes des revenus et dépenses pour 2003 à 2006

### Introduction

Des estimations révisées des comptes des revenus et dépenses (CRD) pour la période de 2003 à 2006 ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2007. Ces estimations révisées intègrent les données de source et les tendances saisonnières les plus à jour. Outre le cycle habituel de révision de quatre ans, le produit intérieur brut (PIB) en termes de dépenses et ses composantes ont été convertis de l'année de référence 1997 à l'année de référence 2002 aux fins des estimations de volume et de prix.

### Calendrier de révision

La révision annuelle du Système de comptabilité nationale du Canada est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des Comptes nationaux des revenus et dépenses (no 13-001 au catalogue), des Comptes des flux financiers (no 13-014 au catalogue) et de la Balance des paiements internationaux du Canada (no 67-001 au catalogue) sont compilées et diffusées simultanément. Par exemple, les estimations mises à jour des opérations financières détaillées qui sous-tendent le PIB sont harmonisées avec les estimations révisées des revenus et dépenses sectoriels. En outre, les estimations révisées des Comptes du bilan national (no 13-214 au catalogue) sont diffusées environ deux semaines plus tard, fondées dans une large mesure sur les données de source sur les opérations financières et en capital mises à jour ainsi que sur les estimations des gains ou pertes en capital implicites dans les estimations des stocks.

L'intégration des estimations du PIB selon la composante découle de la compilation des tableaux d'entrées-sorties en prix courants pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. Ces données sont diffusées à l'automne de chaque année, lorsque l'ensemble des comptes provinciaux d'entrées-sorties est complet. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut réel par industrie sont diffusées en septembre. Les estimations selon l'industrie sont intégrées annuellement, au moment de la diffusion des données du premier trimestre portant sur les mesures du PIB en termes de revenus et en termes de dépenses. Les révisions aux deux années les plus récentes du cycle de révision de quatre ans découlent des données de source infra-annuelles et annuelles mises à jour.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale du Canada afin d'intégrer les données les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision des CRD se déroule selon le calendrier suivant : la première estimation pour un trimestre donné est diffusée environ 60 jours après la fin du trimestre de référence; cette estimation est révisée lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; les estimations ne peuvent être révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. Par exemple, les estimations pour le premier trimestre de 2003 ont été diffusées pour la première fois en mai 2003. La première révision de ces estimations a eu lieu lorsque les estimations du deuxième trimestre ont été diffusées, en août 2003; d'autres révisions ont été apportées au moment de la diffusion des estimations pour le troisième et le quatrième trimestres de 2003. Ces estimations ont été révisées à nouveau chacune des quatre années suivantes, les dernières révisions accompagnant la présente diffusion.

On procède parfois à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans et on procède à des révisions historiques périodiquement, soit environ tous les dix ans. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les ruptures dans les séries de données découlant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système. La révision historique la plus récente a eu lieu en décembre 1997. De la documentation relative à cette révision se trouve à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/data/1997nafa/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/data/1997nafa/index_f.htm).

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée dans l'ensemble du Système de comptabilité nationale. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, les révisions courantes se font aux quatre ans pour les comptes des revenus et dépenses et la balance des paiements. Les révisions courantes des comptes d'entrées-sorties portent sur une année, c'est-à-dire la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et dépenses et des statistiques de la balance des paiements. La révision des comptes des flux financiers se fait habituellement en parallèle avec celle des comptes du bilan national et porte à l'occasion sur plus de quatre années, afin d'harmoniser les flux et les stocks révisés.

**Révisions des comptes des revenus et dépenses**

Au moment de la diffusion de mai 2002, d'autres changements conceptuels ont été apportés aux comptes nationaux des revenus et dépenses et appliqués rétroactivement à 1981. Il s'agissait notamment de changements de classification pour les permis et immatriculations, les droits de cession immobilière et les frais de fréquences, ainsi que de l'inclusion des résultats du Recensement de 1996 dans les stocks agricoles. De la documentation relative à ces changements conceptuels se trouve à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/chronology/chronindex\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/chronology/chronindex_f.htm). Aucun changement conceptuel n'a été apporté aux comptes des revenus et dépenses cette année.

**Changement d'année de référence pour les comptes économiques canadiens**

À compter de la diffusion des comptes des revenus et dépenses du premier trimestre de 2007, le 31 mai 2007, le produit intérieur brut (PIB) en termes de dépenses et ses composantes ont été convertis de l'année de référence 1997 à l'année de référence 2002 pour les estimations de volume et de prix. Ce changement touche les données de 1961 à ce jour. L'adoption d'une nouvelle année de référence ne modifie pas les taux de croissance du PIB en chaîne au cours de cette période, puisqu'elle représente une mise à l'échelle des données fondées sur 1997. Toutefois, les niveaux et les taux de croissance de 2003 à 2006 sont touchés par le processus de révision annuelle du PIB habituel. On trouvera plus de renseignements sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à Méthodologie de l'indice de volume en chaîne Fisher (no 13-605-XIF au catalogue).

**Tableau I.1 Certaines composantes - révision courante**

	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars courants			
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>- 233</b>	<b>40</b>	<b>3 655</b>	<b>7 016</b>
<b>Composantes du revenu</b>				
Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail	0	3 069	5 891	7 307
Excédent	- 60	-3 489	- 925	- 218
Bénéfices des sociétés avant impôts	- 320	-2 172	- 98	-1 479
Intérêts et revenus divers des placements	310	25	667	1 892
Provisions pour consommation de capital	- 448	-1 584	- 984	- 755
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	314	415	97	90
Ajustement de la valeur des stocks	84	- 173	- 607	34
Impôts sur les facteurs de production moins les subventions	- 11	- 101	445	1 070
Impôts sur les produits moins les subventions	- 21	373	439	- 68
<b>Composantes des dépenses</b>				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	64	532	321	1 692
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	- 976	- 911	-1 592	-2 861
Investissement des entreprises en construction résidentielle	- 44	- 54	690	1 445
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels	120	481	3 068	5 017
Investissement des entreprises en machines et matériel	360	- 780	- 495	- 308
Investissement des entreprises en stocks	- 630	- 627	-1 516	601
Exportations de biens et de services	817	769	699	- 905
Importations de biens et de services	340	- 231	524	281

Les indicateurs vectoriels de CANSIM pour les données en dollars enchaînés re-référencées ont été conservés. Pour les données de volume de Laspeyres (en dollars constants), par contre, de nouveaux indicateurs de CANSIM ont été créés reflétant la nouvelle année de base 2002. Toutes les valeurs en dollars enchaînés et en dollars constants ainsi que les indices de prix qui s'y rattachent sont dorénavant exprimés en prix de 2002. Cette nouvelle base remplace celle de 1997, introduite lors de la diffusion des estimations du premier trimestre de 2001.

Les équivalents provinciaux et territoriaux des comptes des revenus et dépenses, les comptes économiques provinciaux, seront re-référencés à 2002 avec la diffusion d'automne 2007.

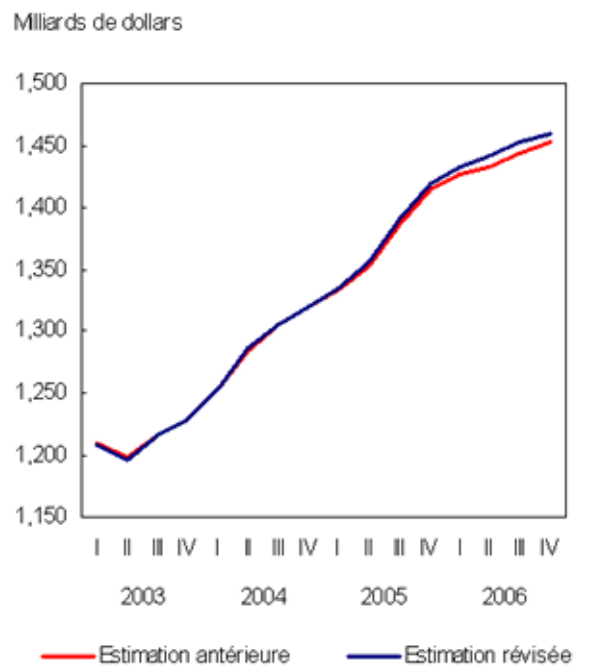
Les estimations mensuelles du PIB selon l'industrie continueront d'utiliser une période de référence de 1997 jusqu'à la révision annuelle habituelle de ces données en septembre 2007.

### Répercussion des révisions sur le produit intérieur brut (PIB)

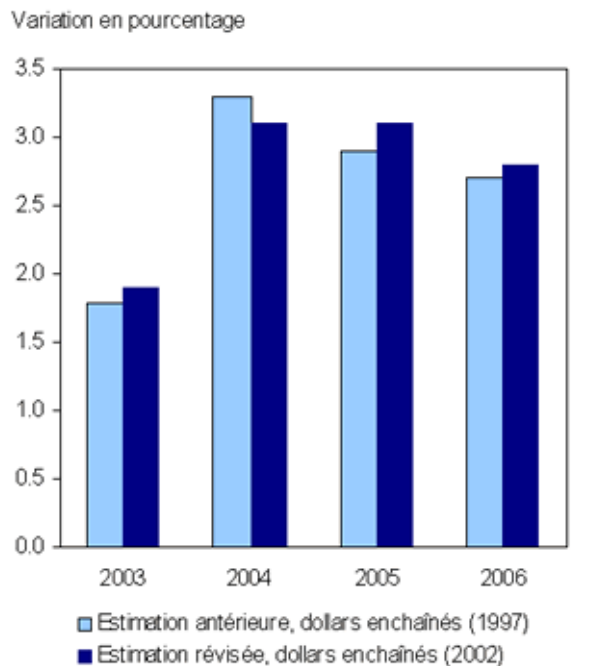
Les révisions courantes apportées au produit intérieur brut (PIB) résultent de l'inclusion des estimations les plus à jour provenant des sources de données, y compris les résultats des enquêtes, les données administratives et les comptes publics. Les données d'entrées-sorties révisées pour 2003 et provisoires pour 2004 sont intégrées pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. De nouveaux renseignements repères sont intégrés pour les périodes les plus récentes. D'autres séries sont révisées en raison de l'application des bases de projection existantes ou mises à jour aux nouveaux repères provenant des comptes d'entrées-sorties.

Comme on peut le constater au tableau I.3, la révision entraîne un ajustement minimal du niveau du PIB aux prix courants sur une base annuelle pour 2003 et laisse le niveau pour 2004 pratiquement inchangé. Les niveaux pour 2005 et 2006 sont révisés à la hausse de 3,7 milliards de dollars et de 7,0 milliards de dollars, respectivement. La révision à la baisse de 233 millions de dollars du PIB en 2003 découle des révisions apportées aux tableaux d'entrées-sorties de 2003. Il s'agit de la dernière révision pour 2003 dans le cadre du calendrier courant de révision, le rapprochement étant complet avec les comptes d'entrées-sorties révisés et finals. Le graphique I.1 comprend une comparaison de la valeur des estimations précédentes et des estimations révisées du PIB nominal sur une base trimestrielle.

**Graphique I.1**  
**Produit intérieur brut**



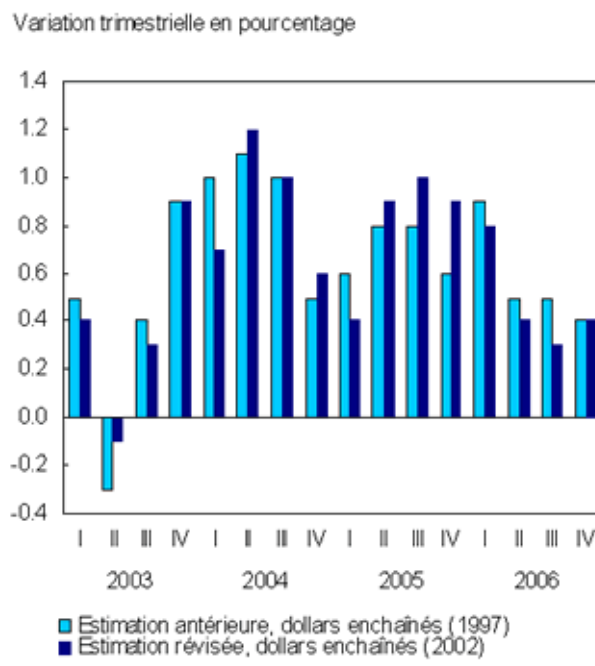
Comme on peut le voir au tableau I.1, les révisions à la hausse du PIB en 2005 et 2006 découlent principalement des importantes révisions à la hausse des salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail ainsi que de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels en 2005, qui ont été reportées à 2006 dans une large mesure d'après les estimations provisoires d'enquête. Sur une base trimestrielle, le PIB en dollars courants a été révisé à la baisse tous les trimestres en 2003 et 2004, sauf les troisième et quatrième trimestres de 2003 et le deuxième de 2004. En revanche, en 2005 et 2006, le PIB a été révisé à la hausse tous les trimestres.

**Graphique I.2**
**Taux de croissance du PIB réel, annuel**


Les estimations de la croissance annuelle du PIB réel sont demeurées pratiquement inchangées pour 2003 et 2006. Elles ont été révisées à la hausse de 0,1 % en 2003, à la baisse de 0,2 % en 2004, à la hausse de 0,2 % en 2005 et à la hausse de 0,1 % en 2006.

Dans une perspective historique portant sur deux décennies, les révisions du taux de croissance annuel du PIB en dollars courants pour 2003 se situent à un niveau faible dans la fourchette des révisions. La révision cumulative du taux de croissance (indiquée au tableau I.4) est mesurée par la différence entre le taux de croissance courant et le taux de croissance initial. Il n'y a pas de révision cumulative pour 2003 tandis que celles pour 2004, 2005 et 2006 sont supérieures, soit de 0,3 %, 0,4 % et 0,3 %, respectivement. La révision cumulative du taux de croissance en 2004, 2005 et 2006 est importante selon les normes historiques.

Les révisions aux estimations de la croissance du PIB réel trimestriel sont mineures en 2003 et 2004. La majeure partie des révisions pour l'année 2003 provient du deuxième trimestre, qui a été révisé à la hausse de 0,2 %. En 2004, les estimations du premier trimestre sont révisées à la baisse, de 0,3 %. En 2005, des révisions à la hausse ont porté sur tous les trimestres sauf pour le premier trimestre révisé à la baisse de 0,2 %. Pour 2006, des révisions à la baisse sont apportées au premier (-0,1 %), au second (-0,1 %) et au troisième (-0,2 %) trimestres.

**Graphique I.3**
**Taux de croissance du PIB réel, trimestriel**


Le tableau I.2 donne l'historique des révisions du PIB pour la période de 1993 à 2006. Tel qu'indiqué précédemment, chaque estimation annuelle passe par quatre cycles de révision annuels distincts et fait l'objet de révisions historiques périodiques. Le tableau I.2 donne le niveau publié et le taux de croissance du PIB pour une année donnée pour chacun de ces cycles de révision. Les plus importantes révisions du PIB sont apportées lors du troisième cycle de révision, dans lequel les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés en fonction des tableaux d'entrées-sorties. La révision moyenne à la hausse du PIB est de 0,2 point de pourcentage et la révision moyenne à la baisse, de 0,4 point de pourcentage à la suite du premier cycle de révision. Ces révisions passent à +0,5 et -0,3 au deuxième cycle de révision, et à +0,7 et -0,4 % lors du processus d'étalonnage des comptes d'entrées-sorties (les troisième et quatrième cycles de révision combinés).

Sauf pour 2006, des révisions marginales sont apportées à l'indice implicite de prix en chaîne pour le PIB. En 2003, il est révisé à la baisse de 0,1 et en 2004 et 2005, il est révisé à la hausse de 0,2. En 2006, il est révisé à la hausse de 0,3. La nouvelle année de base applicable à ces indices de prix est maintenant 2002 (2002=100). Pour la période de 2003 à 2006, ces indices de prix intègrent les deux révisions à la suite de la re-pondération des indices élémentaires sur les composantes du PIB et de l'incorporation de nouveaux indices de dégonflement des prix, en particulier en ce qui a trait à l'investissement et au commerce.

### Révisions des agrégats des revenus (tableau I.5)

Les estimations des salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail sont révisées à la hausse en 2004, 2005 et 2006. L'importante révision à la hausse en 2004 fait suite à la réception du fichier des données fiscales supplémentaires T4 mis à jour provenant de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Les plus importantes révisions à la hausse des salaires et traitements sont apportées en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Ontario. Le revenu supplémentaire du travail est également révisé à la hausse en fonction des données réelles sur les cotisations des employeurs aux régimes de retraite disponibles pour 2004. Les cotisations aux régimes de retraite des administrations locales et aux régimes de retraite des entreprises privées sont plus élevées que prévu.

Les révisions apportées en 2005 découlent de l'intégration des données des dossiers fiscaux ainsi que d'autres sources repères. Les révisions à la hausse sont reportées à 2006 pour les salaires et traitements ainsi que pour le revenu supplémentaire du travail.

### Excédent

Dans le Système de comptabilité nationale, l'excédent est défini comme le revenu que les sociétés tirent de leurs propres établissements de production, soit la valeur ajoutée aux prix de base moins la rémunération des salariés, moins les impôts sur la production payables, plus les subventions reçues. Il représente le dernier solde comptable dans les tableaux d'entrées-sorties et il est calculé pour chaque industrie. Dans le cadre de l'étalonnage annuel d'après les tableaux d'entrées-sorties, les estimations de l'excédent sont produites en intégrant les données des dernières enquêtes annuelles auprès des entreprises et des établissements ainsi que diverses données administratives au cadre d'entrées-sorties. Une fois ces estimations repères calculées, les révisions sont intégrées aux comptes des revenus et dépenses. Dans ces derniers, l'excédent comprend les composantes du revenu suivantes : les bénéfices des sociétés avant impôts, les bénéfices des entreprises publiques avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements, l'ajustement de la valeur des stocks et les provisions pour consommation de capital. L'excédent est révisé de façon significative en 2004 seulement (-3 489 millions de dollars) pour compenser dans une très large mesure la révision à la hausse des salaires et traitements ainsi que du revenu supplémentaire du travail. Le tableau I.1 montre les révisions de l'excédent de 2003 à 2006 ainsi que la répartition de la révision entre les diverses composantes du revenu.

Les estimations des bénéfices des sociétés avant impôts sont révisées à la baisse pour 2003, 2004 et 2006, soit de 320 millions de dollars, de 2 172 millions de dollars et de 1 479 millions de dollars, respectivement, tandis que celles pour 2005 restent virtuellement inchangées. Les révisions apportées en 2003 et 2004 rendent compte de

l'étalonnage selon les comptes d'entrées-sorties qui tiennent compte des dernières données de l'enquête annuelle menée auprès des entreprises ainsi que de la mise à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés pour 2004. En 2004, l'ajout d'un paiement spécial fait au revenu supplémentaire du travail afin de réduire le passif des caisses de retraite et la révision à la hausse des salaires et traitements entraînent une importante révision compensatoire à la baisse des bénéfices des sociétés. De nouvelles estimations découlant des statistiques financières et fiscales provisoires des entreprises, y compris les annexes de l'Index général des renseignements financiers (IGRF), sont intégrées pour 2005. Ces nouvelles estimations donnent lieu à une importante révision à la hausse du taux de croissance des bénéfices des sociétés en 2005, qui passe de 10,6 % à 11,9 %. Les estimations de 2006 sont projetées selon les estimations révisées découlant des statistiques financières trimestrielles des entreprises.

Les intérêts et revenus divers de placements sont révisés à la hausse les quatre années. La révision à la hausse est de 310 millions de dollars en 2003, 25 millions de dollars en 2004, 667 millions de dollars en 2005 et 1 892 millions de dollars en 2006. Les révisions apportées à cette série reflètent des renseignements nouveaux et révisés sur les paiements et revenus d'intérêts des entreprises.

Les provisions pour consommation du capital (PCC) sont révisées à la baisse les quatre années, soit de 448 millions de dollars, 1 584 millions de dollars, 984 millions de dollars et 755 millions de dollars en 2003, 2004, 2005 et 2006, respectivement. Ces révisions à la baisse résultent de la mise à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés ainsi que des estimations supplémentaires de l'amortissement produites au moyen du modèle de l'inventaire perpétuel de la Division de l'investissement et du stock de capital.

Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole est révisé à la hausse en 2003 principalement en raison de légères révisions apportées aux paiements de programmes et aux dépenses d'exploitation agricole. Les révisions apportées aux recettes monétaires pour les cultures spéciales en 2004 et aux recettes monétaires pour le bétail en 2005 ont un effet négatif sur le revenu net agricole. En outre, une révision à la baisse des paiements de programmes et une révision à la hausse des dépenses d'exploitation agricole accentuent la révision du revenu net agricole en 2005. Malgré une légère révision à la hausse en 2006, le revenu comptable net agricole est demeuré à un bas niveau au cours de cette année.

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris est révisé légèrement à la hausse en 2003 et 2004, reflétant l'étalonnage annuel en fonction des comptes d'entrées-sorties selon l'industrie. L'intégration des dernières données fiscales de l'ARC (Agence du revenu du Canada) entraîne une révision à la baisse de 864 millions de dollars en 2005. Une importante part de cette révision est attribuable au nombre croissant de professionnels (médecins, dentistes, avocats et comptables) qui se constituent en société. Les révisions de 2005 sont apportées jusqu'à la fin de 2006.

L'estimation des impôts sur les facteurs de production, moins les subventions est révisée à la baisse de 11 millions de dollars en 2003 et de 101 millions de dollars en 2004. Elle est révisée à la hausse de 445 millions de dollars en 2005 et de 1 070 millions de dollars en 2006. La majeure partie de la révision est attribuable aux impôts fonciers locaux. Les impôts sur les produits, moins les subventions sont légèrement révisés à la baisse en 2003 et en 2006, soit de 21 millions de dollars et 68 millions de dollars, respectivement. Ils sont révisés à la hausse de 373 millions de dollars en 2004 et de 439 millions de dollars en 2005. Les révisions des deux séries intègrent les nouveaux comptes publics et d'autres données financières pour les différents sous-secteurs de l'administration publique.

#### **Révisions des agrégats des dépenses aux prix courants (tableau I.6)**

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont révisées à la hausse de 64 millions de dollars en 2003, de 532 millions de dollars en 2004, de 321 millions de dollars en 2005 et de 1 692 millions de dollars en 2006. Les révisions apportées en 2003 et 2004 tiennent compte de l'étalonnage en fonction des comptes d'entrées-sorties, la majeure partie de la révision à la hausse étant attribuable aux biens durables, particulièrement les dépenses au titre des véhicules automobiles d'occasion. Néanmoins, d'importantes révisions à la baisse sont enregistrées les quatre années pour les biens non durables, particulièrement les produits du tabac ainsi que les aliments et les boissons non alcoolisées. Pour 2005 et 2006, la révision globale des dépenses personnelles en biens et services de consommation est amplifiée par la révision à la hausse apportée au titre des services, particulièrement des télécommunications, de l'hébergement et des repas pris à l'extérieur de la maison.

Les dépenses personnelles en services sont révisées à la hausse selon les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2005 ainsi que des enquêtes sur les industries de services. Les données trimestrielles sur les marchandises vendues au détail, jusqu'en 2006, ainsi que les données de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail pour 2005, diffusées en mars 2007, sont intégrées aux estimations des dépenses personnelles en biens de consommation.

Les dépenses personnelles réelles en biens et services de consommation ont été calculées au moyen des indices des prix à la consommation (IPC) des biens et services mis à jour en fonction du panier de 2005.

Les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services sont révisées à la baisse de 976 millions de dollars en 2003, de 911 millions de dollars en 2004, de 1 592 millions de dollars en 2005 et de 2 861 millions de dollars en 2006. Ces révisions rendent compte des nouvelles données du système de comptabilité de l'administration fédérale et des comptes publics provinciaux ainsi que des derniers renseignements fournis par les administrations locales. Les résultats des enquêtes pour 2004 de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et de Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation sont aussi intégrés et reportés à 2006.

L'investissement en bâtiments résidentiels en dollars courants est révisé légèrement à la baisse pour les années 2003 et 2004 et à la hausse pour les années 2005 et 2006. Les révisions sont fondées sur des données administratives ainsi que sur les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 2005 et de l'Enquête auprès des agents et des courtiers immobiliers.

L'investissement des entreprises en usines et en matériel est révisé à la hausse pour toutes les années sauf 2004. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a affiché des révisions à la hausse pour toutes les années tandis que les machines et matériel ont des révisions à la baisse pour toutes les années sauf 2003, en dollars courants. Les révisions des deux séries rendent compte de l'étalonnage en fonction des comptes d'entrées-sorties ainsi que de l'intégration des dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés. L'augmentation plus forte de l'investissement en ouvrages non résidentiels en 2005 et 2006 est attribuable dans une large mesure aux estimations révisées de l'investissement des industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Les révisions de l'investissement en stocks rendent compte de l'intégration de nouvelles données sur la variation de l'entreposage de gaz naturel ainsi que des données des dernières enquêtes annuelles. Les révisions apportées à 2003 et 2004 rendent aussi compte des résultats du processus d'équilibrage des biens et des services qui fait partie intégrante de l'élaboration des comptes d'entrées-sorties, en fonction desquels les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés.

Les exportations de biens sont révisées légèrement à la hausse pour 2003 mais à la baisse pour la période de 2004 à 2006. Cela est attribuable aux révisions de la valeur des exportations (+169 millions de dollars en 2003, -58 millions de dollars en 2004, -1,3 milliard de dollars en 2005 et -2,9 milliards de dollars en 2006) ainsi qu'à une révision à la hausse de la croissance des prix des

exportations en 2004 et 2006. La révision à la baisse de la valeur est attribuable dans une large mesure à une réévaluation de l'ajustement au titre des exportations non déclarées vers des pays autres que les États-Unis (se référer à la note qui suit). La révision des prix à la hausse est attribuable principalement au changement de l'année de base à 2002=100 et l'incorporation de nouveaux indices de dégonflement des prix, qui est inclus avec la diffusion des données du premier trimestre de 2007. Les importations de biens enregistrent des révisions mineures en dollars courants. Toutefois, en raison du changement de l'année de base, les prix sont révisés sur toute la période. La croissance des volumes a été révisée à la baisse en 2003 et à la hausse en 2004, des changements marginaux seulement étant apportés à la croissance en 2005 et 2006.

La valeur des exportations et importations de services est révisée à la hausse pour la période de 2003 à 2006. Ces révisions sont attribuables principalement à l'intégration de nouvelles données d'enquête portant sur les échanges de services commerciaux du Canada. Du côté des prix, le changement de l'année de base à 2002=100 a entraîné une plus forte croissance des prix des exportations de 2003 à 2006, tandis que les prix à l'importation sont demeurés relativement stables.

Dans le cas du commerce des services et des marchandises, le changement de l'année de base a entraîné la sélection de nouveaux paniers de biens et services et de prix pour mieux représenter le contenu actuel des importations et exportations internationales du Canada.

### **Sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis**

Depuis de nombreuses années, il est reconnu qu'il existe une sous-déclaration dans les données des douanes sur l'exportation vers des destinations autres que les États-Unis. Une série d'études entreprises à la fin des années 1990 et qui se sont poursuivies jusqu'au début de ce siècle par la Division du commerce international (DCI) de Statistique Canada, de concert avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC – anciennement Douanes Canada), montre que la sous-déclaration a crû de manière appréciable. Par conséquent, l'ajustement à la balance des paiements (BDP) a été augmenté de façon significative pour atteindre un maximum de 24 % du total des exportations vers des destinations autres que les États-Unis en 2000.

Au cours des dernières années, l'ASFC et Statistique Canada (SC) ont entrepris des projets visant à améliorer la conformité aux règlements douaniers selon lesquels ces exportations doivent être déclarées. SC et l'ASFC ont collaboré à la mise en œuvre d'un système de déclaration en ligne des exportations vers des destinations autres que les États-Unis, et l'utilisation de ce système s'est élargie rapidement depuis sa mise en œuvre. En outre, l'ASFC a adopté de nouveaux règlements selon lesquels les biens doivent être déclarés avant d'être exportés. L'ASFC a, par ailleurs, augmenté ses efforts pour appliquer le règlement en partie au moyen d'un régime de sanctions administratives pécuniaires (RSAP). Enfin, l'ASFC a conclu des ententes avec la plupart des grands transporteurs maritimes et aériens selon lesquelles les transporteurs ne sont autorisés à charger le fret que si les documents appropriés ont été déposés par l'exportateur.

Une étude menée à l'automne 2006 a révélé que ces efforts en vue d'assurer la conformité ont donné de bons résultats dans la mesure où la sous-déclaration a diminué. Par conséquent, parallèlement à la présente révision annuelle, l'ajustement de la BDP pour tenir compte de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis a été réduit de 500 millions de dollars en 2004, de 1,5 milliard de dollars en 2005 et de 2,5 milliards de dollars en 2006. L'estimation de la sous-déclaration se porte maintenant à 15 % du total des exportations vers des destinations autres que les États-Unis, plutôt que 24 % en 2000.

**Tableau I.2 Révisions au produit intérieur brut, perspective historique**

Période de référence	Estimation initiale	Estimation révisée, premier cycle de révision annuelle	Estimation révisée, deuxième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, troisième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, quatrième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, processus de révision historique	Révision cumulative
millions de dollars courants							
1993	710 723	711 658	712 855	712 855	724 920	727 184	16 461
1994	748 606	750 053	747 260	762 251	762 251	770 873	22 267
1995	780 027	776 299	799 129	799 129	806 778	810 426	30 399
1996	797 789	828 997	833 921	833 070	839 064	836 864	39 075
1997	856 134	855 103	866 252	873 947	877 921	882 733	26 599
1998	888 390	895 704	901 805	915 865	914 973	914 973	26 583
1999	949 400	957 911	975 263	980 524	982 441		33 041
2000	1038 794	1056 010	1064 995	1075 566	1076 577		37 783
2001	1084 119	1092 246	1107 459	1108 200	1108 048		23 929
2002	1142 123	1154 949	1157 968	1154 204	1152 905		10 782
2003	1214 601	1218 772	1216 191	1213 408	1213 175		-1 426
2004	1293 289	1290 185	1290 788	1290 828			-2 461
2005	1368 726	1371 425	1375 080				6 354
2006	1439 291	1446 307					7 016
taux de croissance							
1994	5,2	5,2	4,8	5,1	5,1	6,0	0,8
1995	4,0	3,9	4,8	4,8	5,8	5,1	1,1
1996	2,8	3,7	4,4	3,3	4,0	3,3	0,5
1997	3,3	2,5	4,0	4,2	4,6	5,5	2,2
1998	3,9	3,4	3,2	4,3	4,2	3,7	-0,2
1999	6,0	6,2	6,5	7,2	7,4		1,4
2000	8,4	8,3	8,6	9,5	9,6		1,1
2001	2,7	2,6	3,0	2,9	2,9		0,3
2002	4,6	4,3	4,5	4,2	4,0		-0,5
2003	5,2	5,3	5,4	5,2	5,2		0,1
2004	6,1	6,1	6,4	6,4			0,3
2005	6,1	6,2	6,5				0,4
2006	4,9	5,2					0,2

**Tableau I.3 Révisions au produit intérieur brut**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision cumulative <sup>5</sup>
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars courants					
2003	1 214 601	1 213 408	1 213 175	- 233	- 1 426
2004	1 293 289	1 290 788	1 290 828	40	- 2 461
2005	1 368 726	1 371 425	1 375 080	3 655	6 354
2006	1 439 291	1 439 291	1 446 307	7 016	7 016
2003 T 1	1 211 120	1 209 756	1 208 584	- 1 172	- 2 536
2003 T 2	1 206 560	1 197 968	1 197 408	- 560	- 9 152
2003 T 3	1 216 256	1 217 004	1 217 136	132	880
2003 T 4	1 228 876	1 228 904	1 229 572	668	696
2004 T 1	1 255 676	1 253 940	1 253 040	- 900	- 2 636
2004 T 2	1 287 476	1 284 372	1 286 048	1 676	- 1 428
2004 T 3	1 308 012	1 305 208	1 304 768	- 440	- 3 244
2004 T 4	1 323 868	1 319 632	1 319 456	- 176	- 4 412
2005 T 1	1 331 300	1 332 712	1 334 424	1 712	3 124
2005 T 2	1 347 608	1 352 560	1 356 388	3 828	8 780
2005 T 3	1 385 940	1 386 308	1 390 844	4 536	4 904
2005 T 4	1 411 652	1 414 120	1 418 664	4 544	7 012
2006 T 1	1 417 276	1 427 416	1 431 364	3 948	14 088
2006 T 2	1 429 800	1 432 564	1 442 220	9 656	12 420
2006 T 3	1 440 808	1 443 440	1 452 396	8 956	11 588
2006 T 4	1 453 744	1 453 744	1 459 248	5 504	5 504

## Nota :

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.
2. Pour 2003, 2004 et 2005, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2006, tandis que pour 2006, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2006.
3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2007.
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

**Tableau I.4 Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision cumulative <sup>5</sup>
données désaisonnalisées au taux annuel					
	dollars courants, %			points de pourcentage	
2003	5,2	5,2	5,2	0,0	0,0
2004	6,1	6,4	6,4	0,0	0,3
2005	6,1	6,2	6,5	0,3	0,4
2006	4,9	4,9	5,2	0,3	0,3
2003 T 1	2,5	2,2	2,1	-0,1	-0,4
2003 T 2	-0,4	-1,0	-0,9	0,1	-0,5
2003 T 3	1,1	1,6	1,6	0,0	0,5
2003 T 4	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0
2004 T 1	1,8	2,0	1,9	-0,1	0,1
2004 T 2	2,5	2,4	2,6	0,2	0,1
2004 T 3	1,7	1,6	1,5	-0,1	-0,2
2004 T 4	1,2	1,1	1,1	0,0	-0,1
2005 T 1	1,0	1,0	1,1	0,1	0,1
2005 T 2	1,3	1,5	1,6	0,1	0,3
2005 T 3	2,8	2,5	2,5	0,0	-0,3
2005 T 4	2,0	2,0	2,0	0,0	0,0
2006 T 1	0,2	0,9	0,9	0,0	0,7
2006 T 2	0,2	0,4	0,8	0,4	0,6
2006 T 3	0,6	0,8	0,7	-0,1	0,1
2006 T 4	0,7	0,7	0,5	-0,2	-0,2
	dollars enchaînés (1997)			dollars enchaînés (2002)	
	%			points de pourcentage	
2003	1,7	1,8	1,9	0,1	0,2
2004	2,8	3,3	3,1	-0,2	0,3
2005	2,9	2,9	3,1	0,2	0,2
2006	2,7	2,7	2,8	0,1	0,1
2003 T 1	0,6	0,5	0,4	-0,1	-0,2
2003 T 2	-0,1	-0,3	-0,1	0,2	0,0
2003 T 3	0,3	0,4	0,3	-0,1	0,0
2003 T 4	0,9	0,9	0,9	0,0	0,0
2004 T 1	0,6	1,0	0,7	-0,3	0,1
2004 T 2	1,1	1,1	1,2	0,1	0,1
2004 T 3	0,8	1,0	1,0	0,0	0,2
2004 T 4	0,4	0,5	0,6	0,1	0,2
2005 T 1	0,6	0,6	0,4	-0,2	-0,2
2005 T 2	0,8	0,8	0,9	0,1	0,1
2005 T 3	0,9	0,8	1,0	0,2	0,1
2005 T 4	0,6	0,6	0,9	0,3	0,3
2006 T 1	0,9	0,9	0,8	-0,1	-0,1
2006 T 2	0,5	0,5	0,4	-0,1	-0,1
2006 T 3	0,4	0,5	0,3	-0,2	-0,1
2006 T 4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2. Pour 2003, 2004 et 2005, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2006, tandis que pour 2006, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2006.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2007.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

**Tableau I.5 Révisions aux agrégats des revenus en dollars courants**

Période de référence	Estimation	Estimation	Estimation	Révision	Révision
	initiale <sup>1</sup>	antérieure <sup>2</sup>	révisée <sup>3</sup>	courante <sup>4</sup>	cumulative <sup>5</sup>
	millions de dollars				
<b>Rémunération des salariés</b>					
2003	617 506	621 003	621 003	0	3 497
2004	638 868	651 888	654 957	3 069	16 089
2005	678 925	688 150	694 041	5 891	15 116
2006	730 075	730 075	737 382	7 307	7 307
<b>Bénéfices des sociétés avant impôts</b>					
2003	146 417	144 821	144 501	- 320	- 1 916
2004	178 014	171 323	169 151	- 2 172	- 8 863
2005	193 936	189 455	189 357	- 98	- 4 579
2006	200 338	200 338	198 859	- 1 479	- 1 479
<b>Bénéfices des entreprises publiques avant impôts</b>					
2003	10 102	12 290	12 604	314	2 502
2004	11 857	12 508	12 923	415	1 066
2005	13 370	14 481	14 578	97	1 208
2006	13 733	13 733	13 823	90	90
<b>Intérêts et revenus divers de placements</b>					
2003	50 625	49 679	49 989	310	- 636
2004	56 845	54 084	54 109	25	- 2 736
2005	61 240	60 403	61 070	667	- 170
2006	63 418	63 418	65 310	1 892	1 892
<b>Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole</b>					
2003	1 079	1 373	1 439	66	360
2004	1 700	3 256	3 106	- 150	1 406
2005	1 551	1 706	1 321	- 385	- 230
2006	326	326	344	18	18
<b>Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris</b>					
2003	77 366	77 014	77 181	167	- 185
2004	81 013	80 828	81 037	209	24
2005	84 666	84 500	83 636	- 864	- 1 030
2006	87 412	87 412	85 980	- 1 432	- 1 432
<b>Ajustement de la valeur des stocks</b>					
2003	4 941	4 178	4 262	84	- 679
2004	- 657	- 1 574	- 1 747	- 173	- 1 090
2005	- 442	- 326	- 933	- 607	- 491
2006	- 1 809	- 1 809	- 1 775	34	34
<b>Impôts moins subventions, sur facteurs de production</b>					
2003	55 717	56 083	56 072	- 11	355
2004	57 661	59 099	58 998	- 101	1 337
2005	59 961	61 402	61 847	445	1 886
2006	63 351	63 351	64 421	1 070	1 070
<b>Impôts moins subventions, sur produits</b>					
2003	86 660	84 401	84 380	- 21	- 2 280
2004	93 248	89 465	89 838	373	- 3 410
2005	94 750	93 895	94 334	439	- 416
2006	97 229	97 229	97 161	- 68	- 68
<b>Provisions pour consommation de capital</b>					
2003	164 030	162 265	161 817	- 448	- 2 213
2004	174 216	169 858	168 274	- 1 584	- 5 942
2005	181 427	177 322	176 338	- 984	- 5 089
2006	185 505	185 505	184 750	- 755	- 755

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2 Pour 2003, 2004 et 2005, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2006, tandis que pour 2006, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2006.

3 Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2007.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

**Tableau I.6 Révisions aux agrégats des dépenses en dollars courants**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision cumulative <sup>5</sup>
	millions de dollars				
<b>Dépenses personnelles en biens et services de consommation</b>					
2003	689 419	686 488	686 552	64	- 2 867
2004	722 631	719 869	720 401	532	- 2 230
2005	761 962	760 380	760 701	321	-1 261
2006	801 810	801 810	803 502	1 692	1 692
<b>Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services</b>					
2003	231 003	239 392	238 416	- 976	7 413
2004	249 771	249 779	248 868	- 911	- 903
2005	262 369	264 242	262 650	-1 592	281
2006	282 667	282 667	279 806	-2 861	-2 861
<b>Formation brute de capital fixe des administrations publiques</b>					
2003	32 144	30 085	30 107	22	-2 037
2004	32 702	31 553	32 082	529	- 620
2005	35 129	34 237	36 296	2 059	1 167
2006	37 382	37 382	40 336	2 954	2 954
<b>Investissement des administrations publiques en stocks</b>					
2003	15	15	15	0	0
2004	21	21	21	0	0
2005	27	27	27	0	0
2006	-41	-41	-41	0	0
<b>Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels</b>					
2003	73 016	72 758	72 714	- 44	- 302
2004	84 470	82 972	82 918	- 54	-1 552
2005	89 595	89 101	89 791	690	196
2006	96 941	96 941	98 386	1 445	1 445
<b>Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels</b>					
2003	49 844	54 425	54 545	120	4 701
2004	54 243	61 600	62 081	481	7 838
2005	63 938	69 606	72 674	3 068	8 736
2006	80 681	80 681	85 698	5 017	5 017
<b>Investissement des entreprises en machines et matériel</b>					
2003	82 187	80 471	80 831	360	- 1 356
2004	85 641	85 215	84 435	- 780	- 1 206
2005	91 354	91 104	90 609	- 495	- 745
2006	94 109	94 109	93 801	- 308	- 308
<b>Investissement des entreprises en stocks</b>					
2003	7 563	4 935	4 305	- 630	-3 258
2004	7 219	6 216	5 589	- 627	-1 630
2005	9 469	11 158	9 642	-1 516	173
2006	7 223	7 223	7 824	601	601
<b>Exportations de biens et services</b>					
2003	459 561	461 656	462 473	817	2 912
2004	494 519	494 578	495 347	769	828
2005	518 256	519 680	520 379	699	2 123
2006	525 611	525 611	524 706	- 905	- 905
<b>Importations de biens et services</b>					
2003	409 993	416 516	416 856	340	6 863
2004	437 404	440 963	440 732	- 231	3 328
2005	464 030	467 673	468 197	524	4 167
2006	487 379	487 379	487 660	281	281

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2 Pour 2003, 2004 et 2005, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2006, tandis que pour 2006, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2006.

3 Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2007.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.